

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DU
SÉQUESTRE

DANS LA

Pratique Judiciaire

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Jeudi 29 Juin 1899, à deux heures

PAR

Michel SARGNON



LYON

IMPRIMERIE MOUGIN-RUSAND, WALTENER & C^{ie} SUCCESEURS

3, RUE STELLA, 3

1899

DU
SÉQUESTRE

DANS LA

Pratique Judiciaire

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DU
SÉQUESTRE

DANS LA

Pratique Judiciaire

THÈSE POUR LE DOCTORAT

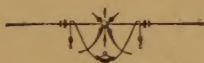
SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Jeudi 29 Juin 1899, à deux heures

PAR

Michel SARGNON



LYON

IMPRIMERIE MOUGIN-RUSAND, WALTENER & C^{ie} SUCCESSIONS

3, RUE STELLA, 3

—
1899

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, O. ✱, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil,
correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

THALLER, I. ☉, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil.

ROUGIER, I. ☉, professeur d'Économie politique.

AUDIBERT, I. ☉, professeur de Droit romain.

COHENDY, ✱, I. ☉, professeur de Droit commercial.

PIC, A. ☉, professeur de Droit international public.

BARTIN, I. ☉, professeur de Droit civil.

SOUCHON, A. ☉, professeur d'Histoire des Doctrines économiques.

APPLETON (Jean), professeur de Droit administratif.

LAMBERT, agrégé, chargé des cours d'Histoire du Droit.

BOUVIER, agrégé, chargé des cours de Science et de Législation financières.

LAMEIRE, agrégé, chargé du cours d'Histoire du Droit public.

JOSSERAND, agrégé, chargé du cours de Procédure civile.

GUERNIER, chargé du cours d'Histoire des Doctrines économiques.

BECQ, A. ☉, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. APPLETON (Jean), professeur, *président*;

GARRAUD, professeur;

JOSSERAND, agrégé.

INTRODUCTION

On sait qu'à Rome, à côté du droit civil proprement dit, il existait une autre branche du droit, tout aussi importante et certainement plus féconde en résultats pratiques, le droit prétorien. Les Romains, d'esprit conservateur et méthodique, ne modifiaient leur droit civil qu'avec une extrême prudence et une lenteur tant soit peu exagérée ; que l'on se rappelle la célèbre loi des XII Tables qui ne fut jamais abrogée jusqu'à Justinien. Aussi, sur bien des points ce droit si sage-ment et si méthodiquement édifié ne répondait plus aux nécessités de la pratique et au développement sans cesse grandissant des relations sociales. C'est à ce défaut que vint très heureusement remédier l'édit du préteur romain. Grâce à l'*imperium* dont il était investi, ce magistrat put seconder, compléter et corriger le droit civil en vue de l'intérêt général. Infusant ainsi au droit romain une vitalité nouvelle, il lui permit de se trouver toujours à la hauteur des nécessités pratiques, résultant de l'immense extension de l'Empire romain.

De même, en droit français la jurisprudence et la pratique ont très heureusement tenté sur divers points de renouveler, de rajeunir le Code civil déjà vieux de près d'un siècle et édicté en un temps où les grandes découvertes de notre époque n'avaient pas encore donné aux relations et aux affaires le développement si considérable qu'elles ont pris par la suite, et où notamment la richesse mobilière, devenue aujourd'hui la rivale de la richesse immobilière, n'existait encore qu'à l'état embryonnaire.

Parmi ces différents points, il en est un tout particulièrement où la jurisprudence française, tout au moins celle des Tribunaux et des Cours des grands centres d'affaires, a affirmé ses tendances prétoriennes. Nous voulons parler de la matière du séquestre qui doit faire l'objet de la présente étude.

Nous montrerons d'abord quelle est l'utilité du séquestre tel qu'il est pratiqué par la jurisprudence ; à quels inconvénients il a pour but de remédier. — Nous verrons ensuite quel a été le fondement de cette pratique ; comment la jurisprudence a étendu peu à peu à une infinité de cas le séquestre judiciaire institué par la loi, et comment elle a fini par en faire une sorte d'organisation de la déconfiture, de faillite civile, hypothèse que le Code civil avait complètement négligé de réglementer. Nous essaierons de justifier légalement cette pratique. — Nous traiterons ensuite des droits et obligations de l'administrateur séquestre. — De la procédure à suivre. — Enfin, dans un dernier chapitre nous comparerons le séquestre à la faillite commerciale.

CHAPITRE PREMIER

Utilité du Séquestre tel qu'il est pratiqué par la Jurisprudence. — Inconvénients auxquels il remédie.

Si, comme nous le verrons, la légalité de cette pratique du séquestre est vivement attaquée par la doctrine, son utilité, du moins, n'est contestée par personne et ses adversaires les plus irréductibles ne la combattent qu'à leur corps défendant (1). Cette pratique, en effet, remédie à une immense lacune de notre Code civil, l'absence à peu près totale de réglementation de l'insolvabilité civile, de la déconfiture survenue pendant la vie du débiteur et l'insuffisance notoire de

(1) Garraud, *De la déconfiture*, chap. vi. — Des liquidations judiciaires, de leur pratique et de leur légalité. *Journal des faillites*, 1882, p. 149. — Charmont, *Rev. Crit.*, 1891, p. 81. — Pascaud, *Faillite et liquidation judiciaire des non-commerçants*, *Revue générale*, 1893, p. 481. — P. Pic, *Traité théorique et pratique de la faillite des Sociétés commerciales*, p. 9.

la réglementation existant dans l'hypothèse d'une déconfiture manifestée après le décès du débiteur, c'est-à-dire au cas d'acceptation sous bénéfice d'inventaire ou de vacance de la succession.

Cette lacune, en effet, est pour les créanciers une cause de difficultés et de dangers, difficultés qu'ils éprouveront pour arriver à la réalisation de leur gage, dangers qu'ils trouveront dans les détournements, dissimulation d'actif et tous autres actes matériels ayant pour résultat de réduire le patrimoine de leur débiteur ou d'avantager certains de ses créanciers au détriment des autres.

Pour nous en convaincre, examinons les divers moyens que la loi met au service des créanciers.

Le premier moyen consiste dans la cession de biens par laquelle le débiteur abandonne ses biens à ses créanciers lorsqu'il est dans l'impossibilité de payer ses dettes (art. 1265-1270, C. civ., 898-906, C. pr. civ.). Elle peut être volontaire ou judiciaire. La première n'aura d'effet que dans les limites des conventions intervenues entre l'insolvable et ses créanciers. La seconde est un bénéfice que la loi accorde au débiteur malheureux et de bonne foi, que les créanciers n'ont pas le droit de lui refuser. Ils ont alors la faculté de faire vendre les biens abandonnés et d'en percevoir les revenus. Les débiteurs sont tenus de déposer au greffe du Tribunal leur bilan, leurs livres, s'ils en ont, et leurs titres actifs (art. 898, C. pr. civ.). Cette cession judiciaire ne libère le débiteur que jusqu'à concurrence de la valeur des biens abandonnés ; s'ils ne peuvent suffire à désintéresser complètement les

créanciers, le débiteur devra leur céder jusqu'à parfait paiement tous les biens qui pourront lui advenir par la suite. Il est facile de voir par ce simple exposé que ce moyen sera peu efficace, et surtout peu usité dans la pratique, et qu'il faudra recourir le plus souvent pour ne pas dire toujours, aux poursuites individuelles (1).

Ces poursuites s'exerceront soit par les voies d'exécution, connues sous le nom de saisies, soit par l'action révocatoire ou action paulienne.

Les saisies mobilières, c'est-à-dire la saisie-exécution et la saisie-arrêt, donnent aux créanciers le moyen de mettre sous la main de justice les meubles, les créances, les valeurs de bourse appartenant à leur débiteur. Au premier abord il semble qu'elles donneront aux créanciers toute satisfaction, que grâce à elles, on arrivera à une distribution par contribution où les droits de chacun seront sauvegardés. Mais en pratique que de désillusions ! D'abord ces procédures sont longues, compliquées, coûteuses ; il faut procéder différemment suivant la nature des biens à réaliser. D'autre part, parmi ces biens il en est beaucoup que la loi déclare insaisissables. Il y a d'abord certains objets que le Code de procédure civile ne permet pas de saisir (art. 581, 582, 592, 593, Code de procédure civile). Puis il y a les sommes léguées ou données

(1) Nous verrons plus loin que M. Garraud dans un article sur les liquidations judiciaires, leur pratique et leur légalité (*Journ. des faillites*, 1882, p. 149) propose de fonder la pratique du séquestre sur les principes de la cession de biens judiciaire.

dans la limite de la quotité disponible avec la clause d'insaisissabilité, divers traitements en tout ou en partie, les rentes sur l'Etat (lois des 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII) et encore certains effets, certaines sommes prévues par des lois spéciales. D'autres comme les titres au porteur ou les meubles sont éminemment faciles à dissimuler. En matière de saisie-arrêt il faudra compter avec les déclarations négatives que pourront faire les tiers saisis de mauvaise foi ; le cas sera rare il est vrai, mais il peut se produire. En matière de saisie-exécution, il faudra redouter les demandes en revendication ou en distraction que pourront former des tiers de connivence avec le débiteur saisi, au moyen de paiements simulés ou de ventes sans date certaine. De là des procès longs et dispendieux qui absorberont en partie l'actif.

La saisie immobilière, elle aussi, est souvent compliquée d'incidents, toujours longue et coûteuse, surtout si elle est suivie d'un ordre judiciaire.

D'ailleurs au moyen de ces saisies les créanciers ne peuvent atteindre que les biens présents de leur débiteur ; mais quant à ceux qui pourraient lui advenir par la suite, il faudra pratiquer de nouvelles voies d'exécution et recommencer de nouvelles procédures, par suite engager de nouveaux frais.

Reste l'action révocatoire ou action paulienne, au moyen de laquelle les créanciers pourront faire révoquer tous les actes à titre gratuit ou à titre onéreux, faits en fraude de leurs droits. Il semble tout d'abord que cette action doit leur assurer toute sécurité. Mais ses conditions d'exercice sont bien difficiles. Pour

faire révoquer un acte à titre gratuit, il suffira de prouver que le donataire a eu connaissance de l'insolvabilité du donateur. Mais pour les actes à titre onéreux, cela ne suffira plus ; il faut en outre établir que le tiers acquéreur a été complice de la fraude commise par le débiteur, et d'après la jurisprudence cette complicité ne peut s'induire uniquement de ce que le tiers connaissait l'insolvabilité du débiteur (1). De plus l'action paulienne étant personnelle n'a pas pour effet de faire rentrer le bien dans le patrimoine du débiteur, mais de faire déclarer l'acte non opposable au créancier qui l'intente. Car celui-ci n'agit pas dans l'intérêt de tous les créanciers, il n'est pas leur représentant (2).

Ce n'est pas tout : il y a d'autres dangers pour les créanciers. Le débiteur, bien qu'insolvable, conserve la libre disposition de ses biens, et par suite peut payer

(1) Cass., 6 juillet 1858 : D., 58, 1, 414. — Caen, 24 juillet 1857 : D., 58, 2, 12. — Cass., 3 mars 1869 : D., 69, 1, 200.

(2) M. Colmet de Santerre (*Cours analytique*, XIII, numéro 82 *bis*) soutient que le bénéfice de l'action paulienne doit profiter à tous les créanciers, non seulement aux créanciers qui l'intendent, mais encore aux créanciers qui restent dans l'inaction, non seulement aux créanciers antérieurs, mais encore aux créanciers postérieurs à l'acte attaqué.

D'autres auteurs vont moins loin, et tout en donnant au jugement un effet absolu, reconnaissent que la révocation prononcée doit bien profiter à tous ceux qui pouvaient intenter l'action, mais n'admettent pas les créanciers postérieurs à profiter du bénéfice d'une action qu'ils ne pouvaient pas intenter (Chardon, *Du dol et de la fraude*, II, n° 280. — Larombière, *Traité des oblig.*, I, article 1167, n° 62).

qui lui plaît, accorder des garanties au profit de tel ou tel de ses créanciers, et créer entre eux des inégalités flagrantes.

Autre danger dans les surprises qui peuvent résulter de l'hypothèque judiciaire. Supposons un créancier résidant loin de son débiteur, qui par suite aura ignoré l'état critique de ses affaires ou qui aura par humanité différé de le poursuivre ; il se verra primé par ceux plus rapprochés ou plus intéressés qui, connaissant l'urgence d'agir, se seront hâtés de prendre un jugement de condamnation contre leur débiteur, emportant hypothèque judiciaire sur tous ses biens, et leur assurant ainsi une position privilégiée. On ne peut nier que ce résultat ne soit inique, car tous ces créanciers avaient accordé confiance à l'insolvable sans exiger de garanties réelles ; si les créances de quelques-uns se transforment au détriment des autres en créances hypothécaires, ce n'est pas par suite de la négligence de ceux-ci, mais à raison des circonstances. L'ancien adage « *Jura vigilantibus adsunt* » ne peut être vrai et juste lorsque le créancier n'est menacé d'aucune forclusion, et l'on ne saurait admettre que la conservation d'un droit devienne ainsi le prix de la course.

D'autre part la distribution par contribution à laquelle ou aboutit au moyen des diverses saisies mobilières est longue, hérissée de formalités, pour la plupart inutiles et frustratoires. Les productions de titres et les collocations sont frappées de droits d'enregistrement très élevés ; de sorte que les frais absorbent une grosse partie de l'actif.

Passons maintenant au cas où l'insolvabilité ne se révèle qu'après le décès du débiteur; c'est ce qui arrive en cas d'acceptation sous bénéfice d'inventaire ou de vacance de la succession.

La loi a bien organisé, il est vrai, le bénéfice d'inventaire; mais elle ne l'a fait que d'une manière insuffisante.

Les créanciers qui craignent des dilapidations de la part de l'héritier bénéficiaire peuvent exiger l'apposition des scellés (art. 909, P. civ.). Ils peuvent également faire des oppositions à la levée des scellés, et dans ce cas non seulement ils devront être convoqués à la levée des scellés (art. 932, P. civ.) mais ils pourront, en outre, assister à l'inventaire. Les articles 805 et 806 du Code civil imposent à l'héritier qui veut vendre les meubles ou les immeubles de la succession l'observation de formalités déterminées, et s'il ne les observe pas, il peut être déclaré déchu du bénéfice d'inventaire (art. 988 et 989, C. pr. civ.), de même qu'en cas de divertissement (801, C. civ.).

Les créanciers peuvent intervenir dans les instances engagées par l'héritier. Ils peuvent même procéder eux-mêmes à la vente des biens héréditaires, s'ils le jugent utile (1). Enfin l'héritier bénéficiaire est tenu de fournir caution pour la valeur du mobilier. Et s'il ne le fait pas, les meubles sont vendus, et leur prix est déposé ainsi que la portion non déléguée du prix.

(1) Rome, 31 juillet 1883 : S., 84, 4, 49. — Orléans, 19 mai 1888 : S., 89, 2, 123, et les autorités citées en note sous le second de ces arrêts.

des immeubles, pour être employés à l'acquit des charges de la succession (art. 807, C. civ.).

La loi paraît bien avoir déployé en cette occasion un assez grand luxe de précautions, et il semble qu'elles doivent donner aux créanciers toute satisfaction. Mais toutes ces formalités retarderont longuement la réalisation des valeurs de la succession, et les frais dévoreront une grande partie du produit. De plus certaines de ces précautions, telles que la déchéance du bénéfice d'inventaire, demeureront platoniques, lorsque l'héritier sera lui-même insolvable.

Mais c'est surtout au point de vue de la manière dont sont payés les créanciers et les légataires que l'organisation du bénéfice d'inventaire, telle qu'elle existe dans nos Codes, est totalement insuffisante. Le Code civil ne prescrit qu'une publicité élémentaire, l'inscription au greffe de la déclaration de l'héritier bénéficiaire. Aucun délai n'est prescrit pour permettre aux créanciers de se présenter; l'héritier peut immédiatement commencer à payer ceux-ci à mesure qu'ils se présentent. Tant pis alors pour les retardataires, ils n'auront de recours contre personne.

Cependant la loi accorde aux créanciers un moyen d'empêcher que l'héritier ne les paie ainsi dans l'ordre de ses propres préférences; ce moyen c'est l'opposition (art. 808, C. civ.). Il ne faut pas confondre cette opposition avec l'acte dont il est question dans les articles 557 et suivants du Code de procédure civile. Ce n'est pas une saisie-arrêt pratiquée entre les mains de l'héritier. Elle ressemble plutôt à l'opposition à partage dont parle l'article 882 du Code civil, et qui, selon la juris-

prudence, équivaut à une saisie-arrêt, bien qu'elle n'ait pas besoin d'être faite dans les mêmes formes (1).

Si donc il y a des créanciers opposants, et qu'ils ne s'entendent à l'amiable pour arrêter entre eux la distribution des deniers héréditaires, l'héritier bénéficiaire *ne devra payer que dans l'ordre et de la manière réglée par le juge*. Ainsi s'exprime l'article 808 du Code civil. La distribution se fera donc suivant les principes de la contribution. Or, nous avons vu plus haut les inconvénients de celle-ci.

Mais il faut bien remarquer que l'opposition est une mesure purement individuelle qui ne peut profiter qu'au créancier opposant et ne crée au profit des autres aucun droit. Si donc l'héritier a entre les mains une somme suffisante pour désintéresser le créancier opposant, il le paiera aussitôt, et celui-ci donnera main-levée de son opposition. L'héritier reprendra alors la libre disposition des deniers, et pourra recommencer à payer les créanciers à mesure qu'ils se présenteront. Lorsque ces deniers seront épuisés, l'héritier bénéficiaire sera quitte envers les créanciers retardataires qui se présenteraient en leur rendant ses comptes, c'est-à-dire en établissant que les paiements par lui effectués ont absorbé tout l'actif de la succession. Mais n'auront-ils pas du moins un recours contre les créanciers qui ont été payés à leur préjudice ? L'article 809 du Code civil répond à cette question : « Les créanciers non opposants qui

· (1) En ce sens, Cass., 11 juin 1846 : S., 46, 1, 444.

ne se présentent qu'après l'apurement du compte et le paiement du reliquat n'ont de recours à exercer que contre les légataires. — Dans l'un et l'autre cas le recours se prescrit par le laps de trois ans, à compter du jour de l'apurement du compte et du paiement du reliquat. » Il faut donc décider que les créanciers retardataires n'auront aucun recours contre les créanciers antérieurement payés, et qu'ils ne pourront se retourner que contre les légataires en vertu de la maxime : « *Nemo liberalis nisi liberatus* ».

Comme on le voit, là encore, le paiement des créanciers ne sera qu'une question de vitesse, et ce sera à qui sera assez habile pour distancer ses concurrents.

Examinons maintenant ce qui se passera au cas de vacance de la succession, hypothèse où l'insolvabilité de la succession sera encore bien plus probable, pour ne pas dire certaine. La vacance de la succession suppose en effet, ou qu'il n'y a pas d'héritiers connus, ou que tous les héritiers sont connus, mais qu'ils s'abstiennent. Ce dernier cas toutefois est sujet à controverse. Les créanciers de la succession présenteront alors une requête au Tribunal qui déclarera la succession vacante (1). Le Tribunal nommera un curateur auquel sera confiée l'administration de la succession. Ce curateur administre et liquide, mais il

(1) Le Tribunal civil de Lyon dans un jugement du 25 mai 1888 (*Mon. Jud.*, 10 août 1888) a décidé que si le droit de faire nommer un curateur à une succession vacante appartient à tout créancier, cette mesure ne saurait être requise et ordonnée contradictoirement avec les prétendus débiteurs de la succession.

n'encaisse pas; il réalise les biens de la succession, mais le prix doit en être versé à la Caisse des dépôts et consignations au compte de l'hérédité. On voit tout de suite les lenteurs, les complications qui doivent résulter de ce mode bizarre d'administration. Ce qui l'a sans doute inspiré à notre législateur, c'est l'aversion dont étaient vus dans notre ancien droit les curateurs aux biens vacants. Sans doute on évitera les abus et les dilapidations que nous signalait Denizart dans l'ancienne pratique. Mais les frais absorberont le capital en grande partie.

D'autre part, il n'y a pas de publicité pour avertir les intéressés de la situation de leur gage, le jugement qui déclare la succession vacante n'est pas rendu public. Et ceux-ci ont grand intérêt à le savoir.

En effet s'il n'y a pas d'opposition, la Caisse des consignations paie les créanciers à mesure qu'ils se présenteront munis d'une ordonnance du Président du Tribunal. C'est donc toujours une question de vitesse et de hasard qui présidera à la répartition des deniers héréditaires. Ce n'est qu'au cas où l'un des créanciers fera opposition, comme en matière de succession bénéficiaire, qu'il y aura lieu à une distribution par contribution.

Le curateur n'est nullement le représentant des créanciers à l'effet d'administrer et de liquider la succession; il représente seulement la succession vis-à-vis des héritiers qui pourraient se présenter plus tard et qui devraient respecter les actes valablement passés par lui avec des tiers.

Il suit de là que le curateur n'a pas qualité pour

demander la nullité des actes faits par le *de cujus* en fraude des droits des créanciers, car l'action paulienne n'appartient qu'aux créanciers, et il ne les représente pas (1). De même, il ne pourrait pas opposer, en leur nom, le défaut de date certaine d'un acte émané du *de cujus* (2). Il ne représenterait pas non plus les créanciers chirographaires au jugement ordonnant le partage de la succession (3). On voit par là combien incomplet et combien peu utile est le rôle du curateur à succession vacante, tel qu'il a été institué par nos lois (4).

Nous venons de passer en revue les inconvénients et les dangers auxquels sont exposés les créanciers d'un insolvable, vivant ou décédé, en procédant par les voies et moyens ordinaires que la loi met à leur disposition pour recouvrer les sommes par eux avancées. Il nous reste à montrer comment notre pratique du séquestre parvient à supprimer sinon tous, du moins la plupart de ces inconvénients.

D'abord à ces procédures diverses, variables suivant les circonstances, elle substitue une seule façon de procéder : à des administrations dont les principes et les bases diffèrent selon les hypothèses, elle substitue un type d'administration à peu près invariable. La multiplicité des poursuites individuelles, source de

(1) Chambéry, 4 mars 1864 : D., 66, 5, 450.

(2) En sens contraire, Paris, 25 août 1864 : D., 66, 5, 451.

(3) En sens contraire, Orléans, 26 août 1869 : D., 69, 2, 185.

(4) Sur les inconvénients du bénéfice d'inventaire et de la curatelle, comp. M. Garraud, *De la Déconfiture*, ch. III.

lenteurs et de frais, est remplacée par une procédure unique, collective. L'administrateur séquestre, mandataire du débiteur et des créanciers, concentre entre ses mains les actions des uns et des autres; il exerce les poursuites contre les débiteurs de l'insolvable et réalise ses biens. D'où économie de temps, et surtout d'argent.

Le débiteur, dessaisi temporairement de l'administration de ses biens, ne peut pas les soustraire frauduleusement à l'action des créanciers, ni faire des paiements à certains d'entre eux au préjudice des autres.

La distribution des deniers est précédée d'une publicité véritable par affiches et insertions dans les journaux, des délais suffisants sont accordés aux créanciers pour se faire connaître, il n'y a ni surprise ni clandestinité.

Les créanciers font parvenir à l'administrateur séquestre leurs titres de créance, billets à ordre, factures, etc. Celui-ci en examine le bien fondé, et dresse l'état de répartition des deniers. Les réclamations des créanciers qui se croiraient lésés lui sont transmises, il s'efforce d'y faire droit, ou de les réduire à leurs justes proportions. Il joue en cela l'office de magistrat conciliateur. On n'est pas ainsi obligé de recourir au Tribunal pour décider sur d'interminables contredits. Lorsque le séquestre est parvenu à mettre tous ces intérêts divers d'accord, par simple lettre missive, il invite chacun des créanciers à venir toucher le montant de son dividende dans la répartition. Tout cela se fait régulièrement, rapidement, avec le concours collectif de tous les intéressés. On évite les droits d'enregistrement très élevés qui frappent, dans la

procédure d'ordre ou de contribution les productions de titres et les collocations. On échappe aussi aux formalités archaïques et vaines de ces procédures, qui n'ont d'autre résultat que de retarder indéfiniment le règlement des créanciers.

La réalisation et la distribution du gage des créanciers est confiée à des hommes honorables, expérimentés, connaissant la pratique des affaires, sous la surveillance de la justice qui exerce en cette matière un contrôle assez exact.

A Paris, notamment, le recours à la pratique du séquestre est devenu si fréquent, la mission confiée à l'administrateur a pris un tel caractère de gravité et d'utilité que l'on a institué près le Tribunal de la Seine une compagnie d'administrateurs séquestres, à laquelle il ne manque que d'être régie par des statuts semblables au règlement édicté en cette matière par la Chambre des avoués de Lyon. Ce règlement que nous reproduisons plus bas fonctionne, en effet, au mieux des intérêts des créanciers et des débiteurs, et peut être, à bon droit, considéré comme le Code pratique du séquestre.

CHAPITRE II

Origine de cette pratique. — Extension donnée par la jurisprudence au séquestre judiciaire institué par la loi

Sur quels textes la jurisprudence fonde-t-elle cette pratique ? Où en a-t-elle trouvé le germe ?

Le Code civil à la fin du titre XI du livre III, s'est bien occupé du séquestre, mais il ne lui consacre que neuf articles ; et encore sur ces neuf articles n'y en a-t-il que trois relatif au séquestre judiciaire. Eh bien ! c'est de ces textes ignorés et que le législateur de 1804 avait laissés dans l'ombre, les jugeant sans doute d'importance médiocre et d'application peu usitée que la jurisprudence a fait sortir une des institutions les plus curieuses et les plus utiles de notre temps.

L'article 1961, placé dans la section III du chapitre III consacré au séquestre, nous dit : « La justice peut ordonner le séquestre : 1° des meubles saisis sur un

débiteur ; — 2^o d'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes ; — 3^o des choses qu'un débiteur offre pour sa libération. »

Remarquons tout d'abord que les paragraphes 1 et 3 de cette énumération se rapportent plutôt au dépôt judiciaire qu'au séquestre. Il ne restera donc pour champ d'action au séquestre judiciaire que le § 2, et en interprétant ce texte à la lettre, il est certain que le séquestre ne serait appelé à jouer qu'un rôle bien effacé, pour ne pas dire nul.

Cependant quelques auteurs ont pensé que l'article 1961, 2^o, devait être interprété ainsi et que son énumération était limitative « Ce texte, dit M. Troplong (*Du Dépôt*, n^o 294), est-il limitatif ou démonstratif ? Le séquestre judiciaire n'est-il possible que lorsque la chose est réellement contentieuse quant à la propriété ou à la possession ? Et le juge doit-il s'interdire de l'ordonner, alors que cette circonstance ne se rencontre pas ? »

« L'ordonnance de 1667 tranchait cette question par une disposition générale que n'ont reproduite ni le Code civil ni le Code de procédure civile : « Les séquestres peuvent être ordonnés... d'office en cas que les juges estiment qu'il y ait nécessité de le faire. »

« Toutefois M. Delvincourt veut que la loi nouvelle n'ait pas parlé *restrictive*, et que le magistrat puisse ordonner le séquestre non seulement dans les cas énoncés, mais toutes les fois qu'il le juge convenable pour la sûreté des parties et la bonne décision de la cause. »

« C'est aller trop loin, ce n'est pas sans dessein, à mon avis, que la législation moderne s'est écartée de l'ordonnance de 1667. Le juge n'est pas maître de priver arbitrairement une partie des avantages que lui assurent et sa possession et son titre apparent. Il ne le peut qu'autant que l'on rentre dans les cas prévus par le deuxième paragraphe de l'article 1961, c'est-à-dire lorsque le litige porte sur des intérêts qui se lient à la propriété ou à la possession de l'immeuble et que la jouissance d'une des parties peut sérieusement compromettre. »

Cette doctrine a été appliquée par un certain nombre d'arrêts (1).

Il existe en doctrine une opinion intermédiaire professée par MM. Aubry et Rau (t. IV, § 409, p. 632, 633) et Pont (*Des petits contrats*, t. IV, n° 560). Suivant eux il faudrait faire la distinction suivante. En dehors de cas prévus par l'article 1961, on ne peut pas demander par voie d'action principale qu'un séquestre soit ordonné, mais lorsqu'une instance est pendante à propos d'une chose corporelle, n'importe pour quelle cause, le séquestre peut toujours être ordonné.

« Nous rattachant, dit M. Pont, à une distinction proposée par MM. Aubry et Rau, nous estimons que

(1) Bruxelles, 6 juin 1809 : S., 3, 2, 82. — Cass. 23 juillet 1851 : S., 51, 1, 753 ; D., 51, 1, 269. — Paris, 5 mars 1870 : S., 70, 2, 204. — Cass. 10 juillet, 1876 : D. 76, 1, 313 ; S. 76, 1, 405. — Paris, 5 mars 1885 : D., Sup., V^e Dépôt, n° 84. — Paris, 2 avril 1895 : *Gaz. Pal.*, 1895, table anal. 1^{er} sem. — Oran, 2 octobre 1894 : — *Droit*, 11 octobre 1894. — Trib. civ. Seine, 8 juillet 1898 : *Droit*, 8 octobre 1898.

les juges ont le droit d'ordonner le séquestre seulement dans le cas où le séquestre est provoqué au cours d'une instance que le demandeur a introduite pour obtenir, n'importe en vertu de quel droit, la mise en possession d'une chose corporelle. Que si la mesure vient à être sollicitée par voie d'action principale ou par voie d'action incidente, ce qui aura lieu le plus souvent dans le cours d'une instance qui n'a pas pour fin directe et principale la mise en possession d'une chose corporelle, nous estimons que le juge ne peut ordonner le séquestre que dans le cas où la loi l'y autorise formellement. C'est en ce cas qu'il serait parfaitement exact de dire avec M. Troplong, que le juge ne peut arbitrairement sur la demande plus ou moins capricieuse de l'une des parties, dépouiller l'autre des avantages que lui assurent sa possession et son titre apparent. Il a été justement décidé en ce sens qu'il n'y a pas lieu de nommer au séquestre des biens de la femme demandant la séparation de corps, quoiqu'elle allègue que son mari peut détourner les objets nécessaires à son existence. »

Mais l'opinion la plus répandue en doctrine, et celle qui triomphe en jurisprudence, c'est que l'énumération de l'article 1961, 2°, est démonstrative et non limitative, et que le juge a un pouvoir discrétionnaire quant à l'appréciation de l'opportunité de la mesure du séquestre. La plupart des arrêts rendus en cette matière décident, en effet, que le juge peut ordonner le séquestre toutes les fois que cela lui paraît nécessaire, soit pour la conservation des droits des parties qui sont engagées dans un débat judiciaire, soit pour

la conservation des droits de créanciers actuels ou éventuels, alors même qu'il n'existe aucun débat engagé devant les Tribunaux.

Cette doctrine et cette jurisprudence sont fondées sur les motifs les plus sérieux.

L'ordonnance d'avril 1667 (titre XIX, art. 2), portait : « Les séquestres pourront être ordonnés, tant sur la demande des parties que d'office, en cas que les juges estiment qu'il y ait nécessité de le faire. » C'était bien laisser au juge la plus grande latitude.

D'autre part, Pothier (*Du contrat de dépôt*, n° 98) nous dit : « Le séquestre judiciaire est celui qui est ordonné par le juge. Le juge ordonne ce séquestre en plusieurs cas. Par exemple, lorsque des parties se disputent non seulement la propriété, mais la possession d'une chose, et que ni l'une, ni l'autre des parties n'a pu justifier en avoir la possession, le juge en ordonne le séquestre jusqu'à la décision du procès sur la propriété. »

« Le juge ordonne aussi quelquefois le séquestre des effets d'une succession, lorsque les contestations qui sont entre les héritiers paraissent de nature à en devoir retarder longtemps la liquidation. »

Donc, selon Pothier, le pouvoir des juges n'est pas limité à ces seuls cas, qu'il ne cite qu'à titre d'exemple. D'ailleurs, l'un de ces exemples, l'hypothèse du séquestre des effets d'une succession nous montre bien que le séquestre pouvait être ordonné dans notre ancien droit, bien qu'il n'y eût pas débat sur la propriété ou la possession de la chose dont le séquestre était demandé. En effet, si Pothier parle ici de contes-

tations entre les héritiers, il ressort de la lecture de ce texte que ces contestations sont relatives à l'administration et à la gestion de la succession plutôt qu'à sa dévolution.

Or, l'article 1961 a été emprunté au *Traité de Pothier* sur le dépôt, il reproduit ainsi que les suivants, la substance de ses opinions. Le législateur de 1804 a-t-il eu l'intention de restreindre le pouvoir accordé, dans notre ancien droit, aux juges en matière de séquestre ? Rien dans les travaux préparatoires ne le fait présumer. Et si, dans sa disposition, il n'a rappelé que deux cas, c'est que sans doute c'étaient à cette époque les plus graves et les plus fréquents.

D'ailleurs, la loi elle-même nous fournit trois exemples dans lesquels le séquestre peut être ordonné en dehors de tout litige sur la propriété ou la possession d'une chose.

Le premier exemple est celui que nous fournit l'article 681 du Code de procédure civile, alinéa premier : « Si les immeubles saisis ne sont pas loués ou affermés, le saisi restera en possession jusqu'à la vente, comme séquestre judiciaire, à moins que sur la demande d'un ou plusieurs créanciers, il n'en soit autrement ordonné par le Président du Tribunal, dans la forme des ordonnances sur référé. »

Donc, le débiteur saisi dans ses immeubles est de droit constitué par l'article 681 du Code de procédure civile, séquestre judiciaire desdits immeubles, au cas toutefois où il les habite lui-même. Or, cette hypothèse n'est nullement mentionnée ni prévue par l'article 1961 du Code civil. Toutefois, le Président du Tri-

bunal, statuant en référé, peut en décider autrement et ordonner le séquestre dans les mains d'un autre que le débiteur, par exemple, dans celles du créancier saisissant (1) ou d'un tiers (2).

Le deuxième exemple est fourni par l'article 602 du Code civil aux termes duquel, si l'usufruitier ne trouve pas de caution, « les immeubles sont donnés à ferme ou *mis en séquestre*. »

Enfin un troisième exemple est tiré de l'article 465 du Code d'instruction criminelle. Aux termes de ce texte, si un accusé ne se présente pas dans les dix jours de la notification de l'arrêt de mise en accusation, le Président de la Cour d'assises rend une ordonnance portant qu'il devra se présenter dans un nouveau délai de dix jours, faute de quoi ses biens seront séquestrés pendant l'instruction de la contumace. C'est alors l'Administration de l'enregistrement et des domaines qui est chargée du séquestre des biens du contumax.

Il ressort donc évidemment de ces exemples tirés de la loi même que l'article 1961, 2^o, n'est pas limitatif, et que le juge a un pouvoir souverain d'appréciation pour ordonner le séquestre, soit d'une chose litigieuse, soit d'une chose non litigieuse affectée à la garantie des obligations d'un débiteur, sans qu'il y ait lieu de distinguer s'il est saisi par une demande principale ou par une demande incidente. Il suffit que la personne qui demande la nomination d'un séquestre ait un intérêt pécuniaire sérieux et évident à cette mesure, en

(1) Montpellier, 14 août 1849 : D., 50, 5, 419.

(2) Lyon, 27 mars 1873 : D., 75, 2, 149.

qualité de propriétaire prétendu, de copropriétaire, de possesseur ou de créancier du propriétaire des choses dont le séquestre est demandé.

Cette opinion compte de nombreux partisans dans la doctrine et a été affirmée par un nombre considérable de décisions de jurisprudence (1).

La jurisprudence après avoir proclamé d'abord le principe que la disposition de l'article 1961, 2^o, n'est pas limitative, est partie de ce principe pour étendre la mesure du séquestre à un grand nombre d'hypothèses non prévues par les textes, où elle lui paraissait s'imposer avec le même caractère d'utilité.

Elle a étendu le cercle d'action de l'art. 1961, si

(1) Larombière, *Des Oblig.*, II., art. 1180, n^o 6. — Colmet de Santerre, VIII, 172 *bis*, II. — Laurent, XXVII, 172. — Guillelouard, *Du dépôt*, n^o 175. — Baudry-Lacantinerie, *Société, prêt et dépôt*, n^o 1269. — De Belleyme, *Ord. sur req. et sur réf.*, II. p. 208, 213.

Bourges, 8 mars 1822 : S. chr. — Agen, 8 janv. 1825 : S. chr. — Cass., 21 déc. 1826 : D., Rep., V^o Dépôt., n. 226. — Paris, 6 et 23 janvier 1866 : S., 66, 2, 41; D., 66, 2, 25. — Paris, 4 mai 1867; S., 67, 2, 189; D., 67, 2, 157. — Paris, 4 août 1871; D., 73, 2, 21. — Bordeaux, 29 mai 1883 : D., Supp., V^o Divorce, n^o 347. — Trib. civ., Pamiers, 21 août 1884 : *La Loi*, 1884, p. 1004. — Paris, 15 avril 1885 : D., 86, 2, 127; S., 87, 2, 183. — Paris, 21 avril 1886 : S., 87, 2, 203; D., 87, 2, 52. — Trib. com. Nantes, 11 août 1886 : Rec. Nantes, 1887, 36. — Trib. com. Nantes, 10 novembre 1886 : Rec., Nantes, 1887, 97. — Nancy, 31 oct. 1885 : S., 86, 2, 239. — Orthez, 21 février 1893 : *Loi*, 28 mars 1893. — Dijon, 11 juin 1887 : *Gaz. Pal.*, 1887, Supp., p. 13. — Trib. civ., Bruxelles, 3 avril 1895 : *Pasic.*, 95, 3, 164. — Trib. civ., Toulouse, 28 juillet 1897 : *Gaz. Midi*, 6 février 1898. — Bordeaux, 2 décembre 1897 : Rec. Bordeaux, 1898, 1, 129; *Rec proc. civ.*, 98, 432.

restreint au début, pour en faire un des textes les plus féconds en applications pratiques.

Toutes les fois qu'un créancier a des droits même éventuels à faire valoir sur une chose et voit ces droits menacés par les actes du propriétaire de ladite chose, la jurisprudence lui accorde le droit de la faire mettre sous séquestre. Car on doit assimiler à la chose litigieuse celle qui est affectée à la garantie des obligations d'un débiteur et ordonner la mise sous séquestre des biens dont il y a lieu de craindre la disparition, le détournement ou la dégradation (1).

Ainsi le séquestre judiciaire d'un immeuble peut être ordonné sur la demande du vendeur qui a obtenu la rescision pour cause de lésion, bien que l'acquéreur ait opté pour le maintien de la vente en consentant à fournir le supplément du juste prix. Car tant que l'acquéreur n'a pas offert réellement le supplément, le vendeur a sur la chose un droit qui l'autorise à demander le séquestre (Bourges, 8 mars 1822 : S. chr.).

De même, en cas de surenchère (Bordeaux, 17 mai 1831 : S., 31, 2, 287).

Le créancier hypothécaire qui soutient que son débiteur a procédé à une vente frauduleuse, pour porter atteinte à ses droits peut demander la mise sous séquestre de l'immeuble litigieux (Trib. civ., Toulouse, 28 juillet 1897 : *Gaz. Midi*, 6 février 1898).

De même, en matière de loyers, le séquestre est souvent appliqué dans les rapports du bailleur et du

(1) Trib. civ., Orthez, 21 février 1893 : *La Loi*, 18 mars 1893.

preneur. Il a été décidé que dans le cas où le locataire annonce la mise en vente de toutes ses marchandises, pour cause de liquidation et manifeste ainsi l'intention de ne pas remplacer ces marchandises par d'autres, le bailleur peut demander la nomination d'un séquestre chargé de percevoir sur le prix de vente de ces marchandises une somme destinée à faire face à l'exécution des clauses du bail (1).

Il a été jugé toutefois que si le locataire d'un magasin dont le bail est sur le point d'expirer liquide en vendant au rabais, sans les renouveler, les marchandises garnissant son magasin, le propriétaire est mal fondé à demander en référé la nomination d'un séquestre chargé d'encaisser les recettes de la maison de commerce jusqu'à concurrence d'une certaine somme, pour répondre des réparations locatives qui pourraient être faites à l'expiration du bail, quand il n'est pas dû de loyers et que la valeur du matériel et du mobilier garnissant les lieux loués est suffisante pour répondre des réparations qui pourraient être éventuellement à la charge du locataire (Paris, 5 mars 1885 : *La Loi* 1885, p. 233).

Comme on le voit, le critérium pour le juge chargé de décider s'il y a lieu ou non à séquestre est l'utilité de la mesure demandée.

Il y aurait également lieu à séquestre au cas de fermeture d'un magasin, de son abandon à des gens de

(1) Paris, 23 février 1884 : *La Loi*, 1884, p. 435. — Paris, 15 avril 1885 : S., 87, 2, 183; D., 86, 2, 127. — Paris, 21 avril 1886 : S., 87, 2, 203; D. 87, 2, 52.

service ou de détournement de marchandises (1), au cas de non-paiement des réparations locatives (2) ou de non-paiement des loyers (3).

De même en cas de difficultés entre le propriétaire et ses entrepreneurs, ceux-ci peuvent demander que les loyers soient séquestrés. (Paris, 9 avril 1864 : B. C. P. 1864, p. 156.)

Cette mesure du séquestre est devenue fréquente et utile au Tribunal de la Seine pour mettre un terme aux pratiques de certains locataires qui trouvaient un moyen commode de se procurer des délais pour le paiement de leurs loyers en alléguant l'existence d'oppositions fictives qu'ils faisaient pratiquer au nom de créanciers imaginaires. En ce cas le bailleur peut demander la nomination d'un séquestre chargé de percevoir les loyers jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la validité desdites oppositions (4).

La matière des Sociétés a été, elle aussi, une source féconde d'applications pour cette pratique du séquestre. En principe sans doute les membres des Sociétés doivent pourvoir eux-mêmes à la gestion et à l'administration de leurs intérêts ; cependant il se présente

(1) Bertin, *Ord. sur req. et sur réf.*, t. II, p. 431.

(2) De Belleyne, *Ord. sur req. et sur réf.*, t. II, p. 176. — Bertin, *Ord. sur req. et sur réf.*, t. II, p. 430.

(3) Paris, 6 juin 1872 : B. C. P., 1872, p. 28.

(4) Bertin, *Ord. sur req. et sur réf.*, t. II, p. 429. — Ord. 5 avril 1873 confirmée sur appel. Paris, 30 juillet, 1873 : B. C. P., 1873, p. 69. — Paris, 3 et 25 avril, 1872 : B. C. P., 1872, p. 384 et 495. — 12 mars 1874 : B. C. P., 1874, p. 27. — 21 août 1876 : P., 76, 1, 234.

certaines circonstances dans lesquelles l'impossibilité des intéressés d'agir, l'urgence des mesures à prendre nécessitent l'intervention du Tribunal. Ainsi en cas de désarroi dans les affaires d'une Société, un actionnaire de ladite Société peut demander la nomination d'un administrateur séquestre. (Trib. Niort, 14 avril 1885 : *Rev. Soc.*, 1885, p. 447.)

La Cour de Lyon, dans un arrêt du 11 décembre 1885 (*Mon.*, Lyon 24 juin 1886), a décidé que la Caisse commune des agents de change, dite Caisse syndicale, constitue une communauté de biens ayant son existence et son patrimoine indépendants de l'existence et de la personne des agents communistes ; que par suite cette caisse, valablement administrée en temps ordinaire par le syndic de agents de change, se trouvant en péril par suite d'événements financiers, a pu valablement être mise sous séquestre et recevoir un liquidateur judiciaire avec pouvoir de réaliser l'actif, d'éteindre le passif, et régler les comptes de la caisse syndicale avec les agents et avec les tiers.

De même, lorsqu'il survient des difficultés entre associés relativement à l'administration de la Société, l'autorité judiciaire peut prescrire le séquestre des objets appartenant à ladite Société (1), et cela alors même qu'il y aurait un gérant nommé par l'acte de Société (2).

(1) Paris, 6 et 23 janvier 1866 : B. C. P., 1866, p. 2 et 11 ; S., 66, 2, 41 ; D., 66, 2, 28. — Paris, 4 mai 1867 : S., 67, 2, 189 ; D., 67, 2, 157.

(2) Bastia, 14 décembre 1839 : S., 40, 2, 454 ; D. 40, 2, 66.

Le Code civil, dans les articles 112 et 131 a pourvu à l'administration des biens de l'absent. Mais ce mot « absent » a dans notre droit un sens spécial; il s'applique à l'individu qui a disparu et dont l'existence est incertaine. Mais la loi, nulle part, n'a réglé le sort des biens de l'individu dont l'existence est certaine, et qui est seulement non présent à son domicile. Ainsi une personne sur le point d'être poursuivie par ses créanciers, peut-être par le Ministère public, s'enfuit, laissant ses biens, meubles et immeubles à l'abandon, et ses créances à recouvrer. Il s'agit, par exemple, du titulaire d'un office ministériel, qui, tout en laissant un fort passif, laisse aussi certaines créances dont le recouvrement atténuera la perte que vont subir ses propres créanciers. Ce sera là encore le cas de nommer un séquestre pour administrer les biens du non présent. (Trib. civ. Seine, 5 décembre 1850. Bertin, *Ch. du Cons.*, t. II, p. 535.)

C'est l'opinion soutenue par M. Zachariæ (t. 1, p. 280), par Proudhon (t. I, p. 252, 255, 259 et 263) et par M. Demolombe (t. II, n° 18), qui tous sont d'avis d'étendre à cette hypothèse les articles 112 et 131 du Code civil. M. Demolombe s'exprime ainsi : « Les dispositions qui s'occupent spécialement des non présents sont bien incomplètes; elles ne prévoient guère que deux cas : celui où l'individu non présent est intéressé dans une succession, dans un partage et celui où il s'agit de faire serrer la récolte d'un cultivateur absent, c'est-à-dire non présent, suivant la pensée évidente de la loi des 28 septembre, 16 octobre 1791, titre I, section V, article premier.

« Mais combien d'autres hypothèses peuvent se présenter encore dans lesquelles il serait utile et même nécessaire de pourvoir à l'administration des biens d'un non présent ! Une grosse réparation est indispensable, un débiteur va tomber en faillite, un droit va s'éteindre par la prescription, etc., etc. Direz-vous : c'est le cas du quasi-contrat de gestion d'affaires (art. 1372, 1375) ? Sans doute ! mais remarquez que les tiers pourront très bien hésiter à s'introduire, de leur autorité privée, dans le domicile de la personne non présente. Qui sait même s'ils n'en seraient pas repoussés par des agents infidèles, qui leur demanderaient de quel droit ils prétendent ainsi pénétrer dans les affaires qui ne sont pas les leurs ? »

Et puis, est-ce que ceux qu'il s'agirait de poursuivre ne seraient pas fondés à se prévaloir du défaut de qualité des demandeurs ? Il serait donc très désirable que le Tribunal pût autoriser, même dans ce cas, les mesures d'administration que la situation rendrait nécessaires ; et cela me paraît si utile et si raisonnable que je pense qu'il en aurait, en effet, le pouvoir. S'il s'agissait d'un créancier de la personne non présente, l'article 1166 en fournirait facilement le moyen, mais même dans les autres cas, j'invoquerais encore, par analogie, les articles 112 et 131. Ce serait là, j'en conviens, une interprétation extensive, car je viens d'établir moi-même que tout notre titre ne s'applique qu'au cas où il y a incertitude sur l'existence, et quant à l'article 131, qui autorise des mesures conservatoires dans le cas même où l'existence est prouvée, on pourrait très bien répondre qu'autre chose est de main-

tenir et de continuer les mesures que l'absence déclarée avait déjà rendues nécessaires, autre chose de s'ingérer pour la première fois dans les affaires d'une personne, au moment même où il n'y a pas encore d'incertitude sur sa vie. Quoi qu'il en soit, j'appliquerais ces articles et je dirais avec Pœdus : *Quoties lege aliquid unum vel alterum introductum est bona occasio est, cætera quæ tendunt ad eandem utilitatem, vel interpretatione, vel certe jurisdictione suppleri* (L., 13, ff. de *Legibus*). »

Dans les divers cas que nous venons de passer en revue, la doctrine et la jurisprudence sont à peu près unanimes, à quelques dissidences près, à admettre la mesure du séquestre. Mais nous arrivons maintenant à une hypothèse où la question est bien plus controversée en doctrine, et où la jurisprudence est beaucoup plus flottante, bien que là encore la pratique du séquestre présente un caractère d'utilité très manifeste. Nous voulons parler de l'hypothèse de divorce ou de séparation de corps. Les Tribunaux peuvent-ils, en ce cas, dans le but de sauvegarder les droits de la femme, ordonner le séquestre des biens de la communauté ? Il y a en effet un danger évident à maintenir au mari pendant l'instance en divorce ou en séparation de corps tous ses pouvoirs de chef de la communauté ; le ressentiment ou la cupidité pouvant le porter à des actes de dilapidation ou lui inspirer des pensées de fraude. Toutefois, les auteurs sont loin d'être d'accord sur la question de savoir si cette mesure préventive si efficace peut être admise en pareille hypothèse. On a même contesté qu'un séquestre puisse être nommé

avec la seule mission de conserver entre ses mains des sommes dépendant de la communauté; car, a-t-on dit, même alors, cette nomination de séquestre a pour résultat d'enlever au mari l'administration et la jouissance des sommes ainsi consignées entre les mains d'un tiers (Huc., t. II, n° 358).

Cette opinion se comprenait encore sous l'empire de l'ancien article 270 du Code civil. La doctrine et la jurisprudence se montraient en effet plutôt hostiles à la mesure du séquestre, parce qu'elle était en contradiction avec les pouvoirs que les articles 1421 et 1428 du Code civil accordent au mari comme chef de la communauté, et aussi, disaient les partisans de l'opinion suivant laquelle l'article 1961 est limitatif, parce que ce cas ne rentre point dans l'énumération qu'il donne des cas où le séquestre est possible (1).

Cette opinion qui se basait sur les termes restrictifs de l'article 270 avait conduit à décider que le mari reste malgré la demande en séparation de corps formée contre lui administrateur légal de la communauté, et que cette qualité n'est point détruite par l'ordonnance de référé qui le nomme administrateur séquestre et qui a pour seul résultat de le rendre responsable des objets inventoriés; qu'il gère par conséquent comme

(1) En ce sens, Massé et Vergé sur Zacchariæ, t. I., p. 263, § 143, note 13. — Aubry et Rau, t. V., p. 197, § 493, texte et note 5. — Laurent, t. III, n° 268, p. 307. — Allemand, t. II, n° 1423, p. 806. — Pont, *Petits contr.*, t. I, n° 560, p. 256. — Amiens, 4 prairial an XII : S. et P., chr. — Liège, 13 janv. 1809 : S. et P. chr. — Angers, 27 août 1817 : S. et P. chr. — Bruxelles, 13 nov. 1847 : *Pasic. belge*, 1847, 2, 245; *Belg. jud.*, 1848, 74.

administrateur légal et non comme séquestre judiciaire et n'a droit à aucun émolument pour sa gestion. (Paris, 2 avril 1869 : S., 69, 2, 205; P. 69, 958.)

En ce sens, il avait été aussi jugé que pendant l'instance en divorce ou en séparation de corps, les Tribunaux ne peuvent ordonner que les revenus communs seront perçus par un tiers chargé de rendre compte (1); que la femme qui poursuit sa séparation de corps ne peut demander le séquestre des fruits de ses biens personnels, encore qu'ils soient sur le point d'être recueillis (2); que la femme à qui il échoit une succession pendant une instance en séparation de corps n'est pas fondée à demander que les biens de la succession soient mis en séquestre, que le mari en est administrateur légal (3); que le mari ne pouvant, en exécution de l'article 270 du Code civil, être dessaisi de l'administration des biens de la communauté, les valeurs trouvées sous les scellés apposés à la requête de la femme demanderesse en divorce doivent, après avoir été inventoriées, être remises au mari qui en est constitué gardien judiciaire; que les juges ne peuvent prescrire que ces valeurs seront déposées entre les mains d'un notaire pour en faire l'encaissement à l'échéance et en verser les revenus au mari (Paris, 2 mars 1886 : S., 86, 2, 161; P., 86, 1, 963).

(1) Amiens, 4 prair. an XII, précité. — Paris, 13 juillet 1825 : S. et P. chr.

(2) Liège, 13 janv. 1809, précité. — Bruxelles, 16 juin 1832 : *Pasic. belge*, 32, 179. — 13 nov. 1847, précité.

(3) Angers, 27 août 1817, précité.

Mais l'opinion favorable à la mesure du séquestre comptait déjà, même sous l'empire de l'article 270, d'assez nombreux partisans. Il n'est pas exact, disait-on, à l'appui de cette doctrine, de soutenir que l'instance en divorce ne modifie pas les pouvoirs d'administration du mari. Sans doute, en principe, le mari reste pendant les poursuites maître des droits et actions de la femme. Ainsi il peut sans son concours former une demande en partage des biens des successions qui lui sont échues et qui tombent dans la communauté (Paris, 7 pluviôse an XII : S. et P., chr.) Sans doute encore l'administration des biens communs lui appartient, même après la séparation de corps, jusqu'à la liquidation définitive, lorsqu'il n'existe aucun motif de la lui enlever (Paris, 13 juillet 1825 : S. et P. chr.). Et le droit accordé à la femme de réclamer pendant l'instance en séparation de corps une provision alimentaire est même fondé sur ce que le mari conserve nonobstant la demande en séparation de corps l'administration et la jouissance des biens qui composent la communauté, ainsi que de ceux personnels à la femme et qu'il n'en peut être dépouillé que par la liquidation définitive (Massol, *Sép. de corps*, p. 160, n° 13).

Mais l'article 270 lui enlève une partie notable de ses droits, puisqu'on peut se demander si, après les scellés, il peut encore aliéner les choses inventoriées. D'autre part, l'article 271 lui porte un coup plus sensible encore en déclarant annulables les obligations qu'il a pu contracter postérieurement à l'ordonnance intervenue à la suite de la tentative de conciliation. Aussi la Cour de cassation avait-elle été amenée à

décider que l'ordonnance mentionnée en l'article 271 du Code civil, par laquelle, avant l'instance en séparation de corps, le président du Tribunal civil ordonne la comparution des parties devant lui a pour effet de faire cesser ou tout au moins de suspendre la qualité d'administrateur de la communauté que le mari tient de l'article 1421 ; qu'en conséquence les condamnations que les créanciers obtiennent contre le mari seul postérieurement à cette ordonnance ne rejaillissent pas de plein droit contre la femme, et que celle-ci après la séparation de corps prononcée peut toujours attaquer comme contractées en fraude de ses droits dans la communauté les obligations en vertu desquelles ces condamnations ont été obtenues (Cass., 26 juin 1866 : S., 166, 1, 334 ; P., 66, 900).

Il n'est pas exact, ajoutait-on, de soutenir que l'article 1961 a un caractère limitatif. Nous avons vu, en effet, que la plupart des auteurs et la jurisprudence penchent plutôt vers l'opinion contraire. Et d'ailleurs, même en admettant que l'énumération de l'article 1961 soit limitative, il n'en résulterait pas l'impossibilité pour les juges de nommer un séquestre chargé d'administrer les biens de la communauté pendant l'instance en séparation de corps ou en divorce. « La généralité des termes de l'article 1961, dit à cet égard M. Demolombe (*Traité du Mariage et de la Sép. de corps*, t. II, n° 465, p. 575) paraît pouvoir s'appliquer à notre hypothèse. » Et M. Massol (*De la Sép. de corps*, p. 248), développant la même idée, s'exprimait ainsi : « L'argument que l'on tire de l'article 1961 n'est nullement péremptoire, il n'empêche pas qu'un séquestre puisse

être nommé dans le cas qui nous occupe. Il porte en effet que les Tribunaux peuvent ordonner le séquestre d'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes ; l'espèce que nous discutons ne rentre-t-elle pas dans les termes élastiques de cet article ? La femme n'a-t-elle pas un droit éventuel sur les biens de la communauté (1) ? » Toutefois, le raisonnement de M. Massol nous semble forcé en ce sens qu'il considère toute co-propriété comme nécessairement litigieuse.

Enfin on invoquait dans le sens de la possibilité de nommer un séquestre la disposition de l'article 869 du Code de procédure civile qui autorise en termes très généraux les actes conservatoires au cours de l'instance en séparation de biens. « Il est vrai, dit M. Demolombe (*op. et loc. cit.*) que la demande en séparation de biens étant fondée sur le désordre des affaires du mari, on a dans ce cas un motif de plus de recourir aux actes conservatoires. Mais ces actes sont aussi dirigés contre les dilapidations et les fraudes que la cupidité ou le ressentiment peut inspirer au mari ; or, ces fraudes et ces dilapidations sont certes, autant, et même plus à craindre de la part du mari contre lequel la séparation de corps est demandée. Et d'ailleurs, est-ce que l'article 869 n'est pas l'application d'une règle de droit commun (art. 1180) et avant tout une règle de prudence, de justice, de nécessité ? Est-il

(1) Voir dans ses motifs, Caen, 16 mars 1825 : S. et P., chr.

possible qu'en présence d'un danger imminent, la loi refuse d'écouter celui qui demande l'emploi d'une mesure purement conservatoire ? » (1)

Un nombre assez considérable d'arrêts s'étaient rangés à cette doctrine et avaient admis la possibilité de nommer un séquestre, soit en ce qui concerne les biens propres de la femme (2), soit en ce qui concerne les biens de la communauté (3).

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Douai du 6 avril 1853 (D., 56, 2, 145) a décidé que dans le cas d'une demande en séparation de corps formée par la femme, le Tribunal peut ordonner que les biens de celle-ci et ceux de la communauté seront administrés par un tiers pendant l'instance, lorsque les circonstances donnent lieu de craindre qu'il n'y ait danger pour la famille à laisser cette administration aux mains du mari ; que spécialement il peut recourir à cette mesure pour assurer le paiement des provisions *ad litem* et alimentaire accordées à la femme, soit pour elle, soit pour ses enfants, sauf à enjoindre en ce cas à l'administrateur désigné de remettre au mari la portion des revenus excédant ces provisions et les frais du procès.

Depuis lors, la loi du 18 avril 1886 a remplacé l'ancien article 270 par l'article 242, qui est conçu dans

(1) Voir dans les motifs, Cass., 14 mars 1855 : S., 56, 1, 655 ; P. 55, 1, 297 ; D. 56, 1, 235.

(2) Liège, 20 février 1806 : S., chr. — Bordeaux, 29 mai 1883 : *Journal arr.*, Bordeaux 1883, p. 186. — 8 janv. 1884, *ibid.*, 1884, p. 144.

(3) Bordeaux, 29 mai 1883 et 8 janv. 1884, précités. — Caen, 4 juin 1885 : Rec. arr. Caen, 1885, p. 245.

des termes plus généraux. Il semblerait donc que la question devrait être définitivement tranchée en faveur de la possibilité du séquestre. Il n'en est rien toutefois, et la controverse a subsisté plus vive que jamais. Doctrine et jurisprudence sont très divisées et l'on peut compter jusqu'à quatre systèmes sur cette question.

Un premier système décide de façon absolue que l'article 242 ne limitant pas les mesures conservatoires qui peuvent être ordonnées dans l'intérêt de la femme les juges sont investis à cet égard d'un plein pouvoir discrétionnaire, et peuvent confier l'administration des biens de la femme et de la communauté soit à un tiers, soit à la femme elle-même. Toutefois, le mari ne peut être ainsi dépouillé de ses pouvoirs d'administrateur que s'il est établi que, par des actes de dilapidation, ou par sa mauvaise gestion, il a compromis la fortune de sa femme, et en particulier, la femme ne peut obtenir la nomination d'un séquestre des valeurs mobilières de la communauté que si elle démontre que la mauvaise gestion de son mari justifie cette mesure conservatoire. (1) Nous verrons tout à l'heure, en les adoptant, les arguments sur lesquels se fonde cette opinion.

(1) Vraye et Gode, t. II, n° 559. — Carpentier, t. II, n° 98. — Poulle, p. 218. — Planiol, *Rev. crit.*, 1887, p. 695. — Dijon, 11 juin 1887 : *Loi*, 9 juillet 1888. — *Gaz. Pal.*, 1887, Sup., p. 13. — Paris, 13 avril 1889 : S., 91, 2, 27 ; P. 91, 1, 205 ; D. 92, 2, 552. — Nancy, 13 juillet 1895 : D., 96, 2, 421. — Paris, 2 déc. 1896 : *Gaz. Trib.*, 9 décembre 1896. — Paris, 27 juillet 1888 : *Gaz. Trib.*, 12 octobre 1888. — Trib. civ. Seine, 14 février 1898 : *Gaz. Trib.*, 11 et 12 juillet 1898.

En sens inverse, un deuxième système enseigne, d'une façon aussi radicale, que si à partir du moment où s'introduit une instance en divorce, la femme peut provoquer certaines mesures de conservation pour ses droits et reprises matrimoniales, c'est à la condition que ces mesures ne feront point obstacle au droit d'administration conféré au mari par les articles 1421 et 1428 du Code civil ; que par suite il ne peut en aucun cas être nommé de séquestre avec pouvoir d'administrer soit les propres de la femme, soit les biens de la communauté, même s'il s'agit d'un bien considéré individuellement. Le mari, dit-on dans ce système, est seigneur et maître de la communauté, c'est là une maxime de notre ancien droit qui domine toutes les règles applicables à l'administration de la communauté, et qui se trouve formellement énoncée dans l'article 1421 du Code civil : « Le mari administre seul les biens de la communauté. » Toute dérogation à ce principe d'ordre public est interdite par l'article 1388, comme une abdication des droits du mari, chef de la communauté, droits qu'il tient de la loi elle-même et dont il ne peut être dépouillé que par la dissolution de la communauté. La femme peut donc bien demander et obtenir des mesures conservatoires, c'est de toute justice ; mais il est impossible qu'elle puisse faire destituer le mari de l'administration de la communauté, en tout ou en partie, et le dépouiller de ses droits de chef (1). Ce serait porter atteinte

(1) Laurent, t. III, p. 307. — Huc, t. II, n° 358. — Paris, 11 mai 1891 : *Loi*, 1891, p. 1013. *Droit*, 27 août 1891. — Riom,

à une situation constitutive de l'association conjugale.

Un troisième système distingue entre les biens de la communauté et les biens propres de la femme ; en ce qui concerne les premiers, le pouvoir d'administration conféré par la loi au mari ne saurait lui être enlevé ni en tout, ni en partie, au contraire pour ce qui est des seconds, la femme peut, en vertu de l'article 242 du Code civil, demander qu'un séquestre soit nommé avec mandat de veiller à leur conservation à la place du mari, s'il est à craindre que celui-ci n'y apporte pas les soins d'un bon père de famille. Les Tribunaux devront apprécier, eu égard aux circonstances, s'il y a lieu d'appliquer la mesure réclamée, et ils devront prendre en considération non seulement le dol et la fraude, mais toutes causes qui seraient de nature à mettre en péril les droits éventuels de la femme, telles que l'insolvabilité de son mari, ses habitudes de prodigalité ou de mauvaise administration.

En effet, s'il est de principe que pendant l'existence de la communauté, le mari a seul, et à l'exclusion de la femme, le pouvoir absolu de disposer de la chose commune, sauf à celle-ci à provoquer sa séparation de biens pour se mettre à l'abri de la mauvaise gestion de son mari, la loi permet cependant dans certaines

21 décembre 1891 : S., 92, 2, 4. — Bordeaux, 25 avril 1894, *Journ. arr.*, Bordeaux 1894, 1, 211. — Paris, 30 octobre 1894 : S., 96, 2, 92 ; D., 95, 2, 223. — Montpellier, 24 décembre 1894, *Journ. not.*, 1895, p. 471 ; D., 95, 2, 355. — Trib. civ. Seine, 9 octobre 1889 : *Loi*, 1^{er} août 1890. — Lyon, 25 mai 1892 : D., 92, 2, 535.

circonstances données de tempérer la rigueur de ces principes ; notamment l'article 242 du Code civil autorise l'un ou l'autre des époux, en cas de divorce, à prendre avec l'autorisation de justice pour la garantie de ses droits, certaines mesures conservatoires ; mais quelque étendues que ces mesures puissent être, elles ne sauraient aller jusqu'à dépouiller complètement le mari de la gestion et de l'administration de la communauté ; mais on peut, sans faire échec à la puissance maritale, et sans mettre le mari hors du droit commun en le frappant d'interdiction, confier à un tiers l'administration des biens propres de la femme (1).

Enfin, un quatrième système, qui tend à prévaloir, est le suivant : Le mari ne peut sans doute être dépouillé complètement de la gestion et de l'administration de la totalité de la communauté ; mais il pourrait en être privé partiellement à l'égard d'un bien déterminé dépendant de ladite communauté, et par suite un séquestre pourrait être nommé pour administrer ledit bien (2).

La jurisprudence semble pencher vers ce dernier système depuis l'arrêt de la Chambre des requêtes du 26 mars 1889 (D. 89, 1, 444), lequel décide, que s'il est

(1) Rouen, 19 mars 1891 : *Rec. arr.*, Caen, 1891, 2, 77 ; *Loi* 1891, p. 779 ; *Pand. franç.*, 91, 2, 321 ; *Gaz. Pal.*, 91, 1, 626. — Bordeaux, 11 janvier 1893 : *Pand. franç.*, 94, 2, 118 ; D., 93, 2, 518. — Montpellier, 31 janvier 1895 : D., 95, 2, 355.

(2) Massigli, *Rev. Crit.*, 1890, p. 457. — Rapport de M. Féraud-Giraud, dans l'arrêt du 26 mars 1889 : D., 89, 1, 444. — Poulle, p. 219 et 220. — Coulon, t. III, p. 248.

vrai que dans le cours d'une instance en divorce, la femme peut, avec autorisation de justice, prendre des mesures conservatoires pour la garantie de ses droits, les pouvoirs des juges dans le choix de ces mesures ne peuvent, quelque étendus qu'ils soient, aller jusqu'à dépouiller complètement le mari de l'administration des biens de la communauté, pour en investir un tiers qui serait ainsi constitué gérant et administrateur de la communauté légale, à l'exclusion du mari ; et spécialement que les juges doivent repousser la demande de la femme tendant à faire nommer un tiers administrateur judiciaire de la communauté légale de biens existant entre les époux avec tous pouvoirs nécessaires pour gérer et administrer ladite communauté jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande principale en divorce et, le cas échéant, jusqu'à l'issue de la liquidation, ainsi qu'à faire autoriser cet administrateur à se mettre en possession de l'actif de la communauté et à rechercher par toutes les voies de droit quelle en est la consistance (1).

Tel est sur cette question l'état de la doctrine et de la jurisprudence à l'heure actuelle. Pour nous, nous n'hésitons pas à nous rattacher au premier de ces systèmes, et à admettre que les juges peuvent confier pour la durée de l'instance en divorce ou en séparation

(1) Dans le même sens, Paris, 13 avril 1889 : S., 91, 2, 27 ; D., 92, 2, 552. — Paris, 13 août 1889 : *Droit*, 12 octobre 1889. — Trib. civ. de la Seine, 20 mars 1891 : *Pand. franç.*, 93, 2, 118. — Bordeaux, 11 janvier 1893 : D., 93, 2, 519. — Paris, 30 octobre 1894 : S., 96, 2, 92 ; D., 95, 2, 223.

de corps l'administration des biens de la femme et de la communauté soit à la femme elle-même, soit à un tiers séquestre, pourvu toutefois qu'il y ait juste sujet de craindre que, soit par sa mauvaise foi, soit par son impéritie, le mari ne compromette les droits de sa femme. En effet, si sous l'empire de l'ancien article 270 des doutes assez graves pouvaient s'élever sur le bien fondé de cette opinion, il nous semble qu'ils sont pleinement éclaircis par la rédaction de l'article 242 actuel. Le texte nouveau en effet s'exprime d'une façon beaucoup plus large, il autorise toutes les mesures conservatoires possibles, en citant l'apposition des scellés seulement à titre d'exemple. Les mots « effets mobiliers » ont été remplacés par l'expression beaucoup plus générale de « biens » qui peut s'appliquer aux immeubles aussi bien qu'aux meubles. Enfin une addition a été faite, très importante, et selon nous, décisive. L'alinéa final du nouvel article dit en effet : « Les objets et valeurs sont inventoriés et prisés; l'époux qui est en possession en est constitué gardien judiciaire, *à moins qu'il n'en soit décidé autrement.* » Par conséquent ce n'est plus nécessairement le mari, ce peut être la femme ou même un tiers qui est constitué séquestre. Ce dernier argument nous paraît trancher définitivement la question en faveur de notre opinion.

Dans tous les cas la femme qui a obtenu le divorce ou la séparation de corps pourrait certainement demander qu'un séquestre soit nommé pour conserver les fonds et valeurs dépendant de la communauté jusqu'à la fin de la liquidation, s'il existe de justes

soupons de dissipation du patrimoine commun contre le mari (1).

Il y a une hypothèse qui se rapproche sensiblement de celle que nous venons d'examiner, c'est celle d'une demande en séparation de biens. Est-il possible pendant l'instance de nommer un séquestre aux biens de la communauté et de la femme ? La négative a été soutenue et l'on se fondait sur l'article 270 qui confie au mari même la garde des choses inventoriées ; mais cet article prévoit une demande en divorce ou en séparation de corps, fondée sur sévices ou injures graves ; la demande en séparation de biens est motivée par des habitudes de dissipation et le désordre des affaires et, par suite, rend plus suspecte la gestion du mari. D'autre part, l'article 869 du Code de procédure civile autorise tous les actes conservatoires. On argumentait aussi du caractère limitatif de l'article 1961 du Code civil. Nous avons admis avec la majorité des auteurs et des décisions judiciaires qu'il n'en était rien. Et d'ailleurs, même en admettant que l'énumération de l'article 1961 soit limitative, il serait possible de faire rentrer notre hypothèse dans le cas relatif aux choses litigieuses. En effet, que veut conserver la femme par le séquestre ? Un droit, subordonné à l'évènement du procès, un droit qui en cas de séparation et à compter de sa demande, l'investira de la moitié de la communauté et des revenus personnels échus dans l'intervalle. On dit que le droit de la femme est incertain, et non

(1) En ce sens, Douai, 4 mai 1896 : D., 98, 2, 357. — Cass. 10 juin 1898 : D., 98, 1, 536.

litigieux. Mais c'est cette incertitude même qui a fait du litige un cas de séquestre.

On se réclamait aussi de trois arrêts rendus en matière de séparation de corps, et refusant d'ordonner un séquestre soit pour les revenus de la communauté (1), soit pour les fruits de ses biens personnels (2), soit pour les biens d'une succession échue à la femme pendant l'instance (3). Mais ici la gestion du mari peut ne pas donner les mêmes inquiétudes que dans le cas d'une demande en séparation de biens.

Actuellement d'ailleurs l'article 270 a été remplacé par l'article 242, conçu dans des termes beaucoup plus larges, et avec lui est tombé l'argument le plus fort de la doctrine qui refuse d'admettre le séquestre des valeurs de la communauté et de la femme au cas d'une demande en séparation de biens. Quant à nous, qui avons admis la possibilité de cette mesure en matière de divorce, nous l'admettrons *a fortiori* en cas de séparation de biens, les motifs qui militent en faveur de cette utile mesure s'appliquant ici avec une force nouvelle (4).

Mais où la jurisprudence a trouvé un vaste champ d'application pour cette pratique du séquestre, c'est en matière de successions. Elle a en effet organisé sous le

(1) Amiens, 4 prairial an XII : S. et P. chr.

(2) Liège, 13 janvier 1809 : S. et P. chr.

(3) Angers, 27 août 1817 : S. et P. chr.

(4) Demolombe, *Mariage*, t. IV, n° 465. — Guillouard, t. III, n° 1121. — *Contra* : Dutruc, *Traité de la sép. de biens judic.*, n° 138.

nom d'administrations provisoires de nombreux cas de séquestre.

Tout d'abord, avant que la succession ait été acceptée, pendant les trois mois et quarante jours que la loi accorde aux héritiers pour faire inventaire et délibérer, si ces héritiers ne se font pas connaître ou refusent d'agir, est-ce que la succession va rester à l'abandon ? Non, évidemment, il appartiendra aux intéressés de provoquer des mesures conservatoires, et il est admis couramment qu'ils pourront obtenir du Président du Tribunal statuant en référé la nomination d'un administrateur provisoire séquestre. Le président puise ce droit, pensons-nous, dans l'article 944 du Code de procédure civile. Il est en effet nécessaire de concentrer l'administration d'une succession dans les mains d'une seule personne en attendant que les héritiers aient pris qualité.

Il y a lieu d'abord pour les Tribunaux de nommer un administrateur séquestre en cas de contestation sur la dévolution de la succession (1).

Celui qui réclame une succession comme légataire universel institué par testament olographe, et dont la qualité est contestée, est recevable à demander en référé, même avant son envoi en possession, les mesures provisoires et urgentes qui peuvent être

(1) Demolombe, XV, n° 485. — De Belleyrne. — Bertin. — Cass. req., 27 avril 1825 : S. chr. — Paris, 21 février 1814 : D., Rép., V° succ., n° 1763. — Bordeaux, 4 avril 1855 : S., 56, 2, 117. — Paris, 23 mai 1873 : B. C. P., 1873, p. 46. — Paris, 25 mai 1889 : *Gaz. Trib.*, 29 septembre 1889. — Angers, 26 juin 1889 : S., 89, 2, 237. — Nancy, 20 décembre 1892 : D., 94, 2, 9.

nécessaires pour sauvegarder ses droits, et spécialement la nomination d'un administrateur provisoire (Paris, 18 novembre 1871 : S., 71, 2, 197 : D., 72, 2, 69).

Dé même les héritiers naturels ou tous autres prétendants ont le droit de demander contre le légataire universel envoyé en possession la nomination d'un séquestre à la succession (1). Toutefois il n'y aurait pas lieu à cette nomination, si le légataire universel était resté longtemps en possession de la succession sans aucune opposition des parties intéressées et, si d'autre part, cette possession ne pouvait nuire aux droits que ces parties peuvent faire valoir (2), ou bien encore lorsque l'ordonnance d'envoi en possession n'avait été frappée ni d'opposition ni d'appel par l'héritier qui conteste le testament, et qu'en fait il n'y avait ni urgence ni péril justifiant cette mesure (3).

Il y a lieu à nomination d'un séquestre lorsque certains héritiers sont ou non présents ou incapables, et que personne ne se présente pour accepter ou répudier la succession (4), ou bien s'ils sont inconnus (5); ou bien en cas de désaccord entre les héritiers sur l'administration de la succession (6).

(1) Paris, 26 mars 1884 : *La Loi*, 1884, p. 343. — Paris, 23 novembre 1892 : *Gaz. Trib.*, 16 décembre 1892.

(2) Caen, 10 mai 1897 : *Gaz. Pal.*, 1897, 2, 452.

(3) Paris, 17 mars 1898 : *Gaz. Trib.*, 15 juin 1898; *Fr. Jud.*, 98, 2, 392.

(4) Paris, 19 mai 1840 et 30 septembre 1841. Berlin, *Ord. sur réf.*, t. II, n° 634. — Bordeaux, 22 novembre 1870 : S., 71, 2, 90.

(5) Paris, 8 novembre 1892 : D., 93, 2, 248.

(6) Paris, 30 novembre 1843, 19 décembre 1849, 31 décembre 1852, 19 août 1853, cités par de Belleyme, t. II, p. 332.

Tant que les intéressés ne savent pas encore par qui la succession sera acceptée, et si les conditions de la vacance ne se rencontrent pas, on admet qu'ils peuvent faire nommer un administrateur provisoire (Paris, 17 novembre 1881 : *Gaz. Pal.*, 1881-82, 1, 355). Ils le peuvent notamment pour intenter une action contre la succession.

Le Tribunal saisi d'une demande d'envoi en possession peut nommer un administrateur provisoire pendant le temps nécessaire à l'accomplissement des formalités. Il peut charger de cette administration le demandeur ou la confier à un tiers (1).

Lorsqu'on a lieu de supposer qu'une succession ne sera pas réclamée par les héritiers, il est d'usage que le Procureur de la République, poussé par l'Administration des domaines qui, prévoyant la vacance, veut sauvegarder ses droits, demande au Tribunal la désignation d'un administrateur provisoire chargé de sauvegarder les droits de l'Etat.

Il y a lieu également à la désignation d'un administrateur provisoire séquestre, quand, pendant la curatelle, la succession est réclamée par un héritier. L'administrateur provisoire doit la gérer dans l'intervalle qui s'écoule entre la réclamation de l'héritier qui fait immédiatement cesser la vacance, et l'envoi en possession de l'héritier (Lyon, 21 août 1884 : *Gaz. Pal.*, 1885, 1, supp., 80).

(1) Paris, 26 mars 1835 : S., 35, 2, 282 ; P., 35, 2, 393 ; D., 35, 2, 105. — Cass., 17 août 1840 : S., 40, 1, 759 ; P., 40, 2, 452 ; D., 40, 4, 275. — Bertin, *Ch. du Cons.*, t. II, p. 400.

Toutefois il n'y a pas lieu à la nomination d'un administrateur séquestre dans tous les cas où une succession n'a pas encore été acceptée par les intéressés, mais seulement quand ils ne peuvent par eux-mêmes ou par des mandataires administrer provisoirement. Aussi la Chambre du Conseil du Tribunal de la Seine a-t-elle refusé d'ordonner cette mesure alors que la succession avait déjà été administrée par les appelés à la succession, et dans une autre espèce, alors qu'il était facile à ceux qui devaient recueillir la succession de l'administrer (1).

De même il a été jugé qu'il n'y a pas lieu de placer sous séquestre les biens d'une succession dont l'administration a été commencée et peut être continuée par l'un des héritiers sans frais et au mieux des intérêts de tous (Lyon, 27 mars 1893 : D., 94, 2, 60).

Le droit que s'arrogent les Tribunaux, dans ces diverses hypothèses, de nommer des administrateurs provisoires séquestres aux biens d'une succession, ne souffre pas de grandes difficultés, car il s'agit là d'une situation essentiellement temporaire. Mais la jurisprudence a rencontré une résistance beaucoup plus vive de la part de la doctrine lorsqu'elle a voulu étendre cette pratique à la succession bénéficiaire, et retirer l'administration à l'héritier sous bénéfice d'inventaire pour la confier à un administrateur séquestre, si elle jugeait cette mesure utile dans l'intérêt des créanciers.

En effet, dit-on dans la doctrine opposée, l'héritier

(1) Trib. civ. Seine, 20 avril 1853 et 26 août 1853. Bertin, *Ch. du Cons.*, t. II, p. 505.

bénéficiaire est « chargé » aux termes de l'art. 803 du Code civil de l'administration; c'est un droit pour lui aussi bien qu'une obligation, de garder cette administration. Au reste l'héritier est propriétaire malgré le bénéfice d'inventaire, et ce sont ses propres biens qu'il administre; ce serait donc exercer contre lui une véritable expropriation pour cause d'utilité privée que de lui enlever cette administration pour la confier à un tiers. D'autre part la loi fournit aux créanciers et légataires plusieurs moyens de ne pas subir les conséquences des fautes et des fraudes de l'héritier, et ces moyens excluent tous les autres. « De quel droit, en effet, dit M. Garraud, dans son ouvrage sur la Déconfiture (chap. vi), les créanciers demanderaient-ils la nomination d'un séquestre? L'héritier n'est-il pas administrateur et liquidateur de la succession? Et s'il l'administre et la liquide, c'est par l'effet de sa vocation héréditaire, et non en vertu d'un mandat de justice. Préoccupée de l'intérêt des créanciers, la loi impose, du reste, à l'héritier l'obligation de fournir caution; elle l'oblige à ne réaliser les biens de la succession qu'en remplissant certaines formalités; elle donne aux créanciers la faculté par une opposition individuelle d'ouvrir une procédure judiciaire de contribution. »

D'ailleurs, la jurisprudence en général, tout en enlevant l'administration à l'héritier bénéficiaire dans des cas particuliers, reconnaît qu'en principe il ne peut être dépouillé de ce droit (1).

(1) Paris, 25 juillet 1826 : S. chr. — Metz, 23 juillet 1865 : S., 66, 2, 29. — Note sous Caen, 2^e fév. 1879 : S. 80, 2, 237.

Cependant la plupart des auteurs admettent au moins une dérogation à cette règle, pour le cas où l'héritier a commis des malversations dans sa gestion ; les Tribunaux pourraient, dans ce cas, par mesure de précaution, lui enlever l'administration. Puis on va plus loin ; à la fraude on assimile la négligence ou l'impéritie qui font commettre à l'héritier une faute grave dans la gestion entravant la réalisation de l'actif, le paiement du passif (1). M. Laurent (t. X, n° 124) n'admet pas cette dérogation : « L'administration bénéficiaire, dit-il, appartient à l'héritier en sa qualité de successeur et de représentant du défunt ; propriétaire et possesseur, c'est à lui à administrer ; de quel droit le Tribunal dessaisirait-il l'héritier saisi ? Sans doute il faut des garanties pour les créanciers et les légataires ; la loi les détermine dans les articles 803 et 804 du Code civil ; le juge ne peut pas aller au-delà sans se faire législateur. » La jurisprudence cependant n'a jamais hésité à consacrer l'opinion contraire dans cette première hypothèse (2).

Mais la jurisprudence attribue aux Tribunaux un pouvoir beaucoup plus étendu, et décide qu'ils peuvent confier à un séquestre l'administration de la succession

(1) Demolombe XV, n° 239. — Aubry et Rau, VI, p. 450 § 618 note 23. — Garraud, *de la Déconfiture*, chap. VI. — Le Sellyer, II, 938. — Planiol, note sous D., 94, 2, 81.

(2) Cass. req., 5 août 1846 : D., 46, 1, 467. — Cass. req., 19 mars 1867 : S., 67, 1, 220. — Metz, 23 juillet 1865 : S., 66, 2, 29. — Paris, 9 février 1892 : D., 92, 2, 229. — Voir cependant en sens contraire ; Trib. civ. Seine, 9 novembre 1887. : *La Loi*, 28 février 1888.

toutes les fois que les circonstances, dont ils sont juges souverains, peuvent l'exiger. C'est ainsi qu'il a été jugé que si en principe l'administration d'une succession bénéficiaire appartient à l'héritier sous bénéfice d'inventaire, les Tribunaux peuvent et doivent néanmoins la confier à un tiers lorsque cette mesure leur paraît commandée par l'avantage des parties intéressées, et par l'impossibilité de suivre la marche ordinaire en matière d'administration de succession bénéficiaire (1); que par exemple il y a lieu de nommer un administrateur étranger lorsque l'héritier est un mineur dont le tuteur peut avoir des intérêts opposés à ceux des créanciers, et que cet héritier n'ayant rien à prendre dans la succession à raison de l'importance du passif, cette absence d'intérêt pour lui dans la liquidation fait craindre que celle-ci ne souffre des lenteurs (2).

Jugé encore qu'il y a lieu à nomination d'un administrateur séquestre lorsque la liquidation de la succession exige une compétence technique qui manque à l'héritier (3); lorsque l'héritier ou l'un des héritiers est tellement éloigné qu'il ne peut pas administrer facilement (4) lorsque d'autres raisons compromettent les intérêts des créanciers (5).

(1) Trib. civ. Seine 16 mai 1882 : *Gaz. Pal.*, 1881-82, 2^e vol. p. 87.

(2) Douai, 13 août 1855 : D., 56, 2, 92; S., 56, 2, 342. — Cass., req., 17 décembre 1895 : D., 96, 1, 467.

(3) Caen, 10 mars 1891 : *Droit*, 18 avril 1891.

(4) Trib. civil. Seine, 16 mai 1882 : *Gaz. Pal.*, 1881-82, 2, 87.

(5) Caen, 12 mars 1889 : Rec. de Rouen, 1891, 2, 49. — Trib. civ. Pithiviers, 4 février 1841, cité *Pand. franç.*, 87, 2, 255 (note). — Trib. civ., Pithiviers, 12 mai 1887, *Pand. franç.*, 87, 2, 255.

Il a été également jugé que l'administration d'une succession bénéficiaire peut être confiée à un tiers séquestre par les Tribunaux, sur la demande des créanciers lorsque l'héritier néglige de remplir ses obligations, par exemple lorsqu'il n'a pas fourni la caution exigée par la loi, ni opéré le dépôt de l'argent liquidé (1). Toutefois la Cour de Lyon dans un arrêt du 26 janvier 1871 (S., 71, 2, 11; D., 71, 2, 45) a décidé que le juge des référés ne peut sans excès de pouvoir par la nomination d'un administrateur séquestre dépouiller l'héritier bénéficiaire de son droit d'administration, à défaut par lui de fournir bonne et solvable caution dans un délai déterminé.

Nous mentionnerons aussi, en passant, le droit que se reconnaissent les Tribunaux, au cas où plusieurs héritiers bénéficiaires ne s'entendent pas entre eux, ou sont éloignés les uns des autres, et ont des intérêts opposés, de confier l'administration de la succession à l'un d'eux ou bien de désigner un tiers séquestre jusqu'au partage (2). Ces hypothèses rentrent dans la théorie toute différente de l'administration provisoire pendant l'indivision. Il est en effet reconnu, nous l'avons vu plus haut, que si pendant l'indivision les héritiers ne peuvent s'entendre sur l'administration, cette administration peut être confiée à l'un d'entre eux ou à un

(1) Paris, 5 juin 1891 : D., 94, 2, 81; S., 93, 2, 113. — Trib. civ. Seine, 25 octobre 1884 : *Gaz. Pal.*, 1885, 1, supp. 68.

(2) Cass., 5 août 1846; D., 46, 4, 467. — Bordeaux, 9 mars 1841; P., 41, 1, 705. — Caen, 22 février 1879 : S., 80, 2, 237.

tiers (1). Mais il s'agit là simplement d'une administration provisoire qui cessera avec l'indivision elle-même et qui ne permet à l'administrateur de faire que les actes conservatoires. Toute différente est l'administration séquestre d'une succession bénéficiaire.

L'extension donnée, en ce cas, par la jurisprudence à la pratique du séquestre repose sur des motifs assez sérieux. Elle peut invoquer d'abord un précédent historique. Montvallon (chap. IV, art. 19), mentionne un règlement de 1678, d'après lequel le juge pouvait dans certains cas et particulièrement s'il y avait, de la part de l'héritier, *fuite ou tergiversation*, faire régir les biens par un séquestre ou curateur, si trois créanciers le requéraient. D'autre part, c'est en vain que l'on reproche aux Tribunaux d'enlever à un propriétaire l'administration de ses biens, et cela sans texte, alors qu'il a fallu des dispositions spéciales de la loi pour qu'un mineur, un aliéné, un prodigue, une femme mariée pussent être dépouillés de leurs droits. C'est se placer à un faux point de vue, il ne s'agit pas d'ajouter un incapable de plus à la liste de ceux que la loi a reconnus. L'héritier bénéficiaire n'est pas un propriétaire ordinaire; il est tenu de certains devoirs envers les créanciers de la succession qu'il a recueillie et ces créanciers attendent ce qui leur est dû et demandent au besoin justice contre ce débiteur négligent. Il ne s'agit donc pas d'une incapacité; quand la loi enlève à un incapable l'administration de ses biens,

(1) Demolombe, XV, n° 485. — Vigié, II, n° 227. — *Contra*: Laurent, t. X, nos 225 et suiv.

c'est pour le protéger lui-même ou pour protéger sa famille ou bien encore dans le but de lui infliger une peine ; or, ici ces motifs n'existent pas ; ce sont les créanciers que l'on veut protéger. La situation de l'héritier bénéficiaire ressemble à celle du failli et ce qu'il faut établir ressemble à un dessaisissement. Le motif décisif qui, selon nous, justifie la jurisprudence se trouve dans l'article 803 Code civil. « L'héritier est chargé d'administrer la succession » dit, cet article. C'est donc une véritable obligation dont il est tenu envers les créanciers et dont il ne peut se décharger qu'en usant de la faculté d'abandon dans les conditions où la loi la lui réserve. Mais tant qu'il garde les biens, il reste tenu de ce devoir, qui est la contrepartie des avantages que la loi lui fait (Aubry et Rau, t. VI, § 648, p. 450, texte et note 23). Si l'acceptation d'une succession est considérée comme un quasi-contrat qui lie l'héritier envers les créanciers, ce quasi-contrat est unilatéral, quand l'acceptation de la succession est pure et simple, mais il est synallagmatique quand l'héritier accepte sous bénéfice d'inventaire ; la loi qui paralyse l'action des créanciers contre lui, lui crée en même temps des devoirs spéciaux. Les créanciers ont donc des droits à faire valoir contre l'héritier ; ils peuvent exiger de lui l'exécution d'une certaine obligation ; or, il s'agit là d'une obligation de faire, à l'exécution de laquelle le débiteur ne peut pas être contraint directement. Toutefois, comme elle est de nature à être exécutée par un autre, aussi bien que par lui, les créanciers sont fondés à demander, conformément au droit commun, qu'un tiers soit désigné par la justice,

pour faire à leur profit ce que l'héritier refuse de faire (1).

Ces raisons nous paraissent suffisantes pour justifier la légalité de la pratique du séquestre en matière de successions bénéficiaires.

Il est d'ailleurs un cas où de l'avis même des dissidents, il ne souffre pas de doute que le séquestre puisse être ordonné dans l'hypothèse d'une acceptation de succession sous bénéfice d'inventaire. C'est celui où l'héritier bénéficiaire use de la faculté que lui accorde l'article 802 du Code civil, de se décharger du paiement des dettes et legs en abandonnant tous les biens de la succession aux créanciers et légataires, délaissant par cela même l'administration et perdant tout droit de concourir à la gestion de la succession. Ce sera alors le cas pour les créanciers et légataires, d'organiser une liquidation amiable, et en cas de désaccord le juge saisi par le plus diligent pourra nommer un séquestre des biens de la succession (2).

Quelques adversaires acharnés du séquestre ont prétendu cependant qu'en pareille hypothèse le juge devait considérer la succession comme vacante et désigner un curateur sans spécifier la mission et la nature de ses fonctions, puisqu'elles sont réglées par les articles 998 et suivants du Code de procédure civile. Cette opinion, qui repose sur une fausse analogie, n'a d'ailleurs trouvé que de rares partisans. En effet,

(1) Planiol. Note sous D., 1894, 2, 81.

(2) Lyon, 27 février 1878 : Rec. Lyon, 1878, p. 454; *Monit. Jud.* Lyon, 8 juin 1878.

L'abandon consenti par l'héritier bénéficiaire n'équivaut pas à une renonciation, la succession ne devient pas vacante, et par suite l'article 812 Code civil qui n'impose la nomination d'un curateur que lorsqu'il n'y a pas d'héritier connu ou que les héritiers connus ont tous renoncé est ici sans application.

Nous venons de parler de succession vacante; au cas où personne ne se présente pour recueillir une succession, un créancier pourrait-il demander au Tribunal la nomination d'un séquestre avec mission de réaliser l'actif et de payer les créanciers? Mais dirait-on, la loi a pourvu elle-même par l'organisation de la curatelle aux nécessités qui résultent de la vacance de la succession; de quel droit les Tribunaux prendraient-ils d'autres mesures que celles que la loi juge devoir être les plus utiles aux intéressés?

Sans doute. Mais dans les trois mois et quarante jours qui suivent le décès du *de cujus*, il n'est pas possible de faire déclarer la succession vacante, par suite de nommer un curateur. Il sera donc loisible aux créanciers de faire nommer un séquestre administrateur provisoire pour la conservation de leur gage, ainsi que nous l'avons vu plus haut. De même l'Etat a le droit de faire nommer un administrateur provisoire pour représenter l'hérédité jusqu'au jour où un héritier légitime viendrait à se présenter ou bien, à défaut d'héritier, jusqu'au jour où l'Etat serait envoyé en possession (1). Il a même été jugé qu'une succes-

(1) Paris, 19 novembre 1872: B. C. P., 1872, p. 663; S., 73, 2, 67; D., 72, 2, 217. — Cass., 9 juillet 1873: D., 74, 1, 80.

sion à laquelle l'Etat prétend droit en l'absence de tout autre héritier connu, ne peut être réputée vacante; qu'en conséquence il n'y a pas lieu à la nomination d'un curateur à cette succession en attendant le jugement d'envoi en possession au profit de l'Etat, et que si un curateur a été nommé par le Tribunal avant la réclamation de l'Etat, ce curateur doit être révoqué, sauf au Tribunal à remettre l'administration provisoire de la succession à tel gérant qu'il jugera convenable. (Cass., 17 août 1840: S., 40, 1, 759; P., 40, 2, 752; D., 40, 1, 275.)

A cet égard il existe dans le département de la Seine une pratique spéciale. Vu le grand nombre de successions qui chaque année dans ce département demeurent non réclamées, et étant données les mesures exceptionnelles qu'exige la conservation des biens qui en dépendent, l'Administration a dû adopter de concert avec l'autorité judiciaire des dispositions spéciales destinées à sauvegarder les intérêts des ayant droit et à faciliter en même temps la gestion. Toutes les fois que l'existence d'une succession non réclamée et paraissant présenter un actif appréciable est signalée à l'Administration, avant l'expiration du délai de trois mois et quarante jours, le directeur des domaines présente au Tribunal par l'intermédiaire du Ministère public une requête tendant à obtenir la désignation d'un administrateur provisoire. Cet administrateur est chargé de procéder immédiatement et sans le concours de l'Administration à toutes les opérations actives et passives que comporte la liquidation de l'hérédité. Mais il est obligé d'en rendre compte à l'Administra-

tion, à toute réquisition et de remettre au receveur, avec les pièces justificatives du compte définitif, les titres ou papiers de la succession ainsi que le reliquat actif disponible entre ses mains.

Les administrateurs provisoires sont choisis exclusivement sur la liste des personnes agréées d'avance par le Tribunal et par l'Administration. Il leur est alloué des honoraires qui n'excèdent pas ordinairement 5 0/0. Le compte de l'administrateur provisoire est examiné et arrêté par le directeur des domaines. Le reliquat, versé immédiatement après l'approbation du compte, est porté en recette sous le titre : Epaves, déshérences et biens vacants. En même temps et pour régulariser cette appréhension effective de la succession, l'Administration remplit les formalités auxquelles la loi subordonne l'exercice de son droit de déshérence (770 C. civ.), à moins que les frais de ces formalités ne soient hors de proportion avec l'importance du reliquat encaissé.

Lorsque les opérations de liquidation non encore terminées par l'administrateur provisoire à l'expiration du délai de trois mois et quarante jours paraissent devoir se prolonger et que d'ailleurs il ne semble pas opportun d'appréhender définitivement la succession à titre de déshérence, l'Administration provoque ordinairement, avec le concours du Ministère public, un nouveau jugement qui déclare la succession vacante, et qui confère à l'administrateur provisoire la qualité de curateur dans les conditions de l'article 812 du Code civil. On procède alors à partir de cette date selon les règles du droit commun en matière de successions vacantes.

En cas d'insuffisance de l'actif, l'administrateur provisoire suspend la liquidation qui lui a été confiée, et il en rend compte au Domaine, sauf aux créanciers à prendre tel parti qu'ils jugent convenable. Les revendications faites par des héritiers, légataires ou autres ayant droit pendant le cours des opérations de liquidation, sont communiquées au Domaine par l'administrateur provisoire qui en aucune circonstance ne se dessaisit des biens de la succession (1).

Les diverses mesures que nous venons de voir, mises en pratique depuis 1865, à la suite d'une entente établie entre l'Administration, le Président du Tribunal de la Seine et les magistrats du Ministère public, ont produit des résultats avantageux pour l'Etat et pour les particuliers. Elles sont conformes à l'esprit des articles 769, 770, 795 et 1180 combinés du Code civil et la jurisprudence en a reconnu la légalité (2).

Mais passé le délai de trois mois et quarante jours, s'il ne se présente personne pour accepter la succession, faudra-t-il nécessairement faire déclarer la succession vacante et faire désigner un curateur? Ne serait-il pas préférable de proroger les pouvoirs du séquestre administrateur provisoire de la succession avec mission de liquider ladite succession, réaliser l'actif et payer les créanciers? C'est ce qu'a refusé

(1) Instruction de la Régie sur les successions vacantes, du 15 juin 1878, n° 2598.

(2) Paris, 19 novembre 1872 : B. C. P., 1872, p. 663; S., 73, 2, 67; D., 72, 2, 217. — Cass. 7 juillet 1873 : D., 74, 1, 80. — Comp. Paris, 25 juillet 1863 : D., 63, 2, 206.

d'admettre un jugement du Tribunal de Grenoble du 31 décembre 1885 (*Journ. arr.*, Grenoble, 1886, p. 86). Il décide que l'administrateur provisoire d'une succession vacante n'a qu'un mandat spécial et limité d'administration et ne représente pas la personne du *de cuius* qui n'a d'autres représentants que ses héritiers, tant qu'ils n'ont pas répudié la succession, et qu'à partir de la renonciation, le *de cuius* ne peut être représenté que par un curateur à l'hoirie vacante; qu'en conséquence, une saisie immobilière dénoncée à l'administrateur provisoire est nulle comme n'ayant pas été dénoncée au représentant légal du saisi.

Mais le Code civil, imbu des idées de notre ancien droit, où les curateurs étaient fort mal vus, ne leur a donné que des pouvoirs assez restreints, et les a soumis à l'accomplissement de formalités assez gênantes, qui retardent d'autant la liquidation de la succession. Ne serait-il pas possible de leur confier des pouvoirs plus étendus que ceux que la loi leur accorde, ce qui en somme sous un autre nom reviendrait à en faire des administrateurs séquestres? La Cour de Bordeaux a décidé que le curateur à succession vacante a qualité pour toucher les créances, s'il y a été autorisé par le jugement qui le nomme à ces fonctions. (Bordeaux, 24 mai 1854 : D., 55, 2, 173). Mais la Cour de Douai est allée bien plus loin. Dans un arrêt du 6 janvier 1849 (D., 49, 2. 96), elle a jugé que les curateurs à succession vacante peuvent être investis d'un mandat plus étendu que celui dont parle l'article 813 du Code civil, et que, par exemple, lorsqu'ils sont nommés par un jugement à l'effet de liquider dans l'intérêt de la suc-

cession ils peuvent, soit payer les dettes à l'aide des recettes faites par la succession, soit se dispenser de verser les fonds à la caisse du receveur de l'enregistrement. C'était bien là sous le nom de curatelle une véritable administration séquestre que la Cour de Douai organisait.

Aussi voyons-nous couramment, dans certains ressorts, les créanciers d'une succession, à laquelle personne ne se présente, réclamer du Tribunal ou du président en référé la nomination d'un administrateur séquestre, au lieu de faire déclarer la succession vacante et d'y faire nommer un curateur. Cette procédure est surtout nécessaire au cas où il y a des héritiers connus qui s'abstiennent, hypothèse dans laquelle, selon plusieurs auteurs, il ne serait pas possible de faire déclarer la succession vacante, et où il faudrait préalablement assigner chaque héritier afin de l'obliger à prendre parti.

La jurisprudence, une fois lancée sur cette voie d'extension du séquestre ne s'est pas arrêtée là. Ce qu'elle permet pour les biens d'un individu décédé en laissant une succession obérée (car l'acceptation bénéficiaire, et surtout la vacance ont souvent pour cause la déconfiture de la succession), elle l'a étendu aux biens d'un débiteur non commerçant encore vivant, qui se trouve en dessous de ses affaires et sous le coup de poursuites de la part de ses créanciers. La déconfiture, on le sait, n'a pas été réglementée dans notre Code civil, et pour obvier aux inconvénients de cette lacune, la jurisprudence d'un grand nombre de Tribunaux et de Cours d'appel, principalement dans les

grandes villes, a organisé une procédure de séquestre et de liquidation judiciaire, destinée à sauvegarder à la fois les intérêts du débiteur et de l'ensemble des créanciers. Cette pratique a pris de nos jours un développement tel que c'est là à beaucoup près la source la plus importante de nominations de séquestres.

Nous savons que la jurisprudence assimile à la chose litigieuse la chose affectée à la garantie d'une obligation. Toutes les fois que les droits d'un créancier pourraient être compromis, si l'objet qui lui sert de gage restait entre les mains et à la disposition de son débiteur, il doit être permis aux intéressés d'en provoquer la mise sous séquestre. Mais le gage des créanciers, c'est le patrimoine du débiteur (art. 2093, C. civ.). D'où résulte pour eux en cas de déconfiture le droit de faire nommer à ce patrimoine un gardien judiciaire qui représentera non tel créancier déterminé, mais tous les créanciers puisque tous ont un droit égal à ce gage. Le séquestre administrera donc dans l'intérêt collectif des créanciers aux lieu et place du débiteur, et comme l'intérêt des créanciers est d'arriver à une réalisation du gage commun et à une répartition du prix en provenant, le séquestre aura mission d'y procéder.

La Cour de Nancy, dans un arrêt remarquable du 26 février 1876 (sous Cass., 10 juillet 1876: S., 76, 1, 405; D., 76, 1, 313) a justifié cette mesure du séquestre en cas de déconfiture, par les motifs suivants:

« Attendu que si, aux termes de l'article 1961 du Code civil, la justice peut ordonner le séquestre « d'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété

ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes », la jurisprudence assimile à bon droit à la chose litigieuse « celle qui est affectée à la garantie des obligations du débiteur » et qu'elle autorise à prononcer le séquestre « toutes les fois que cette mesure est nécessaire à la conservation des droits des parties »;

« Attendu, en effet, que les termes de l'article 1961 du Code civil ne sont pas limitatifs, que l'ordonnance de 1667, titre XIX, article 2, donnait aux juges le pouvoir d'ordonner le séquestre « toutes les fois qu'ils estimaient qu'il y avait nécessité de le faire », et que rien dans les travaux préparatoires du Code n'indique que ses rédacteurs aient entendu restreindre aux trois cas énoncés cette faculté tutélaire, à charge toutefois par les magistrats d'en user avec discrétion et de ne pas en méconnaître la nature exceptionnelle et provisoire ;

« Que notre législation elle-même présente plusieurs cas où un séquestre judiciaire peut être nommé en dehors de ceux qu'énumère l'article 1961, notamment l'article 681 du Code de procédure civile, relatif aux immeubles saisis, l'article 602 du Code civil pour les immeubles dont l'usufruitier ne trouve pas de caution, l'article 465 du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne les biens de l'accusé contumax ;

« Qu'une jurisprudence et une doctrine prévoyantes ont maintes fois étendu la même faculté protectrice aux biens d'une société ou d'une succession, toutes les fois que l'intérêt des associés, héritiers ou légataires l'exige ; aux biens de la femme, pendant l'instance en

séparation de corps, ainsi qu'à la chose due sous condition, sur laquelle le créancier peut exercer des actes conservatoires de son droit et qui, devant lui échoir éventuellement, est considérée dans un sens général comme véritablement litigieuse;

« Qu'on ne saurait surtout refuser aux magistrats le pouvoir d'ordonner le séquestre dans le cours d'une contestation, quand il s'agit de choses qui, sans être *stricto sensu* litigieuses par elles-mêmes, sont cependant, quand à leur destination ultérieure, subordonnées plus ou moins directement à l'issue du litige et dont la conservation est nécessaire pour sauvegarder les droits des parties en cause;

« Que, notamment, en cas de déconfiture du débiteur, la saisie et la réalisation de son actif devant suivre nécessairement la décision de la contestation principale en faveur du créancier, et la chose que le créancier prétend se faire attribuer par le juge du fond consistant forcément et en définitive dans les ressources que le débiteur peut encore offrir pour garantir tout ou partie de ses obligations, c'est ce gage qui en réalité devient litigieux, qui forme le véritable objet du procès et c'est rester fidèle à l'esprit et même à la lettre de l'article 1961 § 2, que d'ordonner la mise sous séquestre des valeurs dont il y a lieu de craindre la dissipation ou le détournement;

« Attendu que rien n'autorise à distinguer entre les choses corporelles et incorporelles et qu'il peut y avoir une égale nécessité d'empêcher le dépérissement des unes et des autres;

« Attendu que sans doute la déconfiture du débiteur,

à la différence de la faillite, n'a point pour effet de le dessaisir de ses biens, ni d'enlever à ses créanciers le droit de le poursuivre individuellement, mais que tel n'est point l'effet du séquestre judiciaire sainement entendu, et qu'en autorisant le tiers qui en est chargé à faire les actes d'administration nécessaires à la conservation de la chose, le juge ne frappe pas le débiteur d'incapacité civile, il se borne à lui retirer provisoirement la gestion de tels ou tels biens dont il menace d'abuser. »

Toutefois la Cour suprême cassa cet arrêt par les motifs suivants : « Attendu que chacun a la libre administration de ses biens et ne peut être privé du droit de les administrer qu'en vertu d'une disposition formelle de la loi ; — Qu'à la différence de la faillite, la déconfiture ne dessaisit le débiteur ni de la disposition, ni de l'administration de ses biens ; — D'où il suit qu'en chargeant un séquestre d'administrer dans l'intérêt collectif des créanciers tout le patrimoine du défendeur à raison de sa déconfiture, l'arrêt attaqué a violé les dispositions des articles 537 et 1961 du Code civil (Cass., 10 juillet 1876 : S., 76, 1, 405 ; D., 76, 1, 313).

La Cour de cassation d'ailleurs s'est toujours montrée rebelle à l'admission du séquestre en cas de déconfiture (1).

(1) Cass., 17 janvier 1855 : S., 55, 1, 97 ; D., 55, 1, 11. — 14 novembre 1883 : S., 85, 1, 423. — 13 novembre 1889 : S., 90, 1, 8 ; D., 90, 1, 34.

Dans la doctrine nous ne trouvons que quelques rares auteurs qui l'admettent et encore avec des restrictions (1). La plupart combattent très vivement l'extension du séquestre à cette hypothèse. « Est-il besoin de longues discussions pour démontrer l'illégalité de ces mesures ? Ces séquestres nous fournissent un des exemples les plus remarquables des abus que peuvent commettre les Tribunaux, quand ils abandonnent les règles de la loi pour suivre leurs propres inspirations et cette équité menteuse dont parlait d'Argentré : « *Prætextu apparentis cujusdam sed imperfectæ et velut truncatæ æquitatis.* » (M. Garraud, *De la Déconfiture*, chapitre VI.)

On dit d'abord dans l'opinion adverse que le séquestre ne peut porter que sur une chose déterminée, et non pas sur un patrimoine tout entier. Mais nous avons vu que l'article 1961, 2^o, n'est pas limitatif, du moins c'est l'opinion la plus généralement admise, et nous ne voyons aucune raison de distinguer entre certains biens déterminés et un patrimoine tout entier. Cela nous semble d'autant moins incompatible avec l'esprit de notre législation que l'article 465 du Code d'instruction criminelle nous fournit un exemple de séquestre s'appliquant à un patrimoine entier. Enfin, en équité, la distinction que l'on propose n'a aucune base.

On objecte ensuite que lorsque la loi n'a pas organisé dans l'intérêt des créanciers une liquidation ou une administration du patrimoine du débiteur, les

(1) Guillonard, *Dépôt*, n° 176. — Baudry-Lacantinerie, *Société, prêt, dépôt*, n° 4282. — Bertin, *Ord. sur réf.*, n° 1007.

créanciers ne peuvent ni en obtenir une des Tribunaux ni en établir une de leur propre gré, *sans le consentement de leur débiteur*. Cette règle, dit-on, n'est qu'une conséquence de l'article 537 du Code civil. « Les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, sauf les modifications établies par les lois. » Cette disposition est la garantie de la propriété contre les abus de justice, elle s'oppose à ce que les Tribunaux, en dehors d'une autorisation légale, enlèvent à un particulier la libre disposition de ses biens. Or la déconfiture, à la différence de la faillite, n'entraîne pour le débiteur aucun dessaisissement, et elle n'enlève point aux créanciers le droit de poursuites individuelles que leur accorde l'article 2093 du Code civil sur tout le patrimoine de leur débiteur. Nos lois civiles en effet ne présentent aucune disposition semblable à celle que porte l'article 1914 du Code civil espagnol de 1889 : « La déclaration de déconfiture du débiteur enlève à celui-ci l'administration de ses biens, et toute autre administration dont il serait investi par la loi. » C'est là évidemment une lacune regrettable, mais il n'appartient pas aux juges de la combler.

Il nous semble cependant que la combinaison de trois articles du Code, les articles 2093, 1166 et 1167 est suffisante pour justifier la mesure du séquestre au cas de déconfiture. Les biens du débiteur sont le gage commun des créanciers (2093 C. civ.). D'autre part les articles 1166 et 1167 leur permettent soit d'exercer tous les droits et actions de leur débiteur relatifs aux biens, soit d'attaquer en leur nom personnel les actes faits par le débiteur en fraude de leurs droits.

Qu'importe qu'ils exercent ce droit par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'un mandataire qui sera le séquestre ? Sans doute le débiteur par cette mesure est dessaisi de l'administration de tous ses biens. Mais n'est-ce pas là l'effet ordinaire du séquestre, de dessaisir le possesseur ou le propriétaire de l'administration du bien déterminé placé sous séquestre ? Le dessaisissement général n'est que la conséquence de cette mesure conservatoire. D'ailleurs, qu'on le remarque, cette pratique purement conservatoire et provisoire, est loin d'être l'équivalent du dessaisissement que prononce la loi commerciale. Enfin, la saisie-arrêt et la saisie-exécution ont bien pour résultat de dessaisir provisoirement le débiteur en mettant les objets saisis sous main de justice. Or, notre pratique du séquestre n'est qu'un moyen plus efficace et moins coûteux d'exercer le droit qui appartient aux créanciers d'empêcher au moyen de saisies le détournement des biens de leur débiteur.

Mais, dit-on, en admettant que la nomination d'un séquestre puisse enlever au débiteur son droit d'administration, en vertu de quel principe ou de quel texte lui retirerait-on son droit de disposition ? S'il veut vendre ou constituer une hypothèque, de quel droit le séquestre s'y opposerait-il ? Sans doute en principe, l'exercice du droit de propriété est parfaitement libre ; cela est évidemment vrai pour le débiteur qui est en dessus de ses affaires ; il n'est possible à personne de s'immiscer dans sa gestion. Mais il n'en est plus de même pour celui dont la situation est fortement obérée ; ses créanciers ont contre lui un droit de contrôle

indirect, qui paralyse en partie le droit de propriété, c'est l'action paulienne. De ce qu'un acte de disposition est désavantageux pour le débiteur et aggrave sa situation, il s'en suit qu'il cause un préjudice à ses créanciers; ce qui constitue la première condition d'exercice de l'action paulienne. Quant à la seconde condition, la fraude, elle sera facile à prouver et résultera le plus souvent de l'état malheureux des affaires du débiteur. S'il est criblé de dettes, et si l'acte qu'il a accompli rend sa situation pire il est facilement présumable que cet acte n'est que le résultat d'un concert frauduleux entre lui et le tiers. Les créanciers pourront alors par l'action paulienne faire annuler l'acte préjudiciable fait en fraude de leurs droits, par suite faire rentrer à leur égard le bien frauduleusement sorti du patrimoine de leur débiteur. Or, ce qu'ils pourraient faire par le moyen répressif en quelque sorte de l'action paulienne, ne peut-on pas leur permettre de le faire par le moyen préventif du séquestre, qui empêchera le bien en question de sortir de ce patrimoine en fraude de leurs droits. D'ailleurs cet obstacle au droit de disposition, ce dessaisissement temporaire du droit de propriété, existe certainement dans une hypothèse, celle du séquestre des biens du contumax (art. 465, Inst. crim.), car c'a été là le but principal visé par la loi. Pourquoi en serait-il autrement au cas de séquestre des biens du débiteur en déconfiture. On ne voit pas les motifs de faire une distinction.

Il reste encore une grave objection contre la légalité de la mesure du séquestre en cas de déconfiture : elle méconnaît, dit-on, les droits des créanciers, car si

les Tribunaux sont conséquents avec leur jurisprudence, ils doivent aller jusqu'à suspendre les poursuites individuelles des créanciers; mais alors c'est attacher à la déconfiture un des effets les plus saillants de la faillite, c'est attribuer au séquestre le caractère et les pouvoirs d'un syndic.

En effet un arrêt de la Cour de Lyon du 27 mars 1873 (Rec., Lyon, 1873, p. 308 ; D., 75, 2, 149) a décidé que le séquestre judiciaire représentant à la fois la masse des créanciers et le débiteur, surtout alors qu'il a été nommé après la déconfiture du débiteur, et pour sauvegarder les droits de toutes les parties intéressées les créanciers peuvent être déchus du droit d'exercer des poursuites individuelles, et notamment des saisies qui auraient pour résultat de paralyser la mission du séquestre, et que le juge des référés est compétent, en cas d'urgence pour arrêter les poursuites faites en vertu d'un titre exécutoire.

En sens contraire la Cour de Lyon avait décidé dans un arrêt du 24 décembre 1862 (Rec. Lyon, 1863, p. 67), que la nomination d'un séquestre, chargé de liquider une succession ne faisait pas obstacle au droit de poursuite des créanciers de cette succession, et que spécialement devait être validée la saisie-arrêt pratiquée directement par le créancier entre les mains d'un débiteur de la succession. C'est l'opinion qui avait été consacrée par l'arrêt de la Cour de cassation du 17 janvier 1855 (D., 55, 1, 11; S. 55, 1, 97). Nous la trouvons encore appliquée par la Cour d'Amiens dans un arrêt du 22 février 1884 (*Gaz. Pal.* 1884, 2, supp. 55), qui décide que la nomination d'un séquestre aux biens d'un

débiteur en déconfiture n'est pas opposable aux créanciers qui n'ont pas concouru à sa nomination et ne leur enlève pas le droit d'user contre ce débiteur des poursuites directes.

Malgré ces décisions, et malgré l'opposition de la doctrine, un jugement du Tribunal civil de Lyon du 27 novembre 1885 (*Mon. Jud.*, Lyon, 18 janvier 1886), s'est rangé à l'opinion de l'arrêt du 27 mars 1873, en décidant que lorsqu'un séquestre a été nommé au débiteur au préjudice duquel une saisie-arrêt a été pratiquée, il n'y a pas lieu pour le Tribunal de valider la dite saisie-arrêt, les créanciers saisissants ne peuvent alors que produire entre les mains du séquestre qui demeure chargé d'examiner leurs droits de créance, et de répartir l'actif du débiteur saisi entre ses divers créanciers.

« La décision de 1873, dit M. Garraud (*De la déconfiture*, chap. vi), est en effet contraire aux principes les plus certains de notre droit. La déconfiture d'un débiteur civil n'a point et ne peut point avoir l'effet de le dessaisir de l'administration de ses biens et d'enlever à ses créanciers le moyen de le poursuivre individuellement et par toutes les voies d'exécution qui sont autorisées par la loi, sauf à répartir ensuite entre les créanciers, et conformément aux droits et aux titres de chacun, les sommes produites par ces exécutions individuelles. A aucun point de vue, dès lors, un tiers nommé séquestre ne saurait être investi de la double qualité de représentant de la masse des créanciers et de représentant du débiteur, comme l'est un syndic de faillite, il ne saurait avoir la faculté de paralyser

comme pourrait le faire un syndic, le droit de poursuites des créanciers, soit par la voie de saisie-arrêt entre les mains des débiteurs du déconfit, soit par voie de saisie-exécution des meubles et effets mobiliers appartenant à ce dernier. »

Mais, qu'on le remarque bien, on n'arrive pas, dans le système de la jurisprudence, à soutenir nécessairement que les poursuites individuelles sont dès lors suspendues. Et nous avouons que l'arrêt de la Cour de Lyon, du 27 mars 1873, était allé trop loin en proclamant aussi catégoriquement que les créanciers peuvent être déclarés déchus du droit d'exercer des poursuites individuelles. La Cour s'était peut-être laissée influencer ici par les circonstances de la cause. Le séquestre judiciaire avait été nommé sur la demande des créanciers, dans le but de continuer une exploitation industrielle. Il fallait empêcher la suspension de travaux de mines, la dispersion des ouvriers, l'envahissement des eaux, l'éboulement des galeries, pour ne pas voir le gage commun périr lui-même. Et les saisies intempestives, et peut-être malveillantes, de quelques créanciers auraient eu pour résultat la ruine complète, par les entraves qu'elles auraient apportées à l'exploitation. Ce sont sans doute ces considérations de nécessité urgente qui ont amené la Cour à rendre un arrêt aussi catégorique.

Mais le séquestre judiciaire peut parfaitement fonctionner en maintenant en principe le droit aux poursuites individuelles. Elles se produiront en effet assez rarement, car les créanciers n'y auront pas d'intérêt. La saisie-arrêt, en effet, ne crée pour le saisissant un

droit exclusif et personnel aux sommes qui en sont l'objet qu'à partir du jugement de validité; dès lors, si la nomination d'un séquestre est antérieure à ce jugement, le saisissant ne saurait prétendre à un droit exclusif sur les deniers saisis qui doivent être versés aux mains du séquestre, pour être distribués entre tous les créanciers du débiteur saisi (Trib. civ. Lyon, 7 janvier 1891 : *Mon. jud.* Lyon, 11 février 1891.)

Toutefois, croyons-nous avec M. Charmont (*Rev. critique*, 1891, p. 81), on pourrait décider que le créancier qui invoque son droit de poursuites individuelles doit avoir un intérêt personnel à l'exercer. L'action individuelle ne sera pas recevable toutes les fois qu'elle aura pour but et pour unique effet d'entraver la mission du séquestre. Le créancier qui voudrait intenter son action devrait prouver non seulement son droit, mais aussi son intérêt. On appliquerait ici la solution consacrée par la jurisprudence en cas d'acceptation bénéficiaire, d'après laquelle, en cas de conflit entre l'héritier bénéficiaire et les créanciers de la succession, le Tribunal peut attribuer la réalisation des immeubles soit à l'un, soit aux autres, selon les circonstances, en se déterminant d'après l'intérêt des parties (1).

Au Tribunal de Lyon, spécialement, il est d'usage d'insérer dans le dispositif de l'ordonnance qui nomme un séquestre la formule suivante : « Toutes oppositions ou saisies-arrêts tenant entre ses mains. » C'est bien reconnaître par là le droit pour les créanciers d'exer-

(1) Orléans, 18 mai 1888 : S. 89, 2, 123; D. 89, 2, 205.

cer des poursuites individuelles. Mais comme, en définitive, ces poursuites ne peuvent constituer un privilège et attribuer au créancier qui les exerce un droit de préférence sur le produit réalisé par leur moyen, l'effet en est immédiatement transporté aux mains du séquestre. Cette solution a été appliquée par un jugement du Tribunal civil de Lyon du 11 janvier 1884 (*Gaz. Pal.*, 1884, 2, supp. 14). Il décide que la nomination d'un séquestre judiciaire à un débiteur tombé en déconfiture, ne dépouille pas ses créanciers de leurs actions individuelles qu'ils ont toujours le droit d'exercer ; mais que cependant la nomination du séquestre ne permet au créancier de faire prononcer la validité d'une saisie-arrêt qu'entre les mains du séquestre. Il a été jugé de même que le juge du référé en nommant un séquestre, ne peut autoriser, au détriment d'un créancier saisissant, le paiement définitif d'autres créanciers, même pour des dettes urgentes et reconnues sincères (1).

Il peut arriver que la nomination d'un séquestre soit demandée par le débiteur lui-même. Cela sera, sans doute, assez rare, mais cela peut se produire. En ce cas, M. Garraud, dans un article : « Des liquidations judiciaires, de leur pratique, de leur légalité », paru dans le *Journal des Faillites*, 1882, p. 149, propose de fonder notre pratique sur les principes de la cession de biens, et d'étendre par analogie cette institution à

(1) Lyon, 27 fév. 1889 : *Monit. Jud.*, 9 mai 1889. — Comp. Trib. civ., Lyon, 7 janv. 1891 : *Monit. Jud.*, 14 fév. 1891, 27 nov. 1885 : *Monit. Jud.* 18 janv. 1886, précités.

des hypothèses pour lesquelles elle n'avait pas été faite. « Je crois, dit-il, qu'il doit être permis aux Tribunaux d'accorder à un débiteur malheureux et de bonne foi le droit de faire cession de biens à ses créanciers, pour éviter que son actif ne soit consumé en frais inutiles par les poursuites individuelles. Il est, en effet, permis de tirer d'une institution toujours consacrée par les textes de nos Codes toutes les applications pratiques qu'elle comporte. Or, avec l'absence d'organisation de la déconfiture qui caractérise notre législation civile, une cession de biens judiciaire serait souvent moins onéreuse pour le débiteur qu'une liquidation faite individuellement par chacun des créanciers. L'intérêt très légitime qu'aurait le débiteur à invoquer le bénéfice de cession suffit pour que nous lui donnions le droit de demander au Tribunal acte d'une cession de biens, et de provoquer la nomination d'un liquidateur chargé de réaliser son actif et de le répartir entre ses créanciers. » C'est là une idée fort ingénieuse. Mais nous y ferons une objection. La cession de biens a toujours été considérée comme une faveur. En principe, celui qui est tenu personnellement ne peut se soustraire par un abandon aux poursuites des créanciers. Sans doute, la cession judiciaire ne libère le débiteur que jusqu'à concurrence de la valeur des biens abandonnés, elle n'est pas pleinement libératoire. Mais elle n'en est pas moins une exception. Elle modifie la situation des créanciers, en suspendant les poursuites individuelles, en les privant d'un droit qui leur appartenait. Par suite, elle ne saurait être admise que pour les cas où la loi l'autorise de façon expresse. Or,

la loi ne l'autorise qu'en vue d'éviter au débiteur la contrainte par corps ; on ne saurait donc étendre son application en vue d'autres avantages (1).

Supposons que le débiteur, sans demander lui-même la nomination d'un séquestre, ne s'oppose pas du moins à cette nomination demandée par les créanciers. C'est précisément ce qui se pratique à Lyon où les jugements ou ordonnances qui nomment un séquestre portent tous dans leurs considérants : « attendu que le débiteur ne s'y oppose pas. » Nous voyons du même coup tomber la plus grave objection contre cette pratique. Car si le débiteur est dessaisi de l'administration de ses biens, c'est de son consentement. L'administrateur séquestre devient ainsi le mandataire à la fois du débiteur et des créanciers qui l'ont fait nommer et s'il réalise l'actif pour le répartir ensuite entre les intéressés, il ne le fait que du consentement exprès ou tacite de tous.

Ainsi donc, pour ceux qui ne sauraient admettre que le débiteur soit dessaisi contre son gré de l'administration de ses biens par leur mise sous séquestre, cette mesure, telle qu'elle est pratiquée au Tribunal de Lyon, devient parfaitement régulière et se justifie pleinement au point de vue légal.

Il faut remarquer, d'autre part qu'il n'y a jamais obligation pour le juge de nommer le séquestre lorsqu'il est demandé. L'article 1961 du Code civil porte, en effet « la justice *peut* ordonner le séquestre..... »

(1) Charmont, *Rev. crit.*, 1891, p. 81.

De là résulte clairement que les juges ont un pouvoir discrétionnaire et qu'ils doivent examiner si la mesure réclamée présente une réelle utilité pour la sauvegarde des intérêts des parties. Conformément à ce principe, il a été jugé par le Tribunal civil de Lyon que, pour qu'il y ait lieu à nomination de séquestre, suivant les termes de l'article 1961 du Code civil, il faut de toute nécessité qu'il y ait un actif à séquestrer dans l'intérêt des créanciers; que d'autre part, la nomination d'un séquestre judiciaire est toujours facultative, et qu'il n'y a pas lieu de l'ordonner quand elle n'est demandée que par un seul créancier, auquel il est loisible de sauvegarder ses droits en pratiquant une saisie-arrêt (Trib. civ. Lyon, 13 février 1886: *La Loi*, 23 avril 1886).

De même il n'y aurait pas lieu de nommer un séquestre à une succession quand il n'y a dans la cause aucun objet litigieux à détenir ou administrer, autres que ceux réclamés par le demandeur (Trib. civ. Lyon, 25 mai 1888 : *Monit. Jud.*, 10 août 1888).

Nous venons de parcourir les diverses hypothèses auxquelles la jurisprudence a étendu la pratique du séquestre. Nous allons voir maintenant quels sont les pouvoirs qu'elle confère suivant les cas à l'administrateur séquestre.

CHAPITRE III

Droits et Obligations de l'Administrateur séquestre.

Et d'abord, qui peut être nommé administrateur séquestre ? A cette question l'article 1963 du Code civil répond : « Le séquestre judiciaire est donné, soit à une personne dont les parties intéressées sont convenues entre elles, soit à une personne nommée d'office par le juge. » Donc, les parties peuvent choisir elles-mêmes la personne qu'elles entendent prendre pour administrateur séquestre, et le juge ne fera que ratifier leur choix. Mais les parties le plus souvent ne s'entendront pas sur ce point. C'est alors au juge de faire cette nomination d'office. La jurisprudence n'est pas fixée sur le point de savoir si l'administrateur séquestre peut être pris parmi les intéressés ou s'il doit être nécessairement choisi en dehors. Un arrêt de la Cour de Toulouse (13 mai 1812, S. chr.) décide que les fonctions de séquestre doivent, de préférence

être confiées à un tiers qui n'ait aucun intérêt dans la contestation. Mais il a été jugé d'autre part, que pendant le procès entre le déposant et le dépositaire, ce dernier peut être constitué séquestre (Paris, 2 juillet 1830 : D., *Rép.* V^o Séquestre, n^o 232). La loi, en effet, n'a pas limité le pouvoir des juges. D'ailleurs, la solvabilité bien notoire de l'une des parties, sa moralité connue, la présentation par elle d'une caution, ne sont-ce pas là des circonstances capables de rassurer complètement la justice. On objecte l'esprit général de la loi qui sans doute semble favorable au choix des tiers. Mais de là à une exclusion formelle la distance est extrême.

La Cour de Lyon, dans un arrêt du 19 janvier 1897 (*Mon. jud.*, 11 nov. 1897) est revenue à la première jurisprudence en décidant que lorsqu'il y a lieu de confier la gestion d'un fonds de commerce à un administrateur séquestre, c'est en principe à un tiers indépendant des parties en cause, et non pas au représentant de l'une d'elles qu'il faut la confier.

L'article 5 du titre XIX de l'ordonnance de 1667, défendait aux juges de choisir pour séquestres leurs parents jusqu'au degré de cousin issu de germain. Nous pensons que cette disposition n'est plus en vigueur aujourd'hui. C'est du reste ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de Toulouse du 11 novembre 1885 (*Gaz. Pal.*, 1886, 1, 448).

La fonction de séquestre est toute volontaire ; personne ne peut être forcé de l'accepter. Et cela, alors même que la personne serait inscrite sur la liste des administrateurs agréés par le Tribunal, sauf au juge à

apprécier les motifs du refus pour maintenir son nom sur la liste ou en opérer la radiation (1). Mais celui qui accepte les fonctions d'administrateur séquestre doit les remplir jusqu'au bout, à moins qu'il ne propose une cause légitime d'excuse, ou que toutes les parties intéressées ne consentent à la décharge de sa mission, avant la contestation terminée.

Quant à la nature et à l'étendue des pouvoirs de l'administrateur séquestre, il y a lieu de distinguer. Si le jugement qui le nomme ne détermine pas ses attributions, il doit s'en rapporter purement et simplement à la loi. On peut dire que ses pouvoirs sont d'une manière générale ceux d'un administrateur provisoire. En effet, si le législateur traite du séquestre judiciaire au titre du Dépôt, c'est qu'il y a entre le séquestre et le dépôt cette analogie, que le tiers chargé du dépôt ou du séquestre doit veiller à la conservation des choses qui lui sont confiées. Mais la mission de l'administrateur séquestre est beaucoup plus étendue que celle du dépositaire, il doit administrer la chose à lui remise, et essayer d'en tirer parti suivant les circonstances, dans l'intérêt de ceux au profit desquels le séquestre a été ordonné. Mais cette administration doit être purement provisoire et ne pas dépasser les limites de la nécessité. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'administrer la chose du propriétaire sans son consentement et quelquefois même malgré lui (2).

(1) Paris, 17 janvier 1889 : S., 89, 2. 230.

(2) Guillouard, *du Dépôt*, n° 177.

Toutefois, les limites varieront suivant la nature des choses mises sous séquestre, mais l'administrateur séquestre devra dans tous les cas s'inspirer du caractère provisoire et conservatoire de ses pouvoirs. Un arrêt de la Cour de Bruxelles du 21 novembre 1867 (*Pasic. belge*, 1868, 2, 384), a jugé en ce sens qu'un notaire nommé à titre de séquestre pour administrer les biens d'une succession, a le droit de prendre toutes les mesures conservatoires, jusqu'à ce que le partage soit effectué, mais qu'il ne pourrait pas louer les biens sans le consentement des parties litigantes, sauf recours au juge au cas où elles seraient en désaccord. M. Laurent, qui approuve cet arrêt, ajoute (t. XXVII, n° 183) : « Si le jugement ne détermine pas les actes que le dépositaire a le droit de faire, il devrait se borner aux actes de conservation, sauf à en référer aux parties intéressées, s'il était nécessaire de faire un acte d'administration définitive, tel qu'un bail. » Il est bien certain, en effet, que si toutes les parties majeures et capables donnent au séquestre l'autorisation de passer un bail, il pourra le conclure, mais il agira alors comme mandataire de toutes les parties, et non en vertu des pouvoirs que la loi confère aux séquestres.

Mais le plus souvent le jugement qui le nomme définira les pouvoirs de l'administrateur séquestre, et celui-ci puisera dans ce titre la force et l'autorité qui lui sont nécessaires pour accomplir son mandat.

L'administrateur séquestre doit alors se conformer aux prescriptions qui lui sont faites dans le jugement qui le nomme, car c'est là que son mandat est écrit. Il doit bien se garder de dépasser les limites qui lui sont

tracées. Par conséquent, il s'exposerait à supporter les frais d'une instance témérairement engagée, quand elle excède les pouvoirs accordés par le juge. Ainsi il a été décidé que le séquestre judiciaire chargé de recevoir une somme d'argent déterminée par le jugement, de donner quittance au débiteur et mainlevée des inscriptions hypothécaires prises sur les immeubles, n'a pas qualité pour former contre celui-ci une demande en paiement d'intérêts, qu'il prétend avoir été stipulés dans le titre constitutif de la créance ; eette demande d'intérêts ne peut être valablement formée que par les créanciers (Lyon, 20 juillet 1839 : D., *Rep.*, V^o Séquestre, n. 237). Les droits du séquestre, lit-on dans les motifs de cet arrêt, se bornent rigoureusement à ceux qui lui ont été attribués par le jugement de nomination ou à une simple administration.

Il a été jugé, d'autre part, que le séquestre nommé pour exercer les droits des héritiers du créancier d'une faillite n'a pas qualité pour recevoir les paiements, si le jugement ou ordonnance qui le nomme ne lui donne pas mandat à cet effet (Lyon, 18 avril 1874 : D., 76, 2, 195).

De même, le séquestre d'une succession bénéficiaire n'a pas qualité pour donner mainlevée des inscriptions garantissant les créances dont il a opéré le recouvrement, alors que l'ordonnance qui l'a nommé ne l'y a pas autorisé (Lyon, 16 janvier 1879 : S., 81, 2, 69). Nous retrouverons plus loin cet arrêt en nous occupant des pouvoirs de l'administrateur séquestre d'une succession bénéficiaire, et nous verrons comme quoi cette décision nous semble peu fondée.

On admet cependant qu'en vertu de son droit d'administration, le séquestre peut faire des baux de courte durée (1), et on entend par là des baux de trois ans, par analogie avec la situation de l'administrateur provisoire judiciaire des biens d'un aliéné non interdit (2). Il existe, en effet, entre ces deux sortes d'administrateurs des ressemblances assez frappantes.

La nomination de l'administrateur provisoire judiciaire aux biens d'un aliéné comme celle du séquestre, est facultative en ce sens que les ayant droit peuvent ne pas la demander, et que le Tribunal n'est pas obligé de l'accorder. L'administrateur provisoire judiciaire ne doit aussi s'occuper que des biens (art. 32 et 38 de la loi du 30 juin 1838), et ses fonctions quant aux biens doivent se borner aux actes d'administration nécessaires (3).

Enfin, les termes mêmes « administrateur provisoire » semblent indiquer que son administration n'est pas destinée à se prolonger très longtemps. Toutefois, l'article 37, 2^o, permet de renouveler ses pouvoirs au bout de trois ans (4). Ce sont là évidemment des analogies assez marquées avec l'administration du séquestre.

En vertu de son droit d'administration, le séquestre

(1) Rennes, 23 décembre 1818 : S. chr.

(2) Toulouse, 26 avril 1893 : S., 96, 2, 252 ; D., 94, 2, 556.

(3) Rouen, 22 janvier 1856 : Rec., Rouen, t. 20, p. 65 ; D., 56, 2, 433.

(4) Bauchart, *Condition juridique des aliénés non interdits*.

peut aussi faire les dépenses nécessaires à l'entretien de la chose (1).

Mais le jugement ou l'ordonnance qui fixe les attributions de l'administrateur séquestre peut-il lui conférer des pouvoirs illimités? Non, évidemment. C'est en principe à titre provisoire que le séquestre est nommé, et cette mesure doit concilier les droits divers qui existent sur les biens administrés. Tel est le principe; l'application dépendra des circonstances.

C'est ainsi qu'en matière de successions, les Tribunaux s'autorisent à donner de très larges pouvoirs à l'administrateur provisoire séquestre nommé lorsque les parties sont encore dans les délais de la loi pour faire inventaire et délibérer, et pour prendre qualité, ou lorsqu'il y a contestation sur la dévolution de la succession. Un arrêt de la Cour de Douai du 3 décembre 1867 (S., 68, 2, 35; D., 67, 2, 241) décide que le juge des référés peut, en nommant à une succession un administrateur provisoire, l'autoriser non seulement à faire tous actes conservatoires et d'administration, mais, en outre, à recevoir et débattre tous comptes; à toucher toutes créances chirographaires ou hypothécaires, à exercer toutes poursuites pour la rentrée des créances exigibles, à donner mainlevée moyennant paiement de tous privilèges, hypothèques, saisies-arrêts ou oppositions, enfin à consentir à toutes distributions ou ordres amiables, réglés par les magistrats.

L'administrateur séquestre peut gérer et administrer

(1) Bordeaux, 27 juillet 1830 : S. chr.

les immeubles de la succession, donner et accepter tous congés, faire toutes locations verbales ou par écrit dans les termes de la loi; recevoir les loyers ou fermages échus ou à échoir, payer les contributions et les charges inhérentes aux immeubles, compter avec tous fermiers ou locataires, vendre selon les mercuriales ou à l'amiable, les denrées provenant des partages avec les colons partiaires, faire toutes expulsions, introduire tous référés; faire toutes réparations locatives ou autres réparations urgentes, payer les ouvriers, continuer et mettre fin à des constructions commencées par le défunt, après avoir fait estimer les constructions au jour du décès par un expert que le juge des référés peut nommer et dispenser d'office du serment (1).

Si la succession comprend un fonds de commerce, le séquestre peut être autorisé à acheter les objets nécessaires à l'entretien de ce fonds et à payer les dépenses journalières, d'où résulte pour lui le droit de répondre à une demande en règlement de bénéfices. On a même décidé que l'administrateur provisoire séquestre de la succession d'un agent de change peut de plein droit vendre des titres à la Bourse.

L'administrateur séquestre d'une succession peut, sans autorisation spéciale du Tribunal, demander la conversion d'une saisie immobilière en vente volontaire ou s'adjoindre à une demande de cette nature (2).

(1) Paris, 26 août 1851. De Belleyme : *Ch. du Cons.*, t. II, p. 307.

(2) Trib. civ. Seine, 8 janv. 1853. Bertin, *Ch. du Cons.*, t. II, p. 517. — Paris, 24 août 1847 : S., 47, 2, 521; P., 47, II, 441.

Le séquestre judiciaire d'une succession peut, sans pouvoirs spéciaux, donner à bail à des tiers des immeubles successoraux, même si l'un des héritiers a demandé non seulement sa part en nature, mais même la totalité des valeurs mobilières, et s'est opposé à la location des immeubles, alors que l'arrêt attaqué énonce qu'un jugement passé en force de chose jugée a donné au séquestre les pouvoirs en vertu desquels le bail incriminé a été passé. (Cass., 13 mai 1889 : *Pand. franç.*, 89, 1, 576).

C'est à l'administrateur provisoire d'une succession et non aux créanciers de cette succession qu'il appartient de désigner le notaire chargé de procéder à l'inventaire prescrit par les art. 491 et suiv. C. pr. civ. Ce droit ne saurait appartenir à un créancier de la succession (Amiens, 26 mai 1879 : *J. not.*, 22100).

L'administrateur séquestre d'une succession peut être autorisé à fournir une provision aux héritiers, il doit alors la payer sur les sommes disponibles, mais il ne peut, pour la payer, vendre les biens héréditaires, car le partage en nature est ordonné par la loi. Il ne peut pas davantage la payer en biens héréditaires parce que cette dation en paiement constituerait un allotissement et que les lots doivent être faits par un expert (Trib. civ. Forcalquier, 2 juillet 1892 : *Le Droit*, 7 juillet 1892).

Les décisions que nous venons de passer en revue nous montrent que la jurisprudence s'autorise à donner au séquestre d'une succession, non encore acceptée définitivement, des pouvoirs extrêmement larges, bien plus larges même que ceux qu'auraient,

en pareil cas, les héritiers eux-mêmes qui voudraient conserver intact leur droit d'option. Cela se comprend d'ailleurs parfaitement, car c'est précisément l'impossibilité pour les héritiers de faire certains actes sans prendre la qualité définitive d'héritiers purs et simples qui motive et nécessite la nomination de ces séquestres provisoires pendant la durée du *tempus deliberandi* laissé aux successibles par la loi.

L'administrateur séquestre trouverait-il toutefois dans sa qualité d'administrateur le pouvoir de transiger sur les intérêts placés sous sa garde ? L'administrateur séquestre d'une succession n'est qu'un mandataire nommé par le Tribunal pour administrer et gérer les biens et affaires confiés à sa garde dans les termes de son mandat. Chargé des recouvrements, il peut donner mainlevée de l'inscription prise contre le débiteur, mais à la condition expresse que le paiement aura été opéré en ses mains. Si ce paiement n'était pas établi, l'administrateur disposerait, en réalité, d'une chose dont l'administration seule lui est confiée ; il pourrait, à son gré, sacrifier les intérêts des créanciers de la succession au profit des débiteurs, et c'est ce que la loi n'a pas voulu. Pour que l'administrateur séquestre pût transiger, il faudrait qu'un tel pouvoir lui ait été expressément accordé par le Tribunal. C'est ce qui arrive quelquefois. Le Tribunal autorise le séquestre à transiger, par exemple à faire remise d'une partie d'une créance sur un insolvable moyennant paiement du surplus (1).

(1) Trib. Seine, 23 janvier 1850. Bertin, *Ch. du Cons.*, t. II, p. 473. — 27 mai 1853. Bertin, *loc. cit.*, p. 485.

L'administrateur séquestre peut aussi avoir le droit d'intenter les actions qui appartiennent à la succession. Il a été jugé en ce sens que l'administrateur provisoire d'une succession, autorisé par justice, d'une manière générale, à prendre toutes mesures conservatoires nécessaires ayant un but d'urgence, a le pouvoir d'intenter contre un débiteur de ladite succession une action en déclaration de simulation ayant pour but de faire rentrer dans son patrimoine des biens ou des valeurs frauduleusement dissimulés. (Trib. civ. Seine, 15 fév. 1894 : *Gaz. Pal.*, 1894, 1, 258).

Mais dans d'autres décisions la jurisprudence s'est montrée moins favorable à l'extension des pouvoirs de l'administrateur séquestre nommé en cette hypothèse. C'est ainsi qu'il a été jugé que l'administrateur judiciaire séquestre d'une succession n'ayant en cette qualité que des actes d'administration à accomplir, et ses pouvoirs, quelque étendus qu'ils soient, se trouvant circonscrits dans ces limites, ne peut pas déplacer des valeurs déposées à la banque de France ou des fonds placés sur hypothèque, quand les ayant droit s'y opposent et qu'il a d'ailleurs en main des fonds suffisants pour parer aux éventualités de son administration (Paris, 30 juillet 1886 : *Rev. not.*, n° 7456; D., 87, 2, 37).

Il faut remarquer dans cet arrêt de la Cour de Paris qu'il refuse seulement à l'administrateur séquestre le droit de déplacer les créances, non d'en toucher le montant au terme fixé, mais il lui dénie formellement le droit de retirer les titres déposés dans un établissement public non pour les vendre, mais même pour

les déposer ailleurs. Cette décision est fondée sur la disposition spéciale contenue dans l'article premier de la loi du 28 juillet 1875, d'après lequel « les titres ou valeurs mobilières sous forme nominative ou au porteur dont la consignation serait prescrite soit par une disposition de la loi ou par un règlement, soit par une décision judiciaire ou administrative doivent être déposés à la Caisse des dépôts et consignations. » Depuis cette loi le dépôt legal, le seul dépôt possible, c'est celui de la Caisse. Or l'administrateur sequestre a un mandat de justice; il est tenu de se conformer à la loi. Une instruction du président du Tribunal civil de la Seine a rappelé, après la loi de 1875, aux administrateurs sequestres des successions ouvertes dans ce département « qu'ils sont tenus de déposer à la Caisse toutes les valeurs, sans aucune distinction, dont la garde leur est remise, et qu'un désir exprime par les parties ne saurait les dispenser de cette obligation. » Cette injonction paraît avoir été renouvelée par le Parquet de la Seine.

Mais la loi de 1875 était étrangère à l'hypothèse. Cette loi impose en effet un devoir aux administrateurs sequestres des successions, mais un devoir qui se présente pour eux dans des circonstances déterminées, lorsque la loi, un règlement ou une décision de justice les oblige formellement à déposer les titres à la Caisse des consignations, ou lorsqu'une des parties intéressées exige ce dépôt. Or dans l'espèce aucune de ces circonstances ne se produisait; non seulement les parties n'exigeaient pas le dépôt, mais elles y résistaient. Quant à la décision de justice qui nommait l'adminis-

trateur, elle n'avait rien prescrit au sujet du dépôt des valeurs mobilières dans un lieu quelconque. A notre avis, l'administrateur séquestre a en principe le droit, en vertu de la fonction même qui lui est conférée, de retirer les titres des valeurs héréditaires déposés par le défunt quel que soit le dépositaire ; mais en fait il agit prudemment, au point de vue de sa responsabilité, en s'abstenant de les retirer, lorsque les ayant droits s'y opposent.

S'il appartient à l'autorité judiciaire d'étendre les attributions du séquestre qu'elle nomme, ce ne peut être que dans la mesure où cette extension est nécessaire pour la sauvegarde des intérêts qui en sont l'objet. Par suite les pouvoirs d'administration qui appartiennent à un séquestre nommé en référé aux biens d'une succession ne comprennent pas le droit de poursuivre le recouvrement des capitaux dûs à la succession par la voie de l'expropriation (Grenoble, 22 décembre 1888 : Rec. Grenoble, 1889, p. 70).

D'autre part, l'administrateur provisoire séquestre d'une succession n'a pas plus de droits que celui dont il gère l'hérédité. Ses pouvoirs sont limités d'une façon générale aux actes de pure administration. Il est donc sans qualité pour introduire une action en nullité de contrat, celle-ci dût-elle profiter aux créanciers de la succession, si le *de cujus* n'avait pu former une pareille demande (1).

De même aussi l'administrateur séquestre ne peut

(1) Trib. civ. Seine, 22 février 1898 : *Lot*, 12 mai 1898 ; *Droit*, 2 avril 1898 ; *France Judiciaire*, 1898, 2, 242.

pas intenter les actions qui appartiennent personnellement aux héritiers, par exemple l'action en réparation du préjudice causé par la mort du défunt (Paris, 8 novembre 1892 : D., 93, 2, 248.)

Remarquons en terminant que la succession placée sous séquestre pendant les délais pour faire inventaire et délibérer, ne doit pas être assimilée à une succession bénéficiaire. Par suite les créanciers devraient être payés à mesure qu'ils se présentent, l'article 808 du Code civil étant ici sans application, et la compensation s'opèrera de plein droit dans les conditions ordinaires entre les créances et les dettes de la succession (1).

Dans l'hypothèse de succession bénéficiaire, les pouvoirs accordés par la jurisprudence à l'administrateur séquestre sont aussi très larges. Toutefois, nous ne trouvons pas dans les diverses décisions rendues en cette matière beaucoup d'unité, et la plupart sont plutôt des décisions d'espèces. Tantôt on décide que l'héritier bénéficiaire est entièrement écarté par l'administrateur séquestre et que ce dernier est complètement substitué au premier (2). Tantôt au contraire on interdit à l'administrateur séquestre tous les actes autres que les actes d'administration, et on lui interdit par exemple d'intenter seul les actions de la succession; l'autorisation de justice lui est nécessaire

(1) Paris, 17 novembre 1881 ; *Gaz. Pal.*, 1881-82, 1, 355.

(2) Bordeaux, 9 mai 1841 : P., 41, 1, 705. — Aix, 6 mai 1887 : *Bull. jud.* d'Aix, 1888, p. 68. — Paris, 5 juin 1891 : S., 93, 2, 113; D., 94, 2, 81.

pour les actes étrangers à l'administration pure (1). D'autres fois, les Tribunaux font de l'administrateur séquestre une sorte de coadjuteur de l'héritier ; il peut faire seul les actes d'administration, mais a besoin du concours de l'héritier pour accomplir les actes qui lui sont interdits, et c'est également contre le séquestre et l'héritier que doivent être dirigées les actions des tiers (2). D'autres décisions reconnaissent au moins à l'héritier un droit de contrôle et de surveillance sur la gestion de l'administrateur séquestre (3). Enfin, un arrêt de la Cour de Lyon du 16 janvier 1879 (D., 80, 2, 152), que nous avons déjà vu, est allé jusqu'à décider que le séquestre d'une succession bénéficiaire n'a pas qualité pour donner mainlevée de l'hypothèque garantissant une créance dont il a opéré le recouvrement, alors que l'ordonnance qui l'a nommé ne l'y a point autorisé. Ce qui était lui interdire non pas seulement un acte d'administration ordinaire, mais un acte qui ne présentait aucun danger. Aussi ne saurions-nous nous ranger à cette doctrine. Il nous semble inadmissible que l'administrateur séquestre ait besoin d'une habilitation spéciale pour accomplir les actes d'administration, la qualité même d'administrateur supposant essentiellement le droit d'administrer.

(1) Metz, 13 juillet 1865 : S., 66, 2, 29. — Cass., 23 juill. 1851, S., 51, 1, 753.

(2) Trib. civ. Soissons, 21 janv. 1891. : *La Loi*, 5 mars 1891 : *Gaz. Pal.*, 1892, 1, supp. 7.

(3) Alger, 3 juillet 1887 : *Rev. Alger*, 1888, p. 57.

Nous n'admettons pas davantage que l'administrateur séquestre agisse, soit d'une manière générale, soit même pour les seuls actes vraiment importants, avec le concours de l'héritier bénéficiaire. Ce serait assimiler celui-ci à un individu pourvu d'un conseil judiciaire, et étendre illégalement à une hypothèse nouvelle les articles 499 et 513 du Code civil. De plus, cette solution aurait, au point de vue pratique, les plus graves inconvénients, car l'héritier bénéficiaire, dépouillé malgré lui de l'administration, entraverait constamment la liquidation de la succession, et ne négligerait aucune occasion de refuser son concours au séquestre (1).

D'autre part, bien que le séquestre désigné par le Tribunal soit le substitut de l'héritier, nous ne croyons pas qu'on puisse poser en principe qu'il ait de plein droit les mêmes pouvoirs que l'héritier bénéficiaire auquel sa qualité de propriétaire des biens de la succession fait une situation particulière. Il appartiendra au juge qui nomme l'administrateur séquestre de fixer les pouvoirs dont il disposera, le juge pourra lui conférer des droits aussi étendus que ceux de l'héritier bénéficiaire, il ne peut pas lui en conférer d'autres; mais il peut aussi ne lui attribuer que des pouvoirs plus restreints, selon l'intérêt des créanciers et des légataires. Si les pouvoirs de l'administrateur séquestre n'ont pas été déterminés ou ne l'ont été que d'une manière vague, celui-ci est autorisé seulement à pren-

(1) Wahl. Note sous S., 1893, 2, 113.

dre les mesures les plus urgentes et doit se borner aux actes indispensables de gestion. Les actes qui excéderaient les bornes de cette administration seraient nuls, et l'administrateur séquestre serait responsable à cet égard même de ses fautes légères (1).

En pareil cas, il est certain qu'il ne pourrait recouvrer notamment des créances avant leur exigibilité, ni les aliéner, mais nous croyons qu'il aurait le droit de toucher le montant des créances échues, même hypothécaires. Ce droit rentre dans ses pouvoirs d'administration. Le débiteur, en effet, a droit à la mainlevée, et il est utile pour la succession elle-même de la lui donner, afin d'éviter des offres réelles et une assignation en validité ou en mainlevée sans parler des demandes en dommages-intérêts ; or, aucun des ayant droit ne peut donner cette mainlevée, l'administrateur séquestre seul peut le faire, et il doit avoir qualité à cet effet.

L'administrateur séquestre de la succession bénéficiaire ne peut donc faire d'autres actes que ceux pour lesquels il est habilité, expressément ou implicitement par le jugement qui lui a confié ses fonctions. Si le Tribunal a nettement déterminé sa mission qui consiste à réaliser l'actif, tant par le recouvrement des créances que par la vente du mobilier, pour employer ensuite cet actif au paiement des dettes de la succession, le séquestre n'a aucun pouvoir de contracter au nom de l'hoirie les engagements qu'entraîne toute souscription

(1) Paris, 30 juillet 1886 : D., 87, 2, 37.

d'actions nouvelles, même avec l'intervention des représentants du défunt (1).

L'administrateur séquestre remplaçant ainsi l'héritier bénéficiaire, il s'en suit que sa nomination ne peut aucunement nuire aux droits qui appartiennent aux créanciers de la succession. C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal civil de Valence du 23 décembre 1892 (Rec. Grenoble 1893, 1, 54) a décidé que les créanciers conservent en face d'un administrateur séquestre le droit d'agir contre un débiteur héréditaire. De même, ils continuent à pouvoir saisir les biens de la succession (2).

D'autre part l'héritier, étant éloigné désormais de l'administration de la succession, n'est aucunement responsable des malversations commises par l'administrateur séquestre (3). Par suite les actes passés par ce dernier ne sauraient avoir pour résultat d'entraîner la déchéance du bénéfice d'inventaire.

On a vu plus haut que la jurisprudence de certains ressorts avait étendu la mesure du séquestre au patrimoine entier d'un débiteur en déconfiture et nous avons tenté de justifier cette pratique. Quels seront, en ce cas les pouvoirs de l'administrateur séquestre? La jurisprudence part de cette idée que le séquestre administre dans l'intérêt collectif des créanciers, aux lieux et place du débiteur, et comme l'intérêt des

(1) Paris, 28 mars 1882 : *Gaz. Pal.*, 1882-83, 1, 83; S., 83, 2, 136.

(2) Lyon, 24 décembre 1862 : Rec. Lyon, 1863, p. 67.

(3) Cass., 19 mars 1867 : S., 67, 1, 220. — Aix, 6 mai 1887 : *Bull. Jud.* d'Aix, 1888, p. 68.

créanciers est en somme d'arriver à une réalisation du gage commun et à une répartition du prix en provenant, le séquestre doit d'administrateur devenir liquidateur. Aussi donne-t-elle à ces séquestres le pouvoir de réaliser l'actif, en toucher le prix et le répartir ensuite entre les créanciers suivant leurs droits. La doctrine s'est toujours refusée à admettre cette façon de voir. On dit que c'est méconnaître complètement la nature du séquestre que de le faire fonctionner comme un liquidateur : le tiers nommé séquestre est un dépositaire, sa mission est de conserver la chose qui lui est confiée, et s'il l'administre, c'est pour la conserver non pour la réaliser.

La Cour de cassation, elle aussi, n'a jamais admis cette extension des pouvoirs du séquestre. « Attendu, dit un arrêt du 17 janvier 1855 (D., 55, 1, 11 ; S., 55, 1, 97) que le séquestre judiciaire a pour unique but la conservation soit d'une chose litigieuse, soit d'une chose affectée à la garantie des obligations du débiteur; que le séquestre peut bien autoriser le tiers qui en est chargé à faire tous les actes d'administration nécessaires à la conservation de la chose mise sous séquestre, mais que cette mesure ne saurait empêcher le créancier d'exercer, même sur cette chose, son droit de poursuite dans les formes tracées par la loi. » La Cour a confirmé cette jurisprudence par deux arrêts postérieurs, l'un du 14 novembre 1883 (S., 85, 1, 423), l'autre du 13 novembre 1889 (S., 90, 1, 8 ; D., 90, 1, 34). Ce dernier décide que l'article 1961 du Code civil n'autorise les Tribunaux ni à étendre la mise sous séquestre au patrimoine entier d'un particulier, ni à donner au tiers

séquestre d'autres pouvoirs que ceux qui sont nécessaires pour la conservation de la chose séquestrée; qu'ainsi les Tribunaux ne peuvent nommer un séquestre à l'effet d'administrer tous les biens d'un débiteur, en conférant à ce séquestre le pouvoir de toucher les sommes dues au débiteur, d'exercer toutes poursuites au nom de celui-ci et de procéder à toutes distributions amiables entre les créanciers.

Cet arrêt semble bien être la condamnation sans merci de la pratique de certains de nos Tribunaux. Influencées par ces décisions de la Cour suprême, plusieurs Cours d'appel ont suivi cette doctrine et déclaré que le juge ne pouvait prescrire ou admettre pour la gestion de l'administrateur séquestre des pouvoirs autres que ceux qui lui sont donnés par la loi pour la conservation de la chose séquestrée (1). En particulier les Tribunaux ne pourraient pas confier au séquestre la mission de vendre les biens séquestrés (2).

Malgré ces condamnations, la pratique dont nous nous occupons n'en a pas moins persisté dans les grands Tribunaux. C'est que, outre qu'elle a une utilité incontestable que nous avons examinée plus haut, nous croyons qu'elle n'est pas si injustifiable qu'il semble au premier abord. Le grand argument de la Cour suprême et de la doctrine est que le séquestre est un

(1) Caen, 23 juillet 1878 : S., 79, 2, 15; Rec. Caen, t. 42, p. 244. — Poitiers, 20 juillet 1892 : *Gaz. Trib.*, 20 août 1892. — Trib. civ. Orthez, 19 mars 1891 : *Loi*, 26 juin 1891. — Alger, 6 janvier 1892. *Rev. Alger*, 1892, p. 105.

(2) Trib. civ. Liège, 1^{er} août 1874; *Pasic. belg.*, 1875, 3, 32.

dépositaire, qu'il a charge de conserver et de rendre ; qu'en faisant de lui un liquidateur on altère la nature et le caractère du séquestre.

Mais on oublie qu'il est aussi le mandataire des créanciers et même du débiteur, surtout dans les Tribunaux où l'on ne nomme de séquestre que du consentement du débiteur, par exemple à Lyon. Et comme les créanciers ont incontestablement le droit de faire vendre les biens de leur débiteur pour se payer sur le prix, nous ne voyons pas pourquoi on leur refuserait d'exercer ce droit par l'intermédiaire d'un mandataire. On pourrait objecter encore que cette vente se faisant à l'amiable et en dehors des formalités que la loi impose pour les diverses saisies, offrira pour le débiteur moins de garanties. Mais nous ne pensons pas qu'on puisse sérieusement soutenir que toutes les formalités dont le Code de procédure civile a hérissé la réalisation des biens du débiteur aient pour but de sauvegarder les intérêts de celui-ci. Leur résultat le plus clair est une augmentation notable de frais qui en définitive retombent sur le débiteur. Du reste les fonctions de séquestre ne sont pas confiées au premier venu, mais à des hommes revêtus de la confiance des Tribunaux qui les nomment, le plus souvent des officiers ministériels et comme tels assermentés.

D'ailleurs, si comme cela se pratique souvent, le débiteur consent à cette nomination de séquestre, l'objection perd tout fondement.

Enfin le droit pour l'administrateur séquestre de répartir entre les divers intéressés les sommes provenant soit de ces ventes soit d'autres sources, droit

que l'unanimité de la doctrine se refuse à admettre, nous paraît trouver sa justification dans l'article 656 du Code de procédure civile. Lorsque le prix des meubles vendus ou les sommes saisies-arrêtées ne suffisent pas pour payer intégralement les créanciers, ce texte leur donne un mois pour convenir avec le saisi d'une distribution par contribution dont les bases seront réglées d'un commun accord. Les parties tirent de ce délai le meilleur parti possible; majeures et maîtresses de leurs droits, elles règlent librement la répartition des deniers, conformément à l'art. 1134 du Code civil, aux termes duquel les conventions font la loi des parties, et sous la réserve de ne contrevenir ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs; si les parties sont incapables ou si elles agissent au nom d'autrui, elles se munissent des autorisations qui peuvent leur être nécessaires pour acquiescer à des demandes mobilières ou pour transiger sur des droits litigieux.

Il faut leur consentement unanime pour que la contribution soit amiablement réglée; en ce cas, il est passé acte de leurs conventions, cet acte est communiqué au dépositaire des deniers qui paie valablement sur leurs quittances les créanciers utilement colloqués, et ceux qui ne se sont pas encore présentés perdent tout droit aux sommes ainsi distribuées. Dans tous les cas on ne peut requérir la distribution par contribution judiciaire avant le délai d'un mois prescrit par l'article 656 du Code de procédure civile (1).

(1) Garsonnet : *Voies d'exécution*, n^{os} 459, 460.

Mais dans la pratique cette tentative de règlement amiable aboutit rarement, car les créanciers sont abandonnés à leur propre initiative; il n'y a pas, comme cela se passait déjà pour l'ordre amiable avant la loi du 21 mai 1858, de magistrat directeur devant lequel les parties soient obligées de comparaître pour tenter la conciliation (1). Aussi la contribution amiable est-elle peu pratiquée; les créanciers se contentent de laisser écouler le délai d'un mois, sans agir, puis ils requièrent la distribution par contribution judiciaire.

Mais les créanciers n'auraient-ils pas le droit de choisir un mandataire, doué des connaissances nécessaires, qui, en s'aidant des observations et des renseignements que chacun d'eux pourra lui fournir, dressera à leur place l'état de répartition des sommes réalisées, et qui, d'autant plus clairvoyant qu'il sera désintéressé dans la question arrivera à concilier le mieux possible les intérêts de chacun. Eux-mêmes ensuite n'auront qu'à apporter à ce projet leur ratification unanime pour faire de cet acte la loi de leur accord. Eh bien! l'administrateur séquestre ne fait pas autre chose; il dresse un projet de répartition, invite les intéressés à venir en prendre communication et y faire telles observations qu'ils jugeront convenable, écoute les prétentions de chacun des créanciers, essaie de les ramener à de plus justes propor-

(1) Un projet de loi du 7 novembre 1878, adopté par le Sénat et soumis à la Chambre, étend à la procédure de contribution amiable les règles admises en matière d'ordre. Ce projet n'a pas encore abouti.

tions, concilie en un mot tous ces intérêts opposés et lorsqu'il ne se produit plus de réclamation, comme il est à présumer que ledit projet est approuvé de tous, il dresse l'état définitif de répartition, qui est en somme sinon dressé du moins consenti par tous les créanciers.

D'ailleurs, de même que nous ne refusons pas à tout créancier d'exercer son droit de poursuite individuelle, de même nous reconnaissons parfaitement à un créancier le droit de réclamer l'ouverture de la contribution judiciaire. C'est ce qui est d'ailleurs formellement reconnu au Tribunal de Lyon, où les ordonnances de référé nommant un séquestre portent toutes : « Nommons M^e..... séquestre..... pour ensuite remettre la ou les sommes à qui de droit, soit par voie de répartition amiable, soit, *s'il y a lieu, par voie de distribution judiciaire.* »

La mesure du séquestre présente ainsi un caractère à la fois amiable et provisoire. Le droit pour l'administrateur séquestre de répartir les sommes par lui réalisées entre les divers intéressés n'est ainsi qu'une application un peu détournée de l'article 656 du Code de procédure civile, et une forme nouvelle et plus pratique de la contribution amiable, qui sans cela serait restée lettre morte et n'aurait jamais eu grande application.

Bien plus, nous dirons que la répartition opérée par les soins d'un administrateur séquestre offre pour les créanciers eux-mêmes de plus grandes garanties. En effet, le règlement amiable prescrit par l'article 656 du Code de procédure civile peut présenter certains dangers assez graves : quelques créanciers chirogra-

phaïres peuvent ignorer qu'il y a lieu d'y procéder et ceux qui en sont prévenus peuvent frauduleusement, pour augmenter leur dividende, ne pas prévenir les autres et faire un accord clandestin. Et il sera bien difficile en pratique de rapporter la preuve de cette fraude. Au contraire, à Lyon notamment, le règlement spécial de la Chambre des avoués relatif aux séquestres prescrit que la répartition des deniers doit toujours être précédée d'une ou de deux insertions, suivant le chiffre des sommes séquestrées, faites de quinzaine en quinzaine dans deux journaux de Lyon et que la distribution ne pourra avoir lieu que quinzaine après la dernière publication. Comme on le voit, les créanciers n'auront plus à craindre que les biens de leur débiteur ne soient vendus à leur insu, et le prix partagé subrepticement par distribution amiable entre quelques créanciers plus diligents, ou plutôt plus retors.

Ces insertions dans les journaux avertissent les créanciers d'avoir à se présenter dans un certain délai, qui est ordinairement de dix ou quinze jours, sous peine de forclusion. On a dit que cette menace de forclusion est évidemment comminatoire et ne saurait avoir d'effet en dehors d'un texte de loi. Cependant le Tribunal de Lyon a décidé par jugement du 15 novembre 1873 (1), que le créancier qui, suivant les usages admis dans cette matière a été averti par publications dans les journaux du travail préparatoire pour la distribu-

(1). Cité par M. Garraud, *De la Déconfiture*, chap. VI.

tion des deniers par un séquestre judiciaire n'est plus recevable à y former opposition et à se prétendre privilégié, alors qu'il a laissé passer les délais d'usage et achever la distribution des deniers. Dans le même sens un autre jugement de ce même Tribunal du 24 décembre 1873 (*Monit. jud.* Lyon, 26 février 1874) a jugé que la réclamation faite par un créancier, postérieurement à une répartition de deniers par un séquestre, après que les créanciers avaient été appelés, suivant les formes ordinairement suivies par le Tribunal, à prendre communication du travail de répartition préparé par le séquestre, doit être rejetée comme tardive, sauf au créancier à faire valoir ses droits sur le reliquat de l'actif, s'il en existe un.

Nous pensons que ces décisions, quoi qu'on en ait dit, peuvent se justifier, si l'on admet comme nous que le droit de répartir l'actif entre les créanciers résulte pour l'administrateur séquestre de l'article 656 du Code de procédure civile. En effet, les créanciers qui ne se présentent pas dans une contribution amiable perdent tout droit aux sommes distribuées suivant le règlement intervenu : ils ne peuvent ni demander une nouvelle distribution, ni exiger que les créanciers désintéressés rapportent les sommes qu'ils ont touchées : les deniers, en effet, ne sont plus dans le patrimoine du débiteur saisi, mais sont désormais la propriété des créanciers désintéressés. Or, nous avons montré que le droit pour le séquestre de répartir actif entre les créanciers n'est qu'une forme de la contribution amiable.

Quelque étendus que soient les pouvoirs que la juris-

prudence attribuée à l'administrateur séquestre, ils ne pourraient aller jusqu'à lui donner tous les droits d'un syndic de faillite. La nomination d'un séquestre judiciaire, mesure essentiellement spéciale et provisoire, ne saurait avoir pour effet de modifier, comme en matière de faillite, la capacité civile de la personne dont les biens sont séquestrés, elle peut donc s'engager, par contrat ou autrement, et ses engagements sont valables sur tous ses biens, meubles et immeubles présents et à venir (Cass., Belgique, 6 octobre 1892 : S., 93, 4, 19). C'est ce que Loysel exprimait ainsi : « Séquestre garde, et la main de justice ne dessaisit et ne préjudicie à personne. » (Livre V, titre IV, n° 769.)

Ainsi, l'individu pourvu d'un séquestre peut, notamment, donner un mandat, et ce mandat l'oblige à rembourser les frais et les avances du mandataire. De même, le mandataire reste comptable envers la personne dont les biens sont séquestrés, et ne le devient pas envers le séquestre, et la compensation légale est valablement admise entre sa créance et sa dette (Cass., Belgique, 6 oct. 1892, précité).

D'autre part, le Tribunal civil de Lyon, dans un jugement du 15 mars 1889 (*Monit. jud.*, 12 juin 1889), a décidé qu'un séquestre n'est pas le représentant de la personne pour laquelle il doit recevoir certaines valeurs et en faire la distribution aux ayant droit; que, dès lors, les instances des créanciers doivent être dirigées non contre le séquestre, mais contre leur débiteur lui-même.

Comme tout administrateur de la chose d'autrui, le séquestre est responsable des fautes qu'il pourrait

commettre dans sa gestion. Cette responsabilité sera plus ou moins étendue, suivant les circonstances dans lesquelles il a été nommé et les conditions de son administration.

Si, comme il arrivera le plus souvent, le séquestre est salarié, il doit apporter à son administration les soins d'un bon père de famille, il répondra de sa faute légère *in abstracto*. Il commettra, notamment, une faute dont il devra être déclaré responsable, s'il conduit les opérations de la succession avec une lenteur inexplicable, alors que les créances composant l'actif étaient connues et d'un recouvrement facile, et que le passif était également connu (1).

Il a été jugé par le Tribunal civil de Lyon (20 juin 1884 : *Gaz. Pal.*, 84, 2, 298) que la disposition du décret du 18 août 1791, aux termes duquel les séquestres ne doivent remettre aux ayant droit les sommes séquestrées, qu'en justifiant du paiement des impositions mobilières dues par les personnes du chef desquelles lesdites sommes sont provenues est toujours en vigueur, et qu'en conséquence, le séquestre qui s'est dessaisi des fonds entre les mains de qui de droit, sans s'être assuré préalablement que les impositions mobilières avaient été acquittées, est personnellement responsable envers le Trésor public de leur non-paiement.

Suivant l'article 135 du Code de procédure civile, l'exécution provisoire peut être ordonnée avec ou sans

(1) Paris, 9 mars 1893 : *Gaz. Pal.*, 1893, 1, 2^e partie, p. 70.

caution, lorsqu'il s'agit de séquestres, commissaires et gardiens (1). Mais cette disposition ne signifie point que toute décision relative à un séquestre puisse être rendue exécutoire par provision. Tant qu'il ne s'agit que de la nomination ou de la révocation de l'administrateur séquestre ou de toute autre mesure conservatoire, l'article 135 est évidemment applicable. Mais il a été jugé que l'administrateur séquestre qui paie, en vertu d'un jugement de première instance, exécutoire par provision et nonobstant appel, peut être tenu de payer une seconde fois, si le jugement est réformé sur l'appel. Il ne s'agit plus ici d'une mesure conservatoire ou n'emportant aucun grief irréparable, mais au contraire d'un acte qui peut enlever au véritable créancier son gage et ses sûretés. L'exécution du jugement est soumise, en pareil cas, aux prescriptions de l'article 548 du Code de procédure civile, c'est-à-dire que l'administrateur séquestre ne peut vider ses mains qu'en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée (2).

Il y a, toutefois, des limites à la responsabilité du séquestre. Il a été jugé que l'inscription en séparation de patrimoines, prise par le séquestre nommé à une succession en déconfiture, en son nom personnel, et non au profit de la masse des créanciers, en usant des droits conférés par l'article 1166 du Code civil, est nulle en la forme, comme excédant ses pouvoirs ; mais

(1) En ce sens, Toulouse, 28 oct. 1892 : *Loi*, 11 janv. 1893.

(2) Cass., 25 mai 1841 : *S.*, 41, 1, 497.

que, toutefois, le séquestre qui a pu, en pareil cas, se tromper de bonne foi sur l'étendue de ses pouvoirs, ne saurait encourir une condamnation à des dommages-intérêts (1).

D'autre part, ce qui sera rare en pratique, si le séquestre ne reçoit aucun salaire, qu'il n'ait accepté sa mission que pour rendre un service d'ami, sa responsabilité doit être appréciée moins sévèrement, et il ne répondra alors que de sa faute lourde. C'est ce qu'exprime un jugement du Tribunal civil de Saint-Lô, du 12 février 1886 (*Droit*, 4 mars 1886; *Pand. franç.*, 87, 2, 138): « Le séquestre judiciaire non salarié n'est tenu que de sa faute lourde. Ne constitue pas une faute lourde, le fait par le séquestre d'avoir déposé ou fait déposer dans un tiroir fermant à clef les sommes par lui touchées en cette qualité, alors surtout que le règlement de l'affaire était proche. Si la somme ainsi déposée en l'étude d'un avoué a été volée la nuit avec escalade et effraction, le séquestre judiciaire n'en est point responsable. »

Ce même jugement décide aussi que « si l'art. 657 du Code de proc. civ. impose à une certaine classe de dépositaires judiciaires l'obligation de consigner les deniers reçus par eux, aucune loi n'a étendu cette prescription aux séquestres, de sorte qu'elle reste pour eux une indication de ce qu'il y a de mieux à faire et ne saurait être une obligation stricte et légale imposée sous peine de faute grave ». Il avait été jugé en sens contraire que

(1) Trib. civ. Lyon, 1^{er} juillet 1893 : *Loi*, 14 déc. 1893.

les sommes qu'un individu (dans l'espèce un notaire) est chargé en qualité de séquestre, de recouvrer pour une succession litigieuse doivent à mesure des recouvrements être déposées à la Caisse des consignations, et qu'il ne peut être ordonné qu'elles resteront entre ses mains (Montpellier, 19 juin 1827 : D., Rep., V^o Séquestre, n^o 242).

Ce dernier arrêt nous semble avoir mieux jugé ; il existe en effet, quoi qu'en dise le jugement de Saint-Lô, une disposition légale établissant pour les séquestres cette prescription de déposer les fonds qu'ils touchent en cette qualité, à la Caisse des dépôts et consignations, c'est l'ordonnance du 3 juillet 1816 sur les attributions de la Caisse des dépôts et consignations. L'article 2, n^o 5, de cette ordonnance prescrit aux personnes chargées des séquestres de déposer les capitaux par eux reçus, en cas de prétentions opposées. C'est du reste ce qu'ont proclamé plusieurs décisions judiciaires (1).

A Lyon le règlement de la Chambre des avoués prescrit aux séquestres de consigner dans la huitaine, en personne et conjointement avec le préposé au secrétariat, toutes les sommes encaissées lorsqu'elles dépasseront 2,000 francs. Les valeurs industrielles doivent être déposées à la Banque de France ou dans un établissement de crédit.

Si l'administrateur séquestre n'effectue pas le dépôt à la Caisse des consignations des sommes par lui

(1) Chambéry, 15 juillet 1890 : Rec. Grenoble, 1891, 2, 67. — Rouen, 17 février 1894 : Rec., Rouen, 1894, 1, 278.

reçues et s'il les emploie pour son usage particulier, à quel taux devra-t-il tenir compte de l'intérêt de ces sommes? Nous croyons qu'il ne devra cet intérêt qu'au taux servi par la Caisse des consignations, car c'est là la mesure exacte du préjudice que sa faute a causé aux personnes auxquelles doivent être remis les capitaux par lui reçus (1). Le Tribunal de commerce de Marseille a si bien considéré que c'est l'intérêt produit par les sommes d'argent déposées à la Caisse des dépôts et consignations qui doit être pris pour base d'appréciation qu'il a décidé que le séquestre judiciaire qui a profité des sommes laissées dans ses mains n'en doit l'intérêt que jusqu'à concurrence du profit qu'il a retiré et dans les limites du taux légal, spécialement qu'un intérêt de 4 0/0 peut par appréciation des circonstances être considéré comme suffisant, alors surtout que ce taux est supérieur à celui payé durant l'époque où le séquestre est resté détenteur, par les banques de dépôt (Trib. com. Marseille, 17 mai 1867 : D, 67, 3, 79).

L'administrateur séquestre a droit à un salaire, comme toute personne chargée d'une mission de justice. Aucun taux n'est légalement fixé à cet égard et l'on ne saurait appliquer par analogie les articles 34 à 45 du tarif du 16 février 1807. Ses honoraires sont fixés par justice (2). Le séquestre n'a droit qu'à un salaire, sans qu'on puisse lui attribuer une part dans les

(1) Ainsi jugé par l'arrêt de Chambéry du 15 juillet 1890, précité.

(2) Chambéry, 15 juillet 1890, précité.

bénéfices ou les pertes de l'administration qui lui est confiée (1) Ce serait, en effet, altérer complètement le caractère du séquestre, et de mandataire salarié, en faire un coassocié.

A Lyon, il est admis par l'usage que les séquestres reçoivent comme salaire 5 0/0 sur les sommes par eux recouvrées. Mais cet usage n'a, au demeurant, rien de bien certain. C'est ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de Lyon, du 7 mai 1890 (*Gaz. Pal.*, 1890, 2, 201) confirmant un jugement du Tribunal civil de Lyon du 15 mars 1899 (*Mon. jud.*, 13 mai 1889). « Il n'existe, déclare-t-il, aucun usage pour le règlement des honoraires de séquestre et fixant notamment le montant de ces honoraires à 5 0/0 des sommes séquestrées. Un tel usage, s'il existait, n'aurait aucune force légale. Le séquestre administrateur n'étant qu'un mandataire salarié, sa rémunération doit être appréciée et fixée par les Tribunaux suivant l'importance des sommes dont il a eu le maniement, les difficultés qu'il a rencontrées dans l'exécution de sa mission, et les responsabilités auxquelles il a été exposé (2).

Les frais et déboursés faits par le séquestre sont privilégiés comme frais de justice. C'est ce que décide un arrêt de la Cour de cassation du 26 juin 1878 (D., 78, 1, 343 ; S., 78, 1, 460) : les sommes dues à l'administrateur séquestre nommé par justice à la requête des créanciers pour administrer jusqu'à la

(1) Caen, 23 juillet 1878 : S., 79, 2, 15. — Rec., Caen, t. XLII, p. 24).

(2) Dans le même sens, Bordeaux, 2 décembre 1897 : *Rec. pr. civ.*, 1898, p. 432.

réalisation du gage commun, un immeuble aux frais d'exploitation duquel son propriétaire ne pouvait faire face, sont garanties par privilège des frais de justice, lorsqu'il est établi qu'elles ont été dépensées pour l'entretien et la conservation du gage commun.

Bien plus la créance des fournisseurs ou ouvriers employés par le séquestre devra être privilégiée en vertu de l'article 2102, 1^o, du Code civil comme frais de justice. C'est ce qu'explique très bien un jugement du Tribunal de Saint-Denis (île de la Réunion) : « Attendu que toutes les avances faites, toutes les denrées fournies à un séquestre judiciaire pour les besoins de son administration emportent comme garantie de leur remboursement un privilège qui frappe la généralité des biens séquestrés ; que toutes les dépenses faites par cet administrateur pour l'accomplissement de sa mission, étant exposées pour conserver et utiliser le gage commun, il est clair que les créanciers hypothécaires au autres, dont le séquestre a fait l'affaire, sont légalement et équitablement tenus de subir la priorité des bailleurs de fonds et fournisseurs qui ont fait confiance à leur mandataire, le séquestre judiciaire ; que ce droit de priorité pour les créanciers du séquestre rentre évidemment dans les conditions du privilège édicté par l'article 2102, § 1, du Code civil, en faveur des frais de justice. » (Sous cass. 29 juin 1875 : S., 75, 1, 397 ; D., 75, 1, 471.)

La jurisprudence est d'ailleurs fixée en ce sens (1).

(1) Cass., 29 juin 1875, précité. — Cass., 18 mai 1882 : S. 82, 1, 57. — Cass., 30 mars 1886. *Pand. franç.*, 87, 1, 256.

Par qui les frais et honoraires de l'administrateur séquestre devront-ils être taxés? Un arrêt d'Angers, du 12 février 1868, a posé en principe que lorsque le séquestre a été nommé au cours d'un litige, c'est au juge qui connaît du litige à taxer les frais et honoraires plutôt qu'au juge qui a ordonné le séquestre. La mesure du séquestre en effet est un incident du procès qui se déroule devant le Tribunal saisi de la connaissance de ce procès, et un membre de ce Tribunal est plus apte qu'aucun autre à apprécier ce qui peut être légitimement dû au séquestre désigné (1).

S'il n'y a pas de litige principal, la taxe devra être faite par le juge qui a ordonné le séquestre.

A Lyon, les états de frais des séquestres sont taxés par un membre de la Chambre des avoués, désigné par elle à cet effet, ou si on le requiert, par le président du Tribunal ou tout autre magistrat compétent.

L'administrateur séquestre doit, comme tout administrateur, rendre compte de la gestion qui lui a été confiée, des capitaux qu'il a reçus, des dépenses qu'il a faites, en un mot il doit présenter comme le ferait un mandataire ordinaire, l'état complet de ses recettes et de ses dépenses (2).

Tels sont les pouvoirs conférés et les obligations imposées aux administrateurs séquestres par la jurisprudence. Du reste, pour donner une idée précise de

(1) Angers, 12 février 1868, sous Cass., 22 août 1871 : S., 71, 1, 228.

(2) Lyon, 23 juin 1831 : D., *Rép.*, V^o Vente, n^o 1377. — Paris, 9 mars 1893 : *Gaz. Pal.*, 1893, 1, 2^e p., p. 70.

la nature et du fonctionnement de ces séquestres, tels qu'ils sont compris et appliqués par la pratique et par la jurisprudence des Tribunaux des grandes villes, nous ne saurions mieux faire que de reproduire ici le dernier règlement sur cette matière de la Chambre des avoués de Lyon.

Voici ce règlement daté du 15 juin 1892, qui n'est que la reproduction, avec les quelques modifications rendues nécessaires par le grand développement et l'utilité incontestable de cette pratique, de règlements antérieurs édictés sur la même matière (1).

ARTICLE PREMIER

Tout avoué chargé d'un séquestre devra en faire la déclaration au secrétariat de la Chambre, dans les dix jours à dater de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt qui lui aura confié cette mission.

ARTICLE II

Cette déclaration sera consignée sur un registre spécial et signée par l'avoué déclarant; elle indiquera les nom, profession et demeure du débiteur séquestré,

(1) Voir règlements du 6 février 1875 et du 29 juin 1878.

ainsi que la nature des biens et valeurs mis sous séquestre.

ARTICLE III

Avant de demander qu'un débiteur soit mis sous séquestre, chaque avoué sera tenu de consulter le registre prescrit par l'article 1^{er} ci-dessus, et de s'assurer ainsi qu'aucune décision antérieure n'a été rendue dans le même but, et il devra l'énoncer dans la requête présentée ou dans le placet d'audience.

ARTICLE IV

Dans toute décision judiciaire nommant un avoué séquestre, il sera inséré la disposition suivante :

« Disons que toutes sommes ou valeurs ne pourront être touchées ou retirées que sur récépissé donné collectivement par le séquestre et par le caissier de la Chambre, et que dans les vingt-quatre heures, les sommes seront déposées au nom de la Chambre à la Caisse des consignations, d'où elles ne seront retirées que sur mandats signés par l'avoué séquestre et par l'avoué président de la Chambre ;

« Que toutes les valeurs industrielles seront déposées, au nom de la Chambre, ou à la Banque de France ou dans un établissement de crédit, d'où elles ne pourront

être retirées que sur récépissé donné par l'avoué séquestre et par l'avoué président. »

L'avoué séquestre sera tenu de consigner dans la huitaine, en personne et conjointement avec le préposé au secrétariat, toutes les sommes encaissées lorsqu'elles dépasseront deux mille francs ;

Les récépissés de la Trésorerie seront délivrés en double ; l'un restera au séquestre, l'autre au secrétariat de la Chambre.

Les dépôts de titres devront être faits à la Banque de France et l'avoué séquestre devra remettre le certificat de dépôt au trésorier qui lui en délivrera reçu.

Un compte courant sera ouvert à la Chambre à chaque séquestre ; ce compte mentionnera tous les mouvements du séquestre, en indiquant en toutes lettres les sommes reçues, leur date, les nom et adresse du débiteur, la date des versements ou des dépôts et le numéro du récépissé de la Caisse des consignations ou du dépositaire des valeurs.

Par exception, et dans le cas où les sommes ou valeurs recouvrées sont en état d'être immédiatement remises ou distribuées aux ayants droit, la Chambre, sous sa responsabilité et par une délibération motivée, peut dispenser le séquestre de la consignation, à charge par lui d'effectuer la distribution sur-le-champ.

ARTICLE V

Toute production pour frais ou honoraires dus à des avoués, notaires, huissiers ou autres officiers ministé-

riels, aux experts, gardiens et mandataires légaux devra être accompagnée d'une justification de la taxe faite par le magistrat compétent; il en sera de même pour les productions au nom des créanciers ayant à répéter le remboursement de frais ou honoraires payés par eux à ces officiers ministériels, aux experts, gardiens ou mandataires légaux.

ARTICLE VI

La répartition devra être effectuée dans le délai imparti par la décision judiciaire nommant le séquestre, et en tous cas dans le mois, à partir du jour où les valeurs séquestrées auront toutes été réalisées. Mais elle sera toujours précédée de deux insertions, faites de quinzaine en quinzaine, dans deux journaux de Lyon (le *Salut public* et le *Moniteur Judiciaire*), pour les séquestres au-dessus de 5.000 francs, et d'une seule publication dans les mêmes journaux pour les séquestres au-dessous de 5.000 francs. La distribution ne pourra avoir lieu que quinzaine après la dernière publication, quand il y en aura eu deux, ou quinzaine après la publication, quand il n'y aura eu qu'une seule, suivant les distinctions ci-dessus.

Si une partie seulement desdites valeurs a pu être réalisée, et si l'encaissement du surplus doit éprouver des retards, il sera procédé à la répartition des sommes recouvrées et le surplus sera distribué dès que la réalisation aura pu en être opérée.

ARTICLE VII

Avant de procéder à une répartition partielle ou définitive, le séquestre devra déposer au secrétariat de la Chambre son projet de répartition, avec les pièces à l'appui et les notes de frais privilégiés revenant à lui ou à ses confrères.

Il devra à ce moment remettre à la Chambre la part d'honoraires lui revenant conformément à l'art. XI.

La Chambre examinera ce projet et veillera notamment :

1° A ce qu'aucune note de frais d'avoué, de notaire, d'huissier, d'expert, etc., ne soit admise sans que le magistrat compétent n'en ait fait la taxe ;

2° A ce qu'aucune créance ne soit admise en privilège sans que le titre sur lequel elle repose n'ait été contrôlé par elle et revêtu de son visa ;

3° A ce qu'aucune créance non fondée en titre, telle que les frais de dernière maladie, les gages ou salaires, les loyers sans baux, etc., ne soit admise en privilège sans que le droit du créancier et le chiffre réclamé n'aient été vérifiés et approuvés par elle.

Après ces vérifications, les notes de frais privilégiés revenant au séquestre ou à ses confrères seront taxées par la Chambre des avoués, et si on le requiert, par M. le Président du Tribunal ou tout autre magistrat compétent ; remise sera faite au séquestre de son projet, de ces taxes et du compte courant des sommes

déposées à la Chambre, il arrêta ses calculs, et remittra au secrétariat un double de son travail définitif de répartition avec des mandats signés de lui, dont un pour ses frais et honoraires taxés, mandats représentant toutes les sommes à payer.

Ces mandats seront revêtus du sceau de la Chambre, signés par l'avoué président; le double du travail définitif sera revêtu du sceau de la Chambre, le projet et les mandats seront remis au séquestre, qui paiera ainsi chaque créancier contre son double émargement.

ARTICLE VIII

Trois mois après la délivrance de ces mandats, le séquestre devra déclarer ceux qui n'auraient pas été retirés de ses mains, malgré une lettre d'avis adressée aux créanciers.

Il remettra alors au secrétariat les mandats non retirés ou les dividendes non touchés avec le double de son état déjà visé et émargé par les créanciers.

Il devra remettre en même temps au trésorier un état en double indiquant le nom du séquestre, les noms des créanciers non payés et le montant de leurs dividendes. Le double restant au séquestre sera visé par le trésorier.

Le secrétaire balancera sur ses livres le compte du séquestre, en relatant vis-à-vis le nom de chaque créan-

cier, les paiements effectués ou ceux non réalisés, et la réception des mandats non retirés par eux.

Le montant de ces mandats sera encaissé par la Chambre, sauf à elle à faire face aux justes réclamations, quand elles se produiront, ou versé par elle à la Caisse des des dépôts et consignations.

ARTICLE IX

La Chambre pourra déléguer un ou plusieurs de ses membres pour vérifier et surveiller les opérations de caisse, ainsi que les projets de répartition et taxer les états de frais.

ARTICLE X

Chaque avoué sera tenu de présenter, tous les six mois, soit à la Chambre, soit à M. le Président du Tribunal, un tableau général de tous les séquestres dont il restait chargé au commencement du semestre et de tous ceux qui lui ont été confiés depuis lors ; ce tableau indiquera la situation de chacun d'eux.

Tous les mois, la Chambre adressera à M. le Président du Tribunal :

1^o Un relevé de tous les séquestres qui n'auraient pas été terminés dans le délai fixé par le jugement ou par l'ordonnance de nomination ;

2° Un rapport spécial à chaque séquestre sur les causes du retard et sur la convenance de proroger les pouvoirs de l'avoué.

ARTICLE XI

Pour faire face aux frais nouveaux que doit entraîner cette organisation, il sera prélevé au profit de la Chambre, lors de la délivrance des mandats, un vingtième sur les honoraires de chaque séquestre.

ARTICLE XII

Pour assurer l'exécution du présent règlement, la Chambre prendra toutes les mesures d'ordre intérieur qu'elle jugera nécessaires, sans préjudice des peines disciplinaires.

ARTICLE XIII

Les dispositions du présent règlement s'appliqueront aux administrations provisoires.

Elles recevront leur exécution à compter du 15 juillet 1892.

CHAPITRE IV

Procédure en matière de Séquestre

Du caractère provisoire et conservatoire de la mesure du séquestre résulte pour le juge des référés le droit de nommer l'administrateur séquestre, toutes les fois que la loi permet de recourir à cette procédure spéciale.

L'article 806 du Code de procédure civile, au titre des référés, s'exprime ainsi : « Dans tous les cas d'urgence, il sera procédé ainsi qu'il va être réglé ci-après. » Il importe de bien distinguer l'urgence de la célérité. En cas de célérité, le président peut autoriser une assignation à bref délai, mais cette assignation est donnée devant le Tribunal, seul appelé à en juger au principal. Les cas d'urgence au contraire sont en général ceux où il y aurait danger, et parfois préjudice irréparable pour les parties ou l'une d'elles à attendre une décision au principal de la part du Tribunal, même après citation à bref délai. « Quand il y a urgence, les formalités ordinaires de justice, au lieu

de garantir les droits des citoyens, laisseraient ces droits dans un péril qui pourrait avoir de désastreuses conséquences. Il faut en ce cas s'affranchir complètement des lenteurs habituelles de la procédure; une assignation à bref délai serait un palliatif tout à fait inefficace : la citation à bref délai rapproche le jour de l'audience, mais c'est tout ce qu'elle change à la lenteur des formes, au nombre des incidents, à la longueur des plaidoiries, qui reculent le moment où un jugement définitif peut être prononcé. La justice serait donc entravée, dans les cas d'urgence, si elle n'était pas confiée à un seul magistrat, qui décide provisoirement, il est vrai, mais sans les formalités ordinaires, sans aucun retard, et de manière à sauvegarder autant que possible les droits des parties (1). »

Or il est souvent urgent de nommer un séquestre, pour éviter que le débiteur ne dissipe son actif, et comme l'article 806 du Code de procédure civile n'exige que cette condition pour attribuer compétence au juge des référés, on doit décider que, du moment où ce magistrat constate l'urgence d'ordonner le séquestre, il désigne valablement l'administrateur auquel il sera confié. La forme même dans laquelle est rédigé l'article 806 implique pour le juge des référés un pouvoir discrétionnaire pour fixer les limites de sa propre compétence, et il peut user de ce pouvoir en matière de séquestre comme en toute autre matière. Ce droit pour le président du Tribunal statuant en

(1) Darnaud, *la Jurid. des référés*, p. 17.

référé de nommer un séquestre n'est plus contesté aujourd'hui en jurisprudence (1).

A ces nombreuses décisions nous pouvons ajouter un arrêt de la Cour de cassation, aux termes duquel, lorsqu'une ordonnance de référé nommant un séquestre a été annulée pour vice de forme, le propriétaire des objets séquestrés n'en est pas moins tenu vis à vis du séquestre de toutes les obligations qui peuvent résulter de ce contrat (Cass. req., 12 avril 1869 : D., 69, 1, 424). C'est bien là, résoudre la question de la façon la plus catégorique. En effet, si le séquestre judiciaire établi en référé produit ses effets alors même que l'ordonnance est nulle pour vice de forme, lorsque la mesure prise par lui s'imposait à cause de la résistance de l'une des parties, il les produira à plus forte raison lorsque l'ordonnance du président sera régulière en la forme et justifiée au fond.

D'ailleurs l'ordonnance de référé qui nomme un séquestre n'est qu'une simple mesure d'ordre qui ne préjuge rien et laisse intacts les droits que les parties auront à débattre en temps opportun (2).

(1) Paris, 23 janvier 1866 : S., 66, 2, 41 ; D., 66, 2, 28. — Nancy, 26 février 1876 sous Cass., 10 juillet 1876 : S., 76, 4, 405 ; D., 76, 4, 313. — Caen, 23 juillet 1878 : S., 79, 2, 15. — Riom, 6 décembre 1878 : D., 80, 2, 3. — Cass., 14 mars 1882 : S., 82, 4, 349 ; D., 82, 1, 241. — Paris, 4 août 1871 : D., 73, 2, 21. — Paris, 15 avril 1885 : S., 87, 2, 183 ; D., 86, 2, 127. — Paris, 21 avril 1886 : S., 87, 2, 203. — Lyon, 27 février 1889 : *Mon. Jud.*, 9 mai 1889. — Orthez, 21 février 1893 : *La Loi*, 28 mars 1893.

(2) Trib. civ. Bordeaux, 29 novembre 1897 : *Rec. Bordeaux*, 1898, 2, 17.

La juridiction des référés a pris, tout au moins devant certains Tribunaux, une extension considérable, et l'on est arrivé à soumettre au président du Tribunal des affaires de toute nature. Cette pratique offre d'incontestables avantages, mais elle peut ouvrir la porte à des abus ; aussi certaines cours d'appel ont-elles compris la nécessité de ramener la juridiction des référés aux limites de compétence déterminées par la loi. Or celle-ci est fort nette : elle ne permet au juge des référés de statuer que dans les cas d'urgence (806 C. pr. civ.).

Le Tribunal civil de Guelma a fait une application très sensée de ce principe dans un jugement du 21 mai 1896 (*Gaz. Trib.*, 27 mai 1896). Il décide qu'aux termes de l'article 806 du Code de procédure civile, il y a lieu à référé dans tous les cas d'urgence. Il importe peu qu'une action principale ait déjà été formée devant le Tribunal. Lorsqu'il y a urgence, il n'est donc pas exact que le juge du principal dessaisit le juge du référé. Mais si la nomination d'un séquestre dans l'espèce ne présente pas un caractère d'urgence, au sens légal du mot, le juge du référé doit renvoyer la partie demanderesse à se pourvoir ainsi qu'elle avisera.

D'autre part la nomination de séquestre est une mesure provisoire qui ne doit pas faire grief au principal (Nancy, 31 octobre 1885 : S., 86, 2, 239). C'est pourquoi en matière de succession bénéficiaire notamment, la généralité de la doctrine et une partie de la jurisprudence décident que l'administrateur séquestre ne peut pas être nommé par le juge des référés même en cas d'urgence ; que le droit d'enlever l'adminis-

tration à l'héritier ne peut appartenir qu'au Tribunal(1). D'autre part l'instance en nomination d'administrateur séquestre doit être engagée par une demande judiciaire contre l'héritier, et non pas par une requête adressée au Tribunal (2).

Mais le séquestre nommé à une succession, alors qu'il y a contestation sur la dévolution, ou que les héritiers n'ont pas encore pris parti, peut être désigné par le juge des référés car il s'agit ici d'une mesure essentiellement provisoire et ne faisant pas préjudice au principal, pourvu toutefois que la condition de l'urgence se trouve réalisée (art. 806 C. pr. civ.). Nous avons en ce sens de nombreuses décisions (3).

En tous cas le juge des référés ne peut connaître de la nomination d'un séquestre à une succession qu'en cas d'urgence. L'urgence de cette nomination n'existe pas lorsque la partie qui la demande pour sauvegarder ses droits de créance contre la succession n'établit pas d'une façon péremptoire l'existence de ces droits, et que d'ailleurs elle est débitrice d'une somme égale à celle dont elle se prétend créancière envers la succes-

(1) Bazot, *Ord. sur req. et réf.*, p. 290 et suiv. — De Belleyrne, *Ord. sur réf.* — Garraud, *de la Déconfiture*. — Fuzier-Hermann, art. 807, n° 7. — Wahl, note sous S., 93, 1, 113, § 3. — Lyon, 29 janvier 1871 : S., 71, 2, 41. — *Contra*, Paris, 5 juin 1891 : S., 93, 2, 113 ; D., 94, 2, 81. — Paris, 9 février 1892 : S., 93, 2, 113 ; D., 92, 2, 229.

(2) Caen, 10 mars 1891 : *Le Droit*, 18 avril 1891.

(3) Bordeaux, 4 avril 1855 : S., 56, 2, 117. — Douai, 3 déc. 1867 : D., 67, 2, 241 ; S., 68, 2, 35. — Riom, 12 novembre 1883 : D., 84, 2, 64. — Angers, 26 juin 1889 : S., 89, 2, 237.

sion (Grenoble, 16 janvier 1888 : Rec. Grenoble, 1888, p. 76).

Mais il y a des cas où l'urgence est plus pressante encore que dans ceux prévus par l'article 806 du Code de procédure civile, et où il serait dangereux de suivre la procédure des articles 807 et 808 parce que l'assignation prévient l'adversaire et lui permet de prendre des dispositions de nature à compromettre gravement les intérêts du demandeur. Le président du Tribunal rend alors sur simple requête une ordonnance autorisant les mesures conservatoires. Faut-il ranger au nombre de ces mesures la nomination d'un administrateur séquestre ? La question est controversée.

M. Guillouard (*Du dépôt et du séquestre*, n° 179,) qui soutient la négative, la défend par les arguments suivants : » La justice, dit l'article 1961, peut ordonner le séquestre », et l'article 1963 ajoute que « le séquestre judiciaire est donné soit à une personne dont les *parties intéressées* sont convenues entre elles, soit à une personne nommée d'office par le juge. »

« Il paraît bien résulter de ces textes que c'est la juridiction contentieuse, « la justice », qui seule peut être appelée à ordonner le séquestre et que la procédure que l'on emploie met nécessairement en présence « les parties intéressées », c'est-à-dire un demandeur et un défendeur. Or, toute autre est la procédure de l'ordonnance sur requête : cette ordonnance appartient au domaine de la juridiction gracieuse ; elle n'est peut-être pas réformable par la voie de l'appel, car c'est une question très controversée, et dans tous les cas cette ordonnance est rendue arrièrè du défendeur.

« Il est facile de donner les raisons qui devaient faire exclure la procédure de l'ordonnance sur requête lorsqu'il s'agit de statuer sur le séquestre d'un bien. Ce qu'il y a de plus grave dans l'administration de la justice, c'est de supprimer le droit de la défense, d'ordonner quelque chose contre une personne qui n'a pu faire entendre ses motifs pour combattre la demande formée, et tel est le caractère de la procédure sur requête. Elle est expéditive, dit-on ; oui certes, et elle l'est même trop, car elle ne permet pas au défendeur de faire valoir ses moyens de défense. Aussi faut-il la restreindre sinon aux cas expressément prévus par l'article 54 du décret du 30 mars 1808, car ce texte donne une certaine latitude au président du Tribunal, au moins à des hypothèses analogues à celles qu'il prévoit, les requêtes à fin d'arrêt ou de revendication de meubles ou de marchandises, etc..., et la procédure pour faire ordonner le séquestre, avec les conséquences graves qu'elle entraîne, ne peut être assimilée à ces cas.

« L'ordonnance sur référé ne présente pas les mêmes inconvénients : la procédure est contradictoire, le défendeur est appelé à combattre la mesure proposée, et l'ordonnance rendue par le président peut certainement être déférée aux juges d'appel. D'un autre côté la procédure est très rapide, puisque le président peut autoriser à assigner pour le jour même où la demande est faite et à l'heure qu'il voudra ; ce qui donne satisfaction aux intérêts du demandeur en séquestre.

« On objecte que le défendeur sera prévenu ; cela est vrai, mais il peut l'être très peu de temps à l'avance,

et après tout, mieux vaut encore les inconvénients qui peuvent en résulter, dans des cas très exceptionnels, que l'extension que l'on voudrait donner à une procédure qui supprime le droit de la défense.

« Aussi, croyons-nous, que le séquestre peut être ordonné soit par le Tribunal saisi de la demande par voie principale ou incidente, soit par ordonnance sur référé, au cas d'urgence, mais qu'il ne peut jamais l'être par ordonnance sur requête. »

C'est aussi l'opinion de la jurisprudence. La Cour de Paris a décidé que le président du Tribunal, compétent pour statuer par voie de référé dans toutes les contestations judiciaires sous la seule condition de l'urgence, et les parties entendues ou dûment appelées, ne peut prononcer par ordonnance sur requête, en vertu de son pouvoir d'administration, que dans les cas formellement prévus par la loi et dans les cas analogues où la mesure réclamée ne constitue pas une véritable demande et n'appelle pas de contradiction ; que, spécialement, la demande tendant à la nomination d'un administrateur séquestre, étant contentieuse de sa nature, peut bien être formée par voie de référé, mais non pas par simple requête (1).

De même la nomination d'un séquestre en remplacement du liquidateur d'une Société commerciale doit être poursuivie par voie d'action exercée contre ce liquidateur ; elle est irrégulièrement demandée par voie de simple requête devant le juge des référés (2).

(1) Paris, 6 et 23 janvier 1866 : D., 66, 2, 27 : S., 66, 2, 41.

(2) Paris, 4 mai 1867 : D., 67, 2, 157 ; S., 67, 2, 189. — Dans le même sens, Riom, 6 décembre 1878 : D., 80, 2, 3.

Cependant malgré cette autorité et ces décisions, nous adoptons l'affirmative.

D'abord l'argument de texte que M. Guillouard tire de l'article 1963 du Code civil nous semble infirmé complètement par la fin de cet article : « soit à une personne nommée *d'office* par le juge, » qui semble bien plutôt s'appliquer à l'ordonnance sur requête. D'autre part, il y a bien d'autres cas où le président du Tribunal a le droit de statuer sur simple requête, et qui sont au fond de véritables contestations. Ainsi l'article 1008 du Code civil autorise un légataire universel, institué par testament mystique ou olographe à réclamer l'envoi en possession par simple requête adressée au président. De même un créancier qui n'a pas de titre peut, par simple requête obtenir du président l'autorisation de saisir-arrêter ; et certes dans les deux cas la demande est de nature à soulever des contradictions.

Enfin l'article 54 du décret du 30 mars 1808 nous semble décisif ; il porte que « toutes requêtes à fin d'arrêt ou de revendication de meubles ou de marchandises, ou autres mesures d'urgence seront présentées au président du Tribunal qui leur répondra par son ordonnance, après communication, s'il y a lieu, au procureur général. » Le critérium est donc l'urgence, et il faut dire que toutes les fois que la voie du référé présentera des inconvénients à cet égard, la nomination d'un séquestre pourra être ordonnée sans assignation préalable, sur simple requête, par ordonnance du président du Tribunal.

Et en effet la procédure de référé, si rapide qu'elle

soit, a un grave défaut, notamment en matière de séquestre, c'est de prévenir le défendeur de la mesure que l'on veut provoquer contre lui, et cela un certain temps à l'avance ; il aura donc le temps de faire disparaître les choses qu'il a intérêt à faire disparaître, et la mesure du séquestre deviendra de ce fait inutile. Au contraire, l'ordonnance sur requête ne présente pas cet inconvénient, puisqu'elle est rendue sur-le-champ, et ainsi le séquestre conservera toute efficacité.

On objecte que ce système méconnaît les droits de la défense et prête à des abus. Mais « les garanties que présente la voie du référé sont souvent illusoires, avec la faculté d'assigner d'heure à heure, qui ne laisse pas à la partie assignée le temps de se défendre, et cette voie est même plus dangereuse, en un sens, que l'ordonnance sur requête qui ne crée aucun droit, même provisoire, au profit de celui qui l'obtient, et laisse à l'adversaire la pleine et entière liberté de débattre le fond (1). »

Enfin, il existe une pratique qui répond victorieusement à cette objection ; c'est celle qui consiste pour le président à ordonner, en statuant, qu'il lui en sera référé en cas de difficultés. Sur ce référé, il confirme ou rapporte son ordonnance, en tout ou en partie. Cette pratique, création de M. Debelleyme, a rencontré de vives résistances, mais elle a prévalu, notamment à Paris, et l'on ne saurait trop la préconiser en raison des avantages qu'elle offre pour la protection des

(1) Garsonnet, *Procédure civile*, tome VII, § 1455.

droits des parties intéressées, et parce qu'elle apporte un correctif légitime aux dangers des autorisations obtenues par surprise ou délivrées par erreur.

Ainsi, selon nous, le président du Tribunal a le droit de nommer un séquestre par ordonnance sur requête, sous réserve de lui en référer.

L'ordonnance ainsi rendue sur requête serait-elle susceptible d'appel? D'après les principes généraux, non; car c'est un acte de juridiction gracieuse, comme tel non susceptible de voies de recours. Il a été toutefois jugé que l'ordonnance sur requête rendue lorsque la demande appelle contradiction est en réalité une ordonnance de référé, susceptible d'appel, et nulle comme rendue sans que les parties aient été entendues ou appelées (1).

De même, il faudrait considérer comme un acte de véritable juridiction susceptible d'appel, l'ordonnance sur requête dont les dispositions, au lieu d'avoir un caractère simplement provisoire, entraînent des faits d'exécution définitive, notamment celle qui ordonne l'expulsion des anciens gérants d'une Société et l'installation à leur place de deux administrateurs séquestres, avec exécution sur minute et nonobstant tout recours en référé (2).

Mais l'ordonnance sur requête qui pourvoit au remplacement d'un séquestre judiciaire investi d'un mandat déterminé et décédé avant d'avoir rempli sa mission, rentre à raison de son caractère conservatoire

(1) Paris, 6 et 23 janvier 1866, précités.

(2) Cass., 26 novembre 1867 : D., 67, 4, 473.

dans la juridiction gracieuse, et n'est pas susceptible d'appel (1).

N'existe-t-il donc aucun moyen de faire réformer une ordonnance sur requête nommant un séquestre ? D'abord, si cette ordonnance a été rendue sous réserve d'en référer, la voie du référé s'ouvrira tout naturellement pour la partie adverse. Mais nous croyons que, même si cette réserve n'a pas été insérée dans l'ordonnance, il sera possible à la partie qui se prétend lésée d'introduire un référé pour trancher à nouveau la question, à la condition toutefois qu'il y ait urgence (art. 806 C. pr. civ.) ; sinon ce serait au Tribunal lui-même à statuer. En effet, l'ordonnance sur requête appartenant à la juridiction gracieuse, laisse entiers les droits des parties, et l'on ne saurait opposer à celle contre qui elle a été rendue, l'exception de la chose jugée.

Dans tous les cas, même en adoptant l'opinion négative de M. Guillouard, nous pensons, ainsi d'ailleurs que les arrêts cités plus haut, que le président du Tribunal peut par ordonnance sur simple requête pourvoir au remplacement d'un administrateur séquestre décédé ou démissionnaire. Cette demande en effet n'est pas contentieuse, puisqu'il n'y a plus de contestation sur le principal ; il ne s'agit plus que d'une simple mesure d'administration, rentrant par cela même, de l'avis unanime, dans les pouvoirs du prési-

(1) Paris, 25 avril 1874 : B. C. P., 1874, p. 65. — Cass., 15 mai 1876 : D., 76, 1. 344. — Caen, 20 nov. 1893 : D., 94, 2, 467.

dent statuant sur simple requête, à la condition toutefois qu'il y ait urgence.

M. Bertin (*Ordonn. sur req.*, n° 924) pense que si l'administrateur séquestre a été nommé par le Tribunal ou la Cour d'appel, c'est au président de la Chambre dudit Tribunal ou de ladite Cour à nommer par ordonnance sur requête l'administrateur séquestre appelé à remplacer le premier. Et il critique de ce fait l'arrêt de Cassation du 15 mai 1876, précité. Pour nous, nous pensons qu'il faut attribuer compétence, en ce cas comme dans les autres, au président du Tribunal.

En résumé, le droit de nommer un séquestre appartient soit au Tribunal, soit au président statuant en référé, soit même au président statuant sur simple requête, sous réserve toutefois d'en référer.

CHAPITRE V

Parallèle entre le Séquestre et la Faillite

La jurisprudence par ce procédé du séquestre est parvenue à organiser une sorte de faillite civile, institution qui a été réclamée depuis longtemps à notre législateur. Pour donner une idée plus précise de cette pratique, nous allons la comparer avec la faillite commerciale.

Il existe entre elles une première différence au point de vue des personnes auxquelles elles s'appliquent. La faillite s'applique seulement aux commerçants, le séquestre indifféremment aux non-commerçants et aux commerçants. Pour ce qui est de ces derniers, le séquestre avait avant la loi du 4 mars 1889 sur les liquidations judiciaires une grande importance. C'était, en effet, un moyen pour les créanciers d'un débiteur malheureux, mais digne d'intérêt, de le soustraire aux conséquences rigoureuses de la faillite, et notamment aux déchéances qu'elle entraîne. Cette pratique

très discutée par la doctrine à l'époque (1), a reçu une sorte de consécration légale par la loi du 4 mars 1889. Mais de ce jour elle a perdu son importance au point de vue qui nous occupe.

La faillite résulte d'un fait précis : la cessation des paiements (art. 437, C. com.), et le failli est tenu dans les quinze jours qui suivent cette cessation de paiements d'en faire la déclaration au greffe du Tribunal de commerce de son domicile, et de déposer son bilan (art. 438 et 439 C. com.).

L'insolvabilité civile, au contraire, n'a rien de si précis ; on ne sait jamais exactement à quel moment précis un débiteur commence à se trouver en dessous de ses affaires ; en matière civile, en effet, les échéances sont moins rigoureuses qu'en matière commerciale. Aussi rien n'oblige le débiteur à réclamer lui-même la nomination d'un séquestre, et son insolvabilité peut aller toujours en s'accroissant, tant que ses créanciers le lui permettent, et n'auront pas recours à la mise sous séquestre de ses biens.

Le jugement déclaratif de faillite produit immédiatement et de plein droit sept effets principaux : 1^o dessaisissement du failli ; 2^o hypothèque au profit de la masse ; 3^o interdiction de toute nouvelle inscription de privilège ou d'hypothèque ; 4^o cessation des poursuites individuelles ; 5^o déchéance du terme ; 6^o cessation du cours des intérêts ; 7^o incapacités qui frappent

(1) Voir Garraud, *De la déconfiture*, chap. VI. — Des liquidations judiciaires, de leur pratique, de leur légalité. *Journ. des faillites*, 1882, p. 149.

le failli. Nous allons voir que presque tous ces effets ne sont pas produits par la décision qui nomme un séquestre à un insolvable.

I. — Le failli du jour du jugement déclaratif de la faillite est dessaisi de l'administration de ses biens. C'est là un principe fondamental de la loi commerciale; il n'existait pas dans l'ordonnance de 1673; il a été introduit par le Code de 1808. Ce dessaisissement se produit de plein droit, sans qu'il soit besoin de le prononcer; bien plus, le jugement ne pourrait pas l'écarter. Il a pour but de fixer d'une manière définitive le chiffre de l'actif comme celui du passif.

Le dessaisissement n'enlève pas au failli la propriété de ses biens; ils deviennent seulement indisponibles pour lui, comme par une saisie générale. Cette indisponibilité n'existe que dans l'intérêt de la masse des créanciers; elle ne peut pas être invoquée par le failli. Elle ne constitue pas pour lui une incapacité; il reste capable de s'obliger, et ses obligations seraient valables sur les biens qui lui adviendraient après clôture des opérations de la faillite. Le failli ne peut aliéner ses biens ni à titre gratuit, ni à titre onéreux; il ne peut pas non plus les hypothéquer. A partir du jugement déclaratif, les actions mobilières ou immobilières ne pourront être suivies ou intentées que contre les syndics ou par eux.

La décision judiciaire qui nomme un séquestre à un débiteur insolvable, produit-elle cet effet immédiat de le dessaisir de l'administration de ses biens. Nous avons vu que c'était là, en effet, l'argument fondamental des adversaires de notre pratique. Aucune loi,

dit-on, ne dessaisit le débiteur en état de déconfiture de l'administration de ses biens, et s'il est un principe certain dans notre droit, c'est celui de l'article 537 du Code civil. Nous avons montré plus haut que ce dessaisissement n'était que la conséquence de la mainmise qu'aurait prononcée la justice sur les biens du débiteur à la suite des diverses poursuites sur saisies que la nomination de séquestre a pour but de suppléer. C'est donc un dessaisissement de fait plutôt que de droit. Nous avons vu, en effet, que la nomination d'un séquestre judiciaire, mesure essentiellement spéciale et provisoire, ne saurait avoir pour effet de modifier, comme en matière de faillite, la capacité civile de la personne objet du séquestre (Cass., Belgique, 6 oct. 1892 : S., 93, 4, 19). De plus, si on enlève en partie au débiteur, dont les biens sont mis sous séquestre l'exercice de ses actions actives, pour les confier à l'administrateur séquestre, c'est contre ce débiteur lui-même et non contre le séquestre, que doivent être dirigées les instances des créanciers (Trib. civ. Lyon, 15 mars 1889 : *Monit. jud.*, 12 juin 1889). Le dessaisissement est donc bien moins absolu qu'au cas de faillite. D'autre part, enfin, pour les Tribunaux qui exigent le consentement du débiteur pour nommer un séquestre à ses biens, il y aurait là plutôt un mandat qu'un dessaisissement.

II. — Le jugement déclaratif de faillite emporte hypothèque au profit de la masse des créanciers sur les immeubles du failli (art. 490 C. com.). C'est là une hypothèque légale, non judiciaire; car celle-ci ne résulte que des jugements qui prononcent une condam-

nation, et le jugement déclaratif de faillite n'est pas de ce nombre.

La décision qui ordonne le séquestre produira-t-elle cet effet? Evidemment non, car, en principe, elle ne prononce pas de condamnation. Mais si cette décision, en même temps qu'elle nomme le séquestre, prononçait contre le débiteur une condamnation, elle emporterait hypothèque sur les immeubles de ce débiteur, mais ce serait là une hypothèque judiciaire.

III. — Les droits d'hypothèque et de privilège, valablement acquis, pourront être inscrits jusqu'au jour du jugement déclaratif de faillite (art. 448, 1^o, C. com). D'où il suit que l'art. 448 s'oppose à la transcription après le jugement déclaratif de faillite des droits valablement constitués et acquis avant ce jugement. C'est là une extension du dessaisissement.

En sera-t-il de même après le jugement qui ordonne un séquestre? Evidemment non, puisque nous n'admettons pas le dessaisissement dans cette hypothèse et que la disposition spéciale de l'article 448, 1^o, du Code de commerce n'est qu'une extension du dessaisissement. Il y a un cas cependant où ce résultat se produira, c'est au cas de séquestre d'une succession bénéficiaire, et cela en vertu de l'article 2146, 2^o, du Code civil. Il dispose, en effet : « Il en est de même (c'est-à-dire les inscriptions ne produisent aucun effet) entre les créanciers d'une succession, si l'inscription n'a été faite par l'un d'eux que depuis l'ouverture, et dans le cas où la succession n'est acceptée que par bénéfice d'inventaire. » Une opinion, aujourd'hui abandonnée, est partie de là pour soutenir qu'on doit considérer

comme nulles toutes les inscriptions prises après la déconfiture du débiteur en vertu d'hypothèques valablement consenties. L'article 2146, 2^o, dit-on, repose sur ce motif que la succession est réputée en état de déconfiture lorsqu'elle est acceptée sous bénéfice d'inventaire. On doit donc étendre cette disposition à toute déconfiture. On a même été plus loin, et on a dit : si les inscriptions prises après la déconfiture du débiteur, en vertu d'hypothèques valablement établies, sont frappées d'inefficacité, à plus forte raison en sera-t-il ainsi des hypothèques elles-mêmes qui ont été consenties par le débiteur depuis la déconfiture constatée. Or, celui qui ne peut hypothéquer ne peut aliéner (2124 C. civ.). Donc, le débiteur en déconfiture ne peut ni hypothéquer ni aliéner. Tel est le raisonnement de la Cour de Bruxelles dans un arrêt du 17 février 1810 (S., 1810, 2, 235).

Cette opinion n'a été admise par personne. En effet, la disposition de l'article 2146, 2^o, est une disposition exceptionnelle, et même assez peu justifiable, et comme telle elle ne peut être étendue d'un cas à un autre. De plus, on arriverait ainsi à faire produire à la déconfiture constatée (ce qui est bien le cas de la décision nommant un séquestre) le dessaisissement forcé du débiteur. Ce que nous n'avons pas admis, tout au moins d'une manière aussi absolue.

IV. — Les créanciers du failli perdent, du jour du jugement déclaratif de la faillite, leur droit de poursuites individuelles contre leur débiteur. En effet, ces poursuites ne pourraient aboutir puisque le débiteur dessaisi ne peut payer ses créanciers. Et, d'autre part,

ces poursuites n'auraient pour résultat que de contrarier l'action des syndics dont la mission consiste à liquider l'universalité des biens au profit de la masse des créanciers.

Au cas de séquestre, au contraire, les poursuites individuelles des créanciers ne sont pas suspendues, bien qu'un arrêt de la Cour de Lyon en ait décidé autrement (Lyon, 27 mars 1873 : Rec. Lyon, 1873, p. 308; D., 75. 2, 149). Mais leur effet est transporté aux mains du séquestre (1). Ce qui est tout différent; car, par ce moyen, l'on maintient en principe le droit aux poursuites individuelles, tout en empêchant leur exercice de devenir un obstacle à la gestion de l'administrateur séquestre.

V. — Au point de vue de la déchéance du terme, nous trouvons une ressemblance entre le jugement déclaratif de faillite et la décision qui nomme un séquestre.

Le jugement déclaratif de faillite rend exigibles à l'égard du failli toutes les dettes non échues, civiles ou commerciales (art. 440 C. com. et 1188 C. civ.). Or, il est admis en doctrine et en jurisprudence, que la déconfiture du débiteur, c'est-à-dire son insolvabilité constatée, ce qui est bien le cas de la nomination de séquestre, produit le même effet, bien que l'article 1188 du Code civil ne fasse mention que de la faillite.

En effet, le fondement du terme, c'est la sécurité que le créancier trouve dans la solvabilité du débi-

(1) Trib. civ. Lyon, 41 janvier 1884. *Gaz. Pal.*, 1884, 2, supp. 14.

teur. Si ce fondement vient à manquer, l'effet du terme devra cesser (Pothier, *Traité des obligations*). Or, la mesure du séquestre est précisément la constatation de l'insolvabilité du débiteur. On ne peut admettre, en bonne équité, que le créancier à terme soit obligé d'assister, sans y prendre part, à la distribution que feraient des biens du débiteur les créanciers dont le droit est exigible. Ce serait la négation même de principe d'égalité et de justice qui a institué cette pratique.

Dans l'exposé des motifs de l'article 1188, M. Bigot-Préameneu s'exprime ainsi : « On ne peut pas induire de la stipulation d'un terme que le débiteur puisse altérer son obligation, et elle serait altérée, s'il avait diminué les sûretés qu'il a données par le contrat; sur ce fait comme sur toutes les clauses du contrat, l'équité guidera le juge, mais il est évident qu'en cas de faillite ou de déconfiture, le débiteur ne doit pas être autorisé à réclamer le bénéfice du terme (1). » Ces commentaires ne peuvent laisser aucun doute sur la portée d'application de l'article 1188.

On trouve d'ailleurs dans le Code civil d'autres articles qui au point de vue du terme assimilent la faillite et la déconfiture (art. 1613, 1913, 2032, C. civ.). L'article 1913 nous semble décisif : « Le capital de la rente constituée en perpétuel devient aussi exigible en cas de faillite ou de déconfiture du débiteur. » De ce que la déconfiture rend exigible un capital qui en principe était inexigible, on doit conclure par *à fortiori*

(1) Loqué; *Législ. civ.*, XII, p. 162.

qu'elle doit rendre exigible le capital dont l'échéance seule était retardée par un terme (1).

D'où nous pouvons conclure que la décision qui ordonne un séquestre au débiteur insolvable, de même que le jugement déclaratif de faillite rend les dettes à terme exigibles. S'il en était autrement d'ailleurs, la liquidation et la distribution des deniers deviendraient très difficiles pour l'administrateur séquestre.

VI. — A dater du jour du jugement déclaratif de la faillite le cours des intérêts est suspendu, c'est là une conséquence du grand principe d'égalité entre créanciers qui sert de base au régime de la faillite. D'ailleurs le cours des intérêts n'est suspendu qu'à l'égard de la masse, mais ils continuent à courir contre le failli. Nous ne pensons pas qu'on puisse faire produire cet effet à la décision qui nomme un séquestre; il n'y a pas ici de masse ayant une personnalité distincte de celle des créanciers. Donc ceux-ci pourront dans leurs productions à l'administrateur séquestre réclamer le total de leurs créances, capital et intérêts.

VII. — La faillite a pour effet, même lorsqu'elle est simple, non compliquée de banqueroute, de frapper le failli de certaines incapacités. Elles sont de quatre sortes : 1^o privation de l'exercice des droits politiques, d'être membre des conseils de prud'hommes (Loi

(1) Demolombe, *Contrats*, II, n^o 664. — Aubry et Rau, III, p. 88, note 12. — Garraud, *De la Déconfiture*, chapitre 1^{er}. — Toulouse, 20 novembre 1836 : S., 36, 2, 161. — Cass. req., 10 mars 1845 : S., 45, 1, 601. — Orléans, 30 avril 1846 : S., 46, 2, 615. — Nîmes, 18 mars 1862 : S., 63, 2, 5.

1^{er} juin 1853, art. 6); 2^o exclusion de la Bourse (art. 613, C. com.); 3^o incapacité d'être agent de change ou courtier (art. 83 C. com.); 4^o impossibilité d'être admis à l'escompte par la Banque de France (Loi du 18 janv. 1808, art. 50 et 51).

Ces déchéances évidemment ne sauraient, en vertu de l'adage « pas d'incapacités sans texte », frapper le débiteur dont les biens ont été mis sous séquestre. C'était même, comme nous l'avons vu plus haut, pour éviter ces déchéances que l'on utilisait cette mise sous séquestre en matière commerciale, avant la loi du 4 mars 1889.

Le jugement déclaratif de faillite ne produit pas seulement des effets dans l'avenir, il en produit aussi dans le passé. Il est à craindre en effet que le commerçant, se sentant sur le point de ne plus faire honneur à sa signature, ne cherche à soustraire une partie de son actif à ses créanciers ou à avantager quelques-uns de ceux-ci au préjudice de la masse. Ces actes ont été prévus par les articles 446, 447 et 448 du Code de commerce. Ils établissent une période douteuse qui commence dix jours avant la cessation des paiements et se termine au jugement déclaratif de faillite. Les actes faits par le failli pendant cette période douteuse peuvent être annulés à la requête des créanciers sans qu'ils aient à remplir les conditions de l'action paulienne.

Le Code de commerce établit trois catégories de nullités : les nullités de droit, ainsi nommées parce qu'elles sont obligatoires pour le juge; les nullités facultatives qui sont laissées à l'appréciation du juge,

les nullités des inscriptions de privilèges ou d'hypothèques.

Les nullités de droit frappent les *actes suspects*, c'est-à-dire ceux que la loi considère comme des libéralités déguisées. Seront nuls de droit :

Tous actes à titre gratuit. Si la loi ne parle que des transmissions à titre gratuit mobilières ou immobilières, c'est que les libéralités se font le plus souvent sous cette forme. Mais il est évident que cette nullité s'appliquerait aux libéralités faites sous la forme d'une cession ou d'une renonciation.

Les créanciers du débiteur dont les biens ont été mis sous séquestre ne pourraient évidemment invoquer ces dispositions spéciales à la faillite commerciale. Ils devraient faire annuler ces actes à titre gratuit au moyen de l'action paulienne (art. 1167 C. civ.). Mais en ce cas ils devraient prouver que le débiteur a fait cet acte, ayant connaissance qu'il causait un préjudice à ses créanciers. Ce qui du reste sera assez facilement présumable en l'espèce.

L'article 446 déclare également nuls les paiements de dettes non échues, paiements de dettes échues autrement qu'en espèces ou effets de commerce, paiements en marchandises, paiements par transports de créances, compensations volontaires.

« Toute hypothèque conventionnelle ou judiciaire, et tous droits d'antichrèse ou de nantissement constitués sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées. »

Il n'existe rien de semblable en cas d'insolvabilité civile. On peut d'ailleurs le regretter. Mais pour pou-

voir étendre ici ces dispositions spéciales à la faillite, il faudrait un texte ; or il n'en existe pas. La jurisprudence, en instituant la pratique du séquestre, ne pouvait pas établir une période douteuse, comme en matière de faillite. Ce serait là un empiètement évident sur le pouvoir législatif. Le débiteur pourra donc, avant qu'il lui soit nommé un séquestre, payer ses dettes comme il l'entendra, accorder à un de ses créanciers des garanties qui le rendront préférable aux autres. La jurisprudence est unanime en ce sens (1).

Ces actes seront-ils donc absolument inattaquables ? Non. Les créanciers de l'insolvable pourront les faire tomber au moyen de l'action paulienne. Mais ils devront établir l'existence de toutes les conditions de cette action, c'est-à-dire à la fois la fraude du débiteur et la fraude du créancier. Mais la fraude du créancier pourra-t-elle résulter de ce seul fait qu'il avait connaissance de l'insolvabilité du débiteur ? Non, car le créancier n'a fait qu'user de son droit en exigeant des sûretés de son débiteur. Il a été jugé dans ce sens par le Tribunal civil de Lyon (29 juillet 1871. — *Mon. Jud.*, 14 octobre 1871) que le débiteur déconfit n'étant pas dessaisi de l'administration de ses biens demeure toujours capable de s'obliger et d'empirer la condition de ses créanciers ; qu'il le peut quand même le créancier nouveau connaîtrait sa situation, qu'il peut également conférer à l'un de ses créanciers une hypothèque

(1) Bordeaux. 26 mai 1873 : D., 76, 2, 23. — Cass. 3 mars 1869 : D., 69, 1, 200. — Cass. 6 juillet 1858 : D., 58, 1, 414. — Caen, 24 juillet 1857 : D., 58, 2, 12.

ou une garantie ayant pour objet et pour résultat d'améliorer la condition de celui-ci. « Attendu, s'exprime ce jugement, que si dans l'intérêt du commerce, le législateur a voulu une égalité complète entre les créanciers d'un failli il n'a édicté aucune règle quant aux créanciers d'un simple particulier ; — que la présomption légale de fraude leur est entièrement inapplicable, que la fraude prévue par l'article 1167 du Code civil ne saurait résulter de cela seul que le créancier a connu ou redouté l'insolvabilité du débiteur ; qu'il n'y a pas de fraude de la part de celui qui ne fait qu'exercer un droit légitime ; que tel est le droit du créancier, qui dans son propre intérêt se borne à pourvoir à la garantie de sa créance ; qu'en pareil cas la préférence est non le prix de la fraude, mais le prix de la vigilance (1). »

Que faudra-t-il prouver de plus pour démontrer la fraude du créancier ? « J'exigerai, dit M. Garraud (*De la Déconfiture*, chap. V), de la part des demandeurs la preuve que les actes ont été passés, bien moins dans l'intérêt légitime de l'un des créanciers que *dans le but de soustraire aux poursuites des autres une partie de l'actif commun*. C'est en cela que consistera la fraude. » La doctrine et la jurisprudence sont d'ailleurs dans ce sens (2).

(1) Comparez les arrêts cités à la note précédente.

(2) Proudhon, *de l'Usufruit*, V, 2367. — Larombière, I, art. 1167, n° 40. — Aubry et Rau, IV, § 313, p. 140. — Laurent XVI, 481. — Cass. req., 24 novembre 1835 : S., 36, 1, 350. — Douai, 4 mai 1846 : S., 46, 2, 470. — Paris, 14 décembre 1846 : S., 47, 2, 45. — Cass. req., 12 février 1849 : S., 49, 1, 506. — Tr. civ. Rennes, 14 août 1891 : D., 93, 2, 246. — Chambéry, 18 janvier 1888 : D., 88, 2, 259.

Comme on le voit, les créanciers de l'insolvable pourvu d'un séquestre seront relativement à tous les actes prévus par l'article 446 du Code de commerce, dans une situation très inférieure à celle des créanciers d'un failli. Car le recours à l'action paulienne sera souvent illusoire, étant donnée la difficulté de la preuve exigée par la doctrine et la jurisprudence. Et cependant les uns sont aussi intéressants que les autres. C'est sur ce point principalement qu'il conviendrait d'appeler l'attention du législateur et de compléter l'œuvre de la pratique en édictant en matière d'insolvabilité civile des dispositions analogues à celles du Code de commerce.

L'article 447 du Code de commerce établit des nullités facultatives pour le juge. Ces nullités frappent les actes à titre onéreux, mais elles ne commencent qu'à la date de la cessation des paiements. Quelle différence y a-t-il entre l'action de l'article 447 du Code de commerce applicable au failli, et l'action de l'article 1167 du Code civil, seule ressource des créanciers de l'insolvable dont les biens ont été mis sous séquestre ? Cela est assez difficile à déterminer.

Pour que l'action paulienne réussisse contre un acte à titre onéreux, il faut prouver : 1^o que l'acte attaqué cause un préjudice au créancier qui intente l'action ; 2^o qu'il a été fait par le débiteur dans une intention frauduleuse ; 3^o que le tiers qui a contracté était complice de la fraude.

Pour exercer l'action de l'article 447 du Code de commerce, il faudra évidemment aussi démontrer le préjudice causé aux créanciers par l'acte attaqué.

Mais nous croyons, et c'est en cela que consistera la différence, qu'il n'est pas nécessaire d'établir l'intention frauduleuse du débiteur. Il est vrai de dire que si l'action paulienne exige cette preuve, elle sera relativement facile, étant données les circonstances et surtout si les autres conditions se trouvent remplies. Quant à la troisième condition elle n'est pas modifiée par l'art. 447 du Code de commerce, et elle se trouvera remplie dans un cas comme dans l'autre, lorsqu'il sera démontré par les créanciers que le tiers acquéreur avait connaissance de l'insolvabilité du débiteur⁽¹⁾.

L'article 447 du Code de commerce permet aussi de faire annuler les paiements de dettes échues faits depuis la date de la cessation des paiements. Le débiteur en faillite doit en effet déposer son bilan, et lorsqu'il a cessé la généralité de ses paiements, il commet une faute grave en payant encore certains créanciers. Rien de pareil n'existe au cas de séquestre des biens d'un insolvable. Il n'y a pas là de date officielle de la cessation des paiements; le débiteur n'est astreint à faire aucune déclaration et peut payer qui bon lui semble jusqu'à la décision qui lui nomme un administrateur séquestre. Les créanciers qui se font payer ne font qu'user de leur droit strict.

L'article 448, 2^o et 3^o, du Code de commerce édicte une nullité d'un genre tout particulier. Peuvent être déclarées nulles, en cas de faillite, les inscriptions de privilèges ou d'hypothèques valablement établis, « s'il s'est écoulé plus de quinze jours entre la date de l'acte cons-

(1) M. Garraud, *De la Déconfiture*, chap. v.

titulatif d'hypothèque ou de privilège et celle de l'inscription, » outre les délais de distance. Cette disposition toute spéciale à la faillite a pour but d'éviter que le créancier, de concert avec le débiteur, ne tarde à faire inscrire son hypothèque ou son privilège afin de laisser au débiteur un crédit factice. Il va sans dire qu'une nullité semblable ne pourrait être prononcée dans l'hypothèse de nomination de séquestre aux biens d'un débiteur en déconfiture. Le créancier pourrait, ainsi que nous l'avons vu, inscrire son hypothèque ou son privilège, même après la décision qui ordonne le séquestre, le cas d'acceptation bénéficiaire d'une succession excepté.

De ce que les créanciers du failli ont le droit d'intenter l'action que leur donnent les articles 446, 447 et 448 du Code de commerce, il ne s'en suit pas qu'ils perdent pour cela l'exercice de l'action paulienne. Celle-ci, en effet, est de droit commun et ils pourront l'intenter toutes les fois qu'ils y auront intérêt. Cet intérêt existera notamment, en ce qui concerne les actes antérieurs à la période douteuse. Ils devront en ce cas, comme les créanciers de l'insolvable civil, démontrer le préjudice et la fraude pour faire tomber les actes de leur débiteur (1).

D'autre part, les nullités du Code de commerce ne sont édictées qu'en faveur de la masse : l'action est donc donnée au syndic qui représente cette masse et ne pourrait, par suite, être exercée par un créancier

(1) Cass., 31 juillet 1872 : D., 72, 1, 300.

isolé (1). L'article 1167 permet, au contraire à chaque créancier en particulier, comme au syndic, d'exercer l'action paulienne ; donc, si un acte accompli pendant la période douteuse est fait en fraude de ses droits, il pourra l'attaquer en son nom personnel, sauf à rapporter dans la masse le bénéfice de l'action paulienne (2). Si, au contraire, l'action paulienne a été exercée par le créancier d'un insolvable dont les biens sont mis sous séquestre, en son nom personnel et non par l'administrateur séquestre, mandataire des créanciers, le bénéfice de l'action restera personnel au créancier qui l'invoque. La question cependant est controversée. Nous avons vu en effet que M. Colmet de Santerre (*Cours analytique* XIII, n° 82 bis) soutient que le bénéfice de l'action paulienne doit profiter à tous les créanciers, même aux créanciers postérieurs à l'acte attaqué, qui par conséquent n'auraient pu exercer l'action révocatoire. D'autres auteurs prétendent que le bénéfice de l'action paulienne doit profiter seulement à tous les créanciers antérieurs à l'acte attaqué (3). Nous avons repoussé ces opinions qui font du créancier demandeur à l'action révocatoire le mandataire de tous les autres.

Dans la procédure de la faillite comme dans celle du séquestre, il peut se produire des demandes en

(1) Cass., 15 juillet 1857 : D., 57, 1, 385.

(2) Cass. req., 13 nov. 1867 : D., 68, 1, 212. — Douai, 7 août 1874 : D., 77, 5, 232.

(3) Chardon, *du Dol et de la fraude*, II, n° 280. — Larombière, *Traité des Obligations*, I, art. 1167, n° 62.

distraction ou en revendication exercées par les propriétaires de biens qui se trouvent entre les mains de l'insolvable. Nous allons voir que les conditions d'exercice de ces actions en revendication diffèrent, suivant qu'il s'agit d'une faillite ou du séquestre des biens d'un débiteur déconfit.

Dans l'un et l'autre cas, la femme peut avoir à revendiquer la propriété de ses propres, dont l'administration et la jouissance se trouvent entre les mains du mari. Il était à craindre que les époux ne s'entendissent pour enlever aux créanciers une partie de leur gage en le faisant passer au nom de la femme. Le Code de commerce s'est préoccupé de ce danger et a rendu, en cas de faillite, plus difficile la preuve des droits de la femme. Cette difficulté a, du reste, été tempérée par la loi de 1838.

Pour les immeubles que la femme possédait au moment du mariage, ou qui lui sont advenus depuis par succession, donation ou legs, elle prouve sa propriété d'après les règles du droit commun. Mais pour les immeubles qu'elle prétend avoir acquis depuis le mariage, par suite d'emploi de deniers propres, elle n'en pourra exercer la reprise qu'autant qu'il y aura eu déclaration expresse d'emploi, et que l'origine des deniers qui ont servi à l'acquisition aura été constatée par inventaire ou tout autre acte authentique (art. 577 et 578, C. comm.). Pour les meubles propres, la femme ne pourra en revendiquer la propriété qu'en prouvant leur identité par inventaire ou tout acte authentique (art. 560, C. com.).

D'autre part si, en cas de faillite, la femme conserve

l'hypothèque légale qui lui assure le recouvrement de sa dot, du moins cette hypothèque légale est restreinte tant au point de vue des biens sur lesquels elle porte que des droits qu'elle garantit. « Lorsque le mari sera commerçant au moment de la célébration du mariage, ou lorsque, n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, il sera devenu commerçant dans l'année, les immeubles qui lui appartiendraient à l'époque de la célébration du mariage ou qui lui seraient advenus depuis, soit par succession, soit par donation entre vifs ou testamentaire, seront seuls soumis à l'hypothèque de la femme :

« 1^o Pour les deniers et effets mobiliers qu'elle aura apportés en dot, ou qui lui seront advenus depuis le mariage, par succession ou donation entre vifs ou testamentaire, et dont elle prouvera la délivrance ou le paiement par acte ayant date certaine; 2^o pour le remploi de ses biens aliénés pendant le mariage; 3^o pour l'indemnité des dettes par elle contractées avec son mari » (art. 563).

« La femme dont le mari était commerçant à l'époque de la célébration du mariage, ou dont le mari, n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, sera devenu commerçant dans l'année qui suivra cette célébration, ne pourra exercer dans la faillite aucune action à raison des avantages portés au contrat de mariage, et, dans ce cas, les créanciers ne pourront, de leur côté, se prévaloir des avantages faits par la femme au mari dans ce même contrat » (art. 564).

Dans le cas de séquestre des biens du mari, nous ne trouvons rien de semblable, la loi ayant négligé de

sauvegarder les droits des créanciers vis-à-vis de la femme, et la jurisprudence ne pouvant étendre hors de leur cadre d'application les dispositions restrictives de la loi commerciale. Les créanciers du mari n'auraient donc, en ce cas, d'autres ressources que de démontrer la fausseté des prétentions de la femme par les moyens de droit commun.

La loi du 12 février 1872 (art. 550, C. com., dernier alinéa) supprime formellement, en cas de faillite, le privilège et le droit de revendication du vendeur de meubles. Le droit de rétention est formellement maintenu (art. 577, C. com.). Quant au droit de résolution, il y a controverse. Mais, d'après l'opinion qui l'emporte, on doit le considérer comme maintenu.

Dans l'hypothèse d'un séquestre, ces restrictions ne sauraient s'appliquer, et il est certain que le vendeur d'effets mobiliers conservera les quatre droits que lui accorde le Code civil pour garantir sa créance du prix : 1^o droit de rétention (1612, 1613, C. civ.); 2^o droit de revendication de la possession (2102, 4^o, C. civ.); 3^o privilège (2102, 4^o, C. civ.); 4^o droit de résolution qui équivaut, en somme, au droit de revendication de la propriété (1654 et 1184, C. civ.).

Cette même loi de 1872 a modifié, en les restreignant sensiblement, les droits d'un créancier jusqu'alors très privilégié ; nous voulons parler du bailleur d'immeubles. Le nouvel article 550, C. com., apporte, en effet, au privilège du bailleur de notables restrictions. Ce privilège est limité à deux années dans le passé. Le rapporteur de la loi explique ainsi cette limitation : « D'une part le bailleur qui, par faiblesse ou par négli-

gence, laisse s'accumuler indéfiniment les loyers impayés, rend un très mauvais service à son locataire, dont la faillite sera d'autant plus désastreuse qu'elle aura existé depuis plus longtemps à l'état latent. D'autre part, les créanciers du locataire doivent penser que leur débiteur paie régulièrement ses loyers, et il ne faut pas qu'ils soient victimes d'un privilège trop étendu s'appliquant à une créance qu'ils supposaient éteinte. »

Pour les loyers à échoir, il faut distinguer suivant que les créanciers entretiennent le bail, ou le laissent tomber en réalisant leur gage sur les meubles. Dans le premier cas le bailleur ne peut réclamer ni indemnité, ni loyers à échoir, car il ne souffre nullement. Si au contraire, le bail est rompu, la loi ne lui donne privilège que pour une année dans l'avenir à partir de l'expiration de l'année courante.

Dans l'hypothèse d'un séquestre ces dispositions restrictives ne pourraient évidemment pas s'appliquer, la loi de 1872, étant spéciale à la faillite. Il faudrait appliquer l'article 2102 du Code civil et décider que le bailleur aura privilège pour toutes les années échues et toutes les années à échoir du bail.

Au point de vue de la procédure, il existe entre la faillite et le séquestre de notables différences.

Le jugement déclaratif de faillite émane toujours du Tribunal de commerce, du moins dans les villes où il en existe un. La décision qui ordonne le séquestre des biens d'un insolvable est rendue par la juridiction civile. Il en est ainsi du moins depuis la loi du 4 mars 1889, sur les liquidations judiciaires.

Suivant les diverses périodes de la faillite, on distingue les syndics provisoires, qui font les actes les plus urgents, les syndics définitifs, qui font les actes préparatoires à la solution de la faillite, enfin les syndics de l'union qui sont chargés de liquider l'actif du failli. Au-dessus d'eux se trouve un juge-commissaire, chargé de surveiller et de diriger les opérations de la faillite. Il préside les assemblées de créanciers (504 et suiv. C. com.), il vérifie avec les créanciers et juge les prétentions à des créances ou à des privilèges (493 C. com.); il ordonne, entre les créanciers, la répartition des deniers du failli. Il y a dans la procédure de faillite une mesure très importante, ayant pour but de préparer la solution de la faillite, c'est l'affirmation et la vérification des créances, par l'assemblée des créanciers (491 et suiv. C. com.).

Au cas de séquestre, la procédure est moins compliquée. Il n'y a qu'un seul administrateur pour toute la durée de la liquidation des biens du déconfit. Il n'y a pas de juge-commissaire. Il y a bien une surveillance exercée par le Tribunal, à Lyon, par la Chambre des avoués et le Tribunal, mais ce contrôle est bien moins direct, il ne se mêle pas activement aux opérations de liquidation. L'affirmation et la vérification des créances est faite par le séquestre, avec le concours et l'approbation des créanciers, il est vrai, mais ici cette procédure a un caractère beaucoup moins solennel, plus amiable.

La faillite peut recevoir quatre solutions différentes. Il peut d'abord y avoir clôture pour insuffisance d'actif. L'insuffisance des deniers nécessaires pour faire les

frais des opérations de la faillite arrête ces opérations à quelque moment qu'elle se produise, avant que la faillite ait reçu une solution (art. 527, 1^o, C. com.). Les créanciers reprennent alors l'exercice de leurs actions individuelles (527, 2^o et 3^o, C. com.). Mais le créancier qui aurait saisi quelque bien n'en garderait pas pour lui la valeur. Du reste, les autres effets de la faillite subsistent, surtout le dessaisissement avec tous ses effets.

Dans le cas où l'actif est suffisant pour couvrir les frais des opérations de la faillite, la majorité des créanciers peut, par un traité, remettre le failli à la tête de ses affaires, en lui accordant des facilités de paiement, même le plus souvent remise d'une partie de ses dettes. C'est le concordat.

Ou bien les créanciers peuvent s'entendre pour réaliser les biens de leur débiteur, et en tirer le meilleur parti possible. C'est l'union.

Enfin, il est une dernière solution, introduite par la loi du 17 juillet 1856: c'est le concordat par abandon d'actif, traité par lequel les créanciers font remise au failli de toutes ses dettes moyennant l'abandon de tous ses biens. Il ressemble au concordat en ce que remise est faite au failli de tout ce que les créanciers ne pourront pas recouvrer par la liquidation de ses biens; il ressemble à l'union en ce que les biens sont liquidés et que les créanciers se paient eux-mêmes leurs dividendes par les mains des syndics, au lieu de compter sur le failli pour les leur payer. Le dessaisissement continue pour les biens actuels. Mais pour l'avenir le failli reprend la disposition de ses nouveaux biens.

La procédure du séquestre ne peut au contraire recevoir qu'une seule solution, la liquidation du patrimoine du débiteur déconfit. En effet, c'est dans ce seul but que l'administrateur séquestre est nommé par le Tribunal. D'autre part, l'utilité d'un concordat ne se conçoit pas en matière d'insolvabilité civile. A quoi bon accorder remise d'une partie de ses dettes au débiteur ? On ne peut espérer, comme pour le commerçant, que ses embarras pécuniaires ne sont que passagers, que d'heureuses opérations le remettront au-dessus de ses affaires; que ses débiteurs paieront les sommes sur lesquelles il comptait. L'insolvable civil ne fera que s'enfoncer davantage, à moins d'une chance inespérée, par exemple une opulente succession qui lui échoit inopinément.

Toutefois, le débiteur aurait le droit, avant de voir ses biens mis sous séquestre, de passer un traité avec ses créanciers. Ce serait un cas de cession de biens volontaire (art. 1267 et suiv. C. civ.). Mais les effets de ce traité seraient tout différents de ceux d'un concordat. On ne peut songer à étendre à ce cas les dispositions exceptionnelles de l'article 507 du Code de commerce. Il faudrait pour le débiteur obtenir l'unanimité de ses créanciers, sinon les avantages qu'il se serait fait consentir ne lieraient que ceux qui auraient signé ce traité. Les Tribunaux devraient donc se refuser à homologuer un traité intervenu entre un débiteur insolvable et la majorité de ses créanciers.

Dans le cas où l'insolvable civil serait malheureux et de bonne foi, il pourrait aussi avant la nomination d'un séquestre, obtenir la cession de biens judiciaire

(art. 1268 C. civ.). Ce qui ressemble beaucoup au concordat par abandon d'actif. Toutefois il y a entre ces deux institutions cette différence caractéristique que la cession de biens judiciaire « ne libère le débiteur que jusqu'à concurrence de la valeur des biens abandonnés et dans le cas où ils auraient été insuffisants, s'il lui en survient d'autres, il est obligé de les abandonner jusqu'au parfait paiement » (Art. 1270 C. civ.).

Nous avons vu qu'il en est tout autrement au cas de concordat par abandon d'actif (art. 541 C. com.).

Lorsqu'après la liquidation des biens du failli, l'union est dissoute, les créanciers reprennent l'exercice de leurs actions individuelles contre le failli, pour le cas où il lui adviendrait de nouvelles ressources, mais si le failli remonte une nouvelle entreprise de commerce, ils ne pourraient, en vertu des leurs anciennes créances, le faire déclarer de nouveau en faillite. C'est là une conséquence de la maxime : « *Faillite sur faillite ne vaut.* »

Au contraire, si, alors que les pouvoirs du séquestre nommé à un débiteur déconfit sont expirés, il lui survient de nouveaux biens, les créanciers pourront parfaitement, en vertu de leurs anciennes créances, demander la nomination d'un nouveau séquestre, pour répartir ces biens entre eux et les créanciers postérieurs, et leur distribuer un nouveau dividende sur leurs anciennes créances.

Il existe aussi des différences remarquables entre les pouvoirs du syndic de faillite et ceux de l'administrateur séquestre. Les pouvoirs du premier ont leur source dans la loi ; le second les puise dans la décision

judiciaire qui le nomme. Aussi peuvent-ils être plus ou moins étendus ou restreints suivant les termes de cette décision.

En certains cas et sous certaines conditions, l'Assemblée des créanciers du failli peut augmenter encore la mesure des pouvoirs du syndic, par exemple l'autoriser à continuer l'exploitation du commerce, si une liquidation trop hâtive, devait nuire aux intérêts de la masse (art. 532 C. com.).

Les créanciers de l'insolvable pourvu d'un séquestre n'auraient pas le droit d'augmenter ainsi les attributions de l'administrateur séquestre, telles qu'elles sont déterminées par la décision judiciaire qui le nomme. Ils ne pourraient que solliciter du juge une nouvelle décision dans ce sens.

D'autre part, le syndic est substitué d'une façon presque complète à la personne du failli : c'est lui qui exerce ses droits tant actifs que passifs; il n'y a d'exception que pour les droits strictement attachés à la personne. Tels seraient ceux relatifs à la puissance maritale ou paternelle. L'administrateur séquestre au contraire ne représente le débiteur déconfit que pour ceux des droits et actions dont l'exercice lui a été spécialement conféré par la décision judiciaire qui l'a nommé. C'est ainsi par exemple qu'une action en dommages-intérêts intentée contre le failli doit être poursuivie contre le syndic de faillite. Au contraire, la même action dirigée contre un déconfit pourvu d'un séquestre devra être intentée contre le déconfit lui-même, non contre l'administrateur séquestre. En effet, celui-ci n'est pas le représentant de la personne pour

laquelle il doit recouvrer certaines valeurs et en faire la distribution aux ayant droit. Dès lors, les instances des créanciers doivent être dirigées non contre le séquestre, mais contre le débiteur lui-même (1).

A côté des nombreuses différences que nous venons de signaler entre la faillite et le séquestre, il existe entre ces deux institutions des ressemblances assez frappantes. Quelques-unes sont indiquées par la loi elle-même, dans les rares dispositions où elle s'est occupée de la déconfiture. Nous savons, en effet, que le séquestre, tel que le pratique la jurisprudence, est la constatation la plus évidente de ce dernier état. Ces ressemblances ont trait à certaines conséquences de l'une et de l'autre.

Nous avons déjà vu plus haut que la doctrine et la jurisprudence admettaient d'une manière à peu près unanime que, de même que la faillite, la déconfiture rend exigibles les dettes à terme. L'article 1613 du Code civil n'est qu'une application de ce principe. Il permet au vendeur non payé de retenir la chose vendue, alors même qu'il a accordé un terme pour le paiement à l'acheteur; si depuis la vente celui-ci est tombé en faillite ou en déconfiture. En effet, le fondement du terme, c'est la sécurité trouvée par le vendeur dans la solvabilité de l'acheteur. Si donc la faillite déclarée ou la nomination d'un séquestre viennent démontrer que cette solvabilité n'existait pas, la raison d'être du terme disparaît, et l'acheteur ne peut plus exiger la livraison sans payer comptant.

.. (1) Tr. civ. de Lyon, 15 mars 1889; *Mon. Jud.*, 12 juin 1889.

Au même ordre d'idées, se rattache la disposition toute spéciale de l'article 2032, 2º, Code civil. Elle permet exceptionnellement à la caution de recourir avant tout paiement contre le débiteur principal lorsqu'il fait faillite ou est tombé en déconfiture. Il ne s'agit plus ici d'une créance à terme qui devient exigible, mais d'une créance éventuelle qui prend naissance à raison de la déclaration de faillite ou de la nomination d'un séquestre.

Une seconde ressemblance nous est signalée par l'article 1276 du Code civil ainsi conçu : « Le créancier, qui a déchargé le débiteur par qui a été faite la délégation, n'a point de recours contre ce débiteur, si le délégué devient insolvable, à moins que l'acte n'en n'en contienne une réserve expresse, *ou que le délégué ne fût déjà en faillite ouverte ou tombé en déconfiture au moment de la délégation.* » Selon M. Garraud (*De la Déconfiture*, chap. IV) cette action du délégataire n'est pas la mise en exercice de l'ancienne créance, qui est éteinte avec tous ses accessoires par la novation intervenue entre les parties ; mais elle est une simple action en garantie, un recours pour obtenir du délégant ce que le délégué devait fournir. On peut dire aussi qu'en ce cas la loi sous-entend une réserve tacite, c'est alors une délégation sous condition, et si celle-ci ne se réalise pas, le délégataire reste créancier du délégant et peut exercer contre lui l'ancienne action qui n'a pas été éteinte.

Suivant l'article 2003 du Code civil le mandat prend fin par la déconfiture et la faillite soit du mandant soit du mandataire. Mais nous avons vu que l'insolvable à

qui il a été nommé un séquestre peut valablement confier un nouveau mandat à un tiers (Cassation, Belgique, 6 octobre 1892 : S., 93, 4, 19). Il n'en serait pas de même du failli, à raison des règles du dessaisissement forcé.

L'article 1446 du Code civil permet aux créanciers de la femme dont le mari est en faillite ou en déconfiture « d'exercer dans ces deux hypothèses les droits de leur débitrice jusqu'à concurrence du montant de leurs créances. » Le principe est donc le même, mais les conséquences seront différentes car nous avons vu plus haut que la femme dont le mari a été l'objet d'un séquestre est bien plus favorisée tant au point de vue de la preuve à fournir de son droit de propriété qu'au point de vue de l'étendue de son hypothèque légale. Au contraire la femme du failli verra à cet égard ses droits sensiblement restreints par les dispositions spéciales de la loi commerciale. Et par suite, ses créanciers se verront soumis aux mêmes restrictions.

Toute personne a le droit de surenchérir d'un sixième dans les huit jours qui suivent l'adjudication sur saisie immobilière (art. 708 C. pr. civ.). Mais il est fait défense aux avoués de surenchérir « pour des personnes notoirement insolvables » (art. 711 C. pr. civ.), sinon la surenchère est nulle, et l'avoué pécuniairement responsable. Il a été jugé que les Tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour décider si l'insolvabilité de celui pour qui l'avoué s'est rendu adjudicataire était notoire à l'époque de la surenchère (1). Il est évident que la notoriété de l'insolva-

(1) Trib. civ. Roanne, 25 juin 1878 : *Mon. Jud.*, 4 juillet 1878.
— Cass. 14 janvier 1856.

bilité sera indiscutable au cas de faillite et nous croyons qu'il en sera de même au cas de séquestre, étant donnée la publicité assez étendue dont est entourée cette pratique.

Mais où nous trouvons des ressemblances notables entre la faillite et le séquestre, c'est dans l'allure générale de ces deux procédures. Nous trouvons en effet dans la pratique du séquestre, plusieurs des caractères les plus marquants de la faillite. D'abord, au début une décision judiciaire constatant l'état d'insolvabilité du débiteur. Puis l'organisation d'une masse de créanciers substituant une action collective aux poursuites individuelles, la nomination d'un mandataire chargé de représenter leurs droits et de réaliser l'actif en leur nom, la répartition des deniers faite sinon par les créanciers, du moins avec leur concours et leur approbation. Même parallélisme évident entre les fonctions de l'administrateur séquestre et celles du syndic. C'est d'ailleurs ce parallélisme même que la doctrine attaque si vivement au nom des principes d'interprétation de la loi, en reprochant à la jurisprudence de méconnaître totalement le caractère du séquestre judiciaire, variété du dépôt.

CONCLUSION

Quoi qu'il en soit, nous maintenons nos conclusions quant à l'utilité et quant à la légalité de cette pratique du séquestre. Etant donnés les résultats bienfaisants qu'elle a produits jusqu'à ce jour, nous ne pouvons souhaiter qu'une chose, c'est que le législateur, faisant en matière civile ce qu'il a fait en matière commerciale par la loi du 4 mars 1889, se décide à donner une sanction légale à la pratique de la jurisprudence et à calmer ainsi les craintes qu'inspirent à la doctrine ces tendances prétoriennes.

Que faudrait-il pour cela ? Peu de chose. Edicter une disposition semblable à celle de l'article 1914 du Code civil espagnol de 1889 : « La déclaration de déconfiture du débiteur enlève à celui-ci l'administration de ses biens, et toute autre administration dont

il serait investi par la loi. » Ce serait, du même coup, proscrire les poursuites individuelles.

Décider en outre que l'insolvabilité pourra être déclarée aussi, comme la faillite, dans l'année qui suivra le décès du débiteur, ce qui légitimerait notre pratique au cas de succession vacante. Il n'y aurait ensuite qu'à maintenir dans ses grandes lignes la procédure du séquestre, tel que le pratique la jurisprudence. Sauf à prescrire la nomination d'un juge commissaire pour surveiller les opérations du séquestre, comme en cas de faillite.

Mais le législateur aurait en outre à compléter l'œuvre de la jurisprudence sur les points où elle restait nécessairement incomplète. En d'autres termes, il devrait, en matière d'insolvabilité civile, édicter des dispositions semblables aux articles 446, 447 et 448 du Code de commerce, établir des nullités obligatoires pour les actes à titre gratuit, les paiements suspects et les hypothèques et autres garanties consenties dans une certaine période à déterminer, des nullités facultatives pour les actes à titre onéreux qui seraient déclarés nuls au cas où ils auraient été consentis avec connaissance de l'insolvabilité du débiteur de la part du tiers contractant.

En attendant que ces vœux se réalisent, comme il faudra peut-être attendre longtemps encore, on ne saurait trop encourager la jurisprudence de nos Tribunaux à persévérer, en dépit des amères critiques de la doctrine, dans l'application de cette utile pratique, qui a donné jusqu'ici de très heureux résultats, et a remédié assez efficacement aux lacunes de notre Code

civil. Nous pourrons ainsi attendre, sans trop d'impatience, les réformes si désirables que nous espérons du législateur français.

VU :

Lyon, le 8 juin 1899.

Le Président de la Thèse,

JEAN APPLETON.

VU :

Lyon, le 9 juin 1899.

Le Doyen de la Faculté,

E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 10 juin 1899.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

GABRIEL COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- R. GARRAUD..... *De la déconfiture et des améliorations dont la législation en cette matière est susceptible.* — Paris, 1880, in-8°.
- *Des liquidations judiciaires, de leur pratique et de leur légalité.* — *Journal des Faillites*, 1882, p. 149 et suiv.
- GUILLOUARD..... *Traité du Prêt du Dépôt et du Séquestre*, livre III, titres X et XI du Code civil. — Paris, 1892, Pedone Lauriel, éditeur.
- DEMOLOMBE..... *Cours de Code Napoléon.* — Paris, 6^e édition. — Absence. — Mariage. — Successions. — Contrats.
- AUBRY et RAU..... *Cours de droit civil français*, d'après la méthode de Zachariæ. — 4^e édition, Paris, 1878.
- HUC *Commentaire théorique et pratique du Code civil.* — Paris, 1893.
- BAUDRY LACANTINERIE et A. WAHL *Traité théorique et pratique de droit civil.* — *de la Société, du Prêt, du Dépôt.* — Paris, 1898, Larose, édit.
- COLMET DE SANTERRE..... *Cours analytique de droit civil*, vol. VIII et XIII.

- LAURENT *Principes de droit civil*, — Bruxelles, Paris, 1869-1878, vol. XXVII.
- BUGNET *Œuvres de Pothier*, annotées et mises en corrélation avec la législation actuelle. — Paris, 1861, 2^e édition, vol. *Du dépôt*.
- MASSOL *De la séparation de corps*. — Paris, 1875, in-8^o.
- Alfred CARPENTIER. *Traité théorique et pratique du divorce*. — Explication de la loi du 27 juillet 1884. Paris, 2 vol. in-8^o, 1889, Marchal et Billard, éditeurs.
- Guillaume POULLE. *Du divorce en droit romain et en droit français*. — Thèse de doctorat soutenue devant la Faculté de Douai. — Paris, 1886, in-8^o.
- Paul PIC *Traité théorique et pratique de la faillite des Sociétés commerciales*. — Paris, 1887, in-8^o, Rousseau, éditeur.
- Henri BAUCHART... *De la condition juridique des aliénés en droit romain. — De la condition juridique des aliénés non interdits, non pourvus d'un conseil judiciaire en droit français*. — Thèse pour le doctorat, soutenue devant la Faculté de Paris, 1881. Senlis, imprim. Ernest Payen.
- GARSONNET *Traité théorique et pratique de procédure*, t. VII. — Paris, Larose, éd., 1897.
- *Traité élémentaire des voies d'exécution*. — Paris, 1892, Larose et Forcel, éd.
- BAZOT *Des ordonnances sur requête et des ordonnances de référé*. — Paris, 1876, in-8^o.
- BERTIN *Chambre du Conseil en matière civile et disciplinaire*. — 2^e édition, Paris, 1856.
- *Ordonnances sur requête et ordonnances sur référés*. — Paris, 1874-1875.
- MASSIGLI *Revue critique*, 1890, p. 457.
- A. WAHL Note sous Sirrey, 1893, 2, 113.
- PLANIOI *Revue critique*, 1887, p. 687.

- PLANIOL..... Note sous Dalloz, 1894, 2, 81.
- DE BELLEYME..... *Ordonnances sur requêtes et sur référés*, selon la jurisprudence du Tribunal de première instance du département de la Seine. — 3^e édition. — Paris, 1855, Cosse, éditeur.
- CHARMONT..... *Revue critique*, 1891, p. 79 et suivantes.
- PASCAUD..... *Faillite et liquidation judiciaire des non commerçants*. — *Revue générale*, 1893, p. 481 et suiv.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE PREMIER. — Utilité du séquestre tel qu'il est praticqué par la jurisprudence. Inconvénients auxquels il remédie.....	7
CHAPITRE II. — Origine de cette pratique. Extension donnée par la jurisprudence au séquestre judiciaire institué par la loi.....	21
CHAPITRE III. — Droits et obligations de l'administrateur séquestre.....	83
CHAPITRE IV. — Procédure en matière de séquestre.....	127
CHAPITRE V. — Parallèle entre le séquestre et la faillite.	141
CONCLUSION.....	171
BIBLIOGRAPHIE.....	175

